هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14178 – 5 F — *MARDI 28 AOUT 1990* — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Alors que Washington, Paris et Londres excluent une négociation avant l'évacuation du Koweït

Le secrétaire général des Nations unies s'efforce de favoriser une solution pacifique du conflit du Golfe

Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, qui s'efforce de favoriser une solution pacifique du conflit du Golfe, doit rencontrer jeudi 30 août à Amman le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz. Les dirigeants américains n'ont guère manifesté d'enthousiasme, dimanche, à l'annonce de cette initiative diplomatique, qui pourrait être celle de la dernière chance. On souligne à Washington qu'il ne saurait être question de négocier avant le retrait des troupes irakiennes du Koweït, une position ferme également adoptée dimanche par le premier ministre britannique et lundi par le ministre français des affaires étrangères.

Au terme de la visite de M. Dumas à Moscou, la France et l'URSS ont appelé M. Hussein «à la raison» et au «réalisme». Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, a déclaré que son pays n'aurait pas «recours à la force» pour imposer le respect de l'embargo anti-irakien.

Après l'expiration de l'ultimatum de Bagdad exigeant la fermeture des ambassades au Koweït, le dispositif militaire irakien autour des ambassades semble avoir été allégé. Mais des soldats auraient pénétré lundi matin dans les locaux de l'ambassade de Chine et l'ambassadeur du Liban, ainsi qu'une douzaine de diplomates de ce pays, auraient été arrêtés.

Députés et sénateurs devaient se retrouver en session extraordinaire, lundi 27 août à 16 heures, pour entendre la déclaration – sans vote – du gouvernement sur la situation dans le Golfe. M. Rocard devait tenir un langage de fermeté sans pour autant tomber dans un discours belliciste. Sur les marchés financiers, on observait le lundi 27 août une nette reprise. A Tokyo, l'indice Nikkei a enregistré un gain de 4,04 %. A Paris, la Bourse s'est ouverte sur une hausse de 4,66 %.



Washington : une main renforcée

WASHINGTON

de notre correspondant

On s'inquiète encore, on se rassure déjà. Après le coup de fièvre provoqué par l'ultimatum de l'Irak exigeant la fermeture des ambassades occidentales au Koweït, la tension a baissé au cours du week-end et les responsables américains semblent considérer l'avenir d'un œil plus serein, conscients de disposer désormais d'un avantage considérable sur M. Saddam Hussein.

Les raisons de cette détente relative sont multiples. La plus immédiate est que les menaces irakiennes n'ont pas été suivies d'effet – sinon sous la forme relativement bénigne d'une coupure du courant et de l'eau, alors que l'ambassade américaine peut apparemment «tenir» plusieurs semaines sinon plusieurs mois avec son groupe électrogène et ses réserves d'eau.

Mais l'essentiel est ailleurs : la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant implicitement l'usage de la force par les marines occidentales pour faire respecter l'embargo décrété contre l'Irak a puissamment renforcé la main de Washington, désormais en mesure d'agir quand bon lui semblera, et cela de manière «légitime». Les Etats-Unis ont évité de se servir immédiatement de ce nouvel atout – aucun incident naval n'a été rapporté, – comme pour prouver à ceux qui ne les ont suivis dans cette affaire qu'avec une certaine hésitation (les Soviétiques par exemple) qu'ils ne se laissent pas griser par leur remarquable succès diplomatique et ne cherchent pas délibérément à provoquer une étincelle.

Le week-end a aussi apporté un commencement de confirmation à ce dont on se doutait déjà à Washington : si imprévisible, brutal ou obstiné qu'il puisse être, le président irakien ne semble avoir ni l'intention et encore moins les moyens de s'en prendre sérieusement à l'énorme machine de guerre américaine – d'autant que le matériel lourd, susceptible de permettre une opération de grande envergure contre l'Irak, commence à arriver en grandes quantités en Arabie saoudite.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 6

Moscou : sur le fil du rasoir

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Même à l'ère de la glasnost triomphante, il est en URSS des vérités si embarrassantes qu'on ne paraît se résoudre à les dire qu'à contrecœur. Ce fut le cas à Moscou, dimanche après-midi 26 août pour M. Edouard Chevardnadze.

La conférence de presse axée sur la crise du Golfe qu'il tenait aux côtés de M. Roland Dumas touchait à sa fin, et son hôte français s'apprêtait à prendre congé, lorsque le chef de la diplomatie soviétique, un peu acculé par une journaliste américaine qui lui demandait de s'expliquer sur le vote par l'URSS la veille de la résolution 665 du Conseil de sécurité, lâcha une «petite phrase» qui résonna comme un aveu. *«Si nous avons voté ce texte*, observa-t-il, *c'est parce que d'autres pays en ont la possibilité* (de recourir à la force), *parce que d'autres pays sont prêts à assurer le contrôle des navires suspects.»*

Quelques minutes plus tôt, M. Chevardnadze venait en effet d'affirmer que l'URSS, bien qu'elle ait voté la résolution 665, *«n'avait l'intention ni d'user de la force ni de participer à des opérations militaires, ni d'envoyer des navires dans le Golfe»* pour faire respecter l'embargo contre l'Irak (pour l'instant, deux bâtiments soviétiques croisent au sud du détroit d'Ormouz en attendant d'intervenir, le cas échéant, pour évacuer les quelque huit mille Soviétiques qui restent en Irak). N'y avait-il pas là une apparente contradiction ?

En livrant son «explication de vote», M. Chevardnadze la dissipa. Du coup, la position soviétique, à ce stade de la crise, pouvait se résumer ainsi : l'URSS n'entend pas elle-même faire tonner le canon dans le Golfe, mais si ses partenaires occidentaux – dont elle se dit solidaire – s'estiment contraints, quant à eux, d'en arriver là, elle leur donne à l'avance sa bénédiction ... et son absolution.

En retrait sur le terrain, l'URSS se tient donc – sur les principes – résolument aux côtés des trois membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité, et notamment de la France.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 5

L'escapade de M. Waldheim

DES otages libérés, comment ne pas s'en réjouir? Mais le président autrichien Kurt Waldheim a-t-il vraiment rendu service à son pays en allant chercher à Bagdad ses quatre-vingt-quinze compatriotes retenus par Saddam Hussein? Confiné depuis quatre ans dans son palais présidentiel viennois, soigneusement évité par la plupart des responsables des pays démocratiques, l'ancien lieutenant de la Wehrmacht s'est en tout cas offert une petite revanche d'amour-propre en recevant, dimanche 26 août, à l'aéroport de Vienne, l'hommage enthousiaste de son peuple, toutes tendances politiques confondues.

Qualifié d'«opération humanitaire» par le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, ce cavalier seul de Kurt Waldheim en Irak ressemble fort à une «crapulerie réussie», comme n'hésite pas à l'écrire le quotidien ouest-allemand «Süddeutsche Zeitung». Occupée par ses affaires d'unification, la RFA, soit dit en passant, n'a pas fait preuve, dans la crise du Golfe, d'un «engagament» débordant.

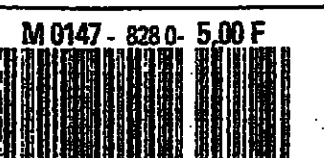
LES amitiés de M. Waldheim, nouées avec les dirigeants arabes du temps où il était secrétaire général de l'ONU, ont été confortées par le soutien que ces derniers ne lui ont jamais marchandé lorsqu'il fut mis en difficulté sur la scène internationale pour avoir dissimulé son passé nazi. Cela le mettait en bonne position pour obtenir un geste de Saddam Hussein en faveur de l'Autriche, et le dictateur irakien n'a pas laissé échappé l'occasion de démontrer que la solidarité occidentale n'était pas sans faille.

En se prêtant à ce jeu peu glorieux – qui comportait un discours de propagande de Saddam Hussein dans les locaux de l'ambassade autrichienne à Bagdad, – M. Waldheim reste désespérément fidèle au personnage que révèle sa biographie complète. Il apparaît une fois de plus comme un opportuniste vaniteux, sacrifiant sans hésiter les principes du droit et de la morale à ses intérêts personnels immédiats.

IL ne faut cependant pas surestimer les dommages provoqués par cette escapade irakienne du président autrichien : la réprobation quasi générale des chancelleries devant cette manière d'agir est plutôt de nature à renforcer la solidarité occidentale face au chantage de Saddam Hussein. Ce point de vue, exprimé de manière très vigoureuse par le ministre belge des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, devrait s'imposer pour la suite des événements : on voit mal en effet d'autres chefs d'État venant s'incliner devant le maître de Bagdad pour ramener quelques dizaines de compatriotes dans leurs bagages...

Au bout du compte, c'est l'Autriche qui risque de pâtir le plus de cette inconvenante prestation. La présence de M. Waldheim dans le palais des anciens empereurs d'Autriche-Hongrie avait déjà fortement embarrassé le gouvernement de Vienne, qui n'a joué qu'un rôle diplomatique mineur dans l'établissement de nouveaux rapports entre l'Est et l'Ouest. La disparition, cet été, de l'ancien chancelier Bruno Kreisky, une personnalité contestée mais universellement respectée, a cruellement mis en lumière la dégradation de la position d'une Autriche réduite, par l'aveuglement de la majorité de son opinion publique, à jouer les mauvais garçons de la scène internationale.

M 0147 - 828 0- 5,00 F



Un entretien avec M. Fauroux

«Il faudra s'adapter à un prix durablement plus élevé du pétrole», nous déclare le ministre de l'industrie

M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, n'écarte pas dans l'entretien qu'il nous a accordé de nouvelles mesures d'économies d'énergie à la suite de la crise du Golfe. Mais il conseille d'abord aux automobilistes de modérer leur consommation. Pour le ministre de l'industrie, *«il faudra s'adapter à un prix durablement plus élevé du pétrole».*

N'envisageant pas dans l'immédiat de relance du programme nucléaire, M. Fauroux souligne que l'économie française devra, dans la gestion de la crise, éviter deux écueils : l'inflation et la stagnation.

Lire page 25
l'entretien recueilli par ERIC LE BOUCHER

Lire également

Les frontières de la télévision

« L'Europe des patries n'est pas près de disparaître » nous déclare M. Pierre Lescure, directeur de Canal Plus

Au moment où s'ouvre à Carcans-Maubuisson (Gironde), l'« université d'été de la communication », Canal Plus s'installe en Espagne, après la Belgique et avant l'Allemagne. M. Pierre Lescure, directeur général de la chaîne payante, tire les première leçons de cette aventure européenne.

«Qu'éprouvez-vous à voir naître ainsi des petits clones de Canal Plus?

– Attention : ce ne sont pas des clones! Nous n'avons pas cherché à imposer à nos partenaires européens nos conceptions et nos formules. Nous apportons nos compétences techniques, notre expérience dans la commercialisation, mais chaque chaîne définit et conçoit ses programmes en toute liberté. Ce qui est émouvant, c'est justement de voir naître une télévision qui ressemble à Canal Plus mais qui est, en même temps, totalement espagnole, belge ou allemande.

» La créativité de ces nouvelles chaînes enrichit, en retour, l'équipe française. Le *« rap de la llave »*, c'est l'esprit de Canal Plus avec tout ce que les progrès de la technique et le renouveau de l'écriture ont pu apporter depuis cinq ans. Pour moi qui redoute toujours que le temps use et banalise les meilleures idées de programmation, ce développement international est un formidable aiguillon.

– Mais les programmes de base, cinéma et sports, ne sont guère différents...

– Le format d'une chaîne payante est le même d'un pays à l'autre car – toutes les études le démontrent – les attentes des téléspectateurs sont remarquablement constantes.

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LACAN

Lire page 23 la suite et « Les incertitudes de la rentrée audiovisuelle »

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

31. La terre qui meurt

Le cours du blé s'effondre.
Le phylloxéra décime le vignoble.
Puis c'est la terre elle-même qui perd sa valeur.
La désaffection est totale.
Les campagnes perdent chaque année plus de cent mille habitants.

DEUX romans à succès, parus presque simultanément en 1899, signalent qu'un cycle campagnard s'achève. Aux descriptions d'un monde rural clos sur lui-même, fruste, cruel même, mais toujours roboratif, dont les Berrichons de George Sand, les Beaucerons de Zola ou les Normands de Maupassant avaient épuisé les charmes et éventé les ruses archaïsantes aux yeux des lecteurs urbains, succèdent les descriptions plus vengeresses des crises et des doutes, les analyses plus partisanes d'une destruction ou d'une résistance de la paysannerie au choc de la modernité.

René Bazin, l'ancien professeur de droit à l'Université catholique d'Angers, le conservateur moralisant et nostalgique, conquiert d'un coup son public avec *la Terre qui meurt*, publié chez Calmann-Lévy. Eugène Le Roy, le quarante-huitard impénitent devenu percepteur en Périgord, le socialiste athée qui admirait Caton d'Utique, donne en feuilleton dans *la Revue de Paris*, du 15 mars au 15 mai, une *Forêt Barade* que Calmann, encore lui, reprend en volume quelques mois plus tard sous le titre, qui allait flamber longtemps, de *Jacquou le Croquant*.

La Vendée de Bazin est celle du Marais, avec ses métayers, ses ormeaux, ses yoles et ses champs gras. Ce monde au ciel pâle qui court, cette terre conquise qui rapporterait encore si l'homme persévérait dans son amour pour elle. Hélas, l'histoire des Lumineau est celle de la désagrégation d'une famille sous l'effet corrupteur d'une *« science lamentable »* acquise au loin, d'idées venues de la ville, du régiment, de l'école. Les héros ont connu une terre *« animée par le bruit et le travail d'une famille nombreuse et unie, servie par plus de bras qu'elle n'en demandait, aveuglément chérie et défendue, comme les nids qu'on n'a point encore quittés »* : leur métairie ne résiste pas à la crise économique, au départ d'un des fils pour la ville, d'un autre pour l'aventure aux colonies. La cadette au grand cœur sauvera la mise, mais pour combien de temps encore ? La propriété est menacée, les valeurs périclitent. Seuls les ormeaux veillent sur cette terre en péril de mort.

A l'inverse, Le Roy dit la lutte pour le partage du sol et la confiance dans la justice des hommes. Jacquou est un de ces jeunes serfs rebelles qui brûlaient encore les châteaux vers 1830 et laissent éclater leur joie quand l'aristocrate lâche la terre, car *« la grande propriété est le fléau du paysan et la ruine d'un endroit »*. Le partage du sol est la seule fécondité, la lutte le seul remède à la misère. Le Croquant a œuvré pour le triomphe d'une paysannerie grouillante, celle dont l'accession à la petite propriété est un gage de démocratie et d'émancipation. Il a pour idéal *« de bons paysans, maîtres chez eux, qui ne craignent rien et ont conscience d'être des hommes »*. Il renonce aux sortilèges barbares de la féodale forêt Barade, pour piocher fièrement un avenir de liberté, et donc de République. Sa terre de Dordogne proteste et vit de cet espoir.

Ces deux récits ont leurs clichés, leurs outrances et maints travers romanesques. Ils témoignent d'un fatalisme historique qui divise les paysanneries depuis le choc de 1789. Ils signalent toutefois assez bien la tension qui traverse la France rurale fin de siècle : le lamento de crise face au progrès émancipateur. La crise a d'abord été économique. Et rudement, puisque le produit agricole a baissé de 10 % entre 1870 et 1900. La concurrence étrangère a d'abord affaibli ou liquidé quelques-unes de ces vieilles productions dont s'enorgueillissait le Midi : l'élevage du ver à soie périclite, la garance qui teint les pantalons rouges recule devant les colorants chimiques, des oléagineux comme la navette ou l'œillette n'ont plus cours, et l'olivier lui-même est menacé par l'huile coloniale d'importation.

Puis le malheur a fondu sur la vieille, la plus solide production gallo-romaine : le blé, dont le prix de vente a chuté de 34 % entre 1875 et 1896, de 25 à 14 francs l'hecto dans certaines régions, avant de retrouver une stabilité précaire vers 1900. Ici encore, un fautif : l'étranger, russe ou américain, qui a inondé le marché et dont l'impéritie des pouvoirs publics a laissé s'étaler l'arrogance. Les barrières douanières, élevées par les soins de Méline, en 1892 puis en 1898, vont étouffer l'assaut, mais sans en tarir la cause : les paysans savent gré à la République d'avoir su installer un sérieux protectionnisme, tout en sentant bien qu'il n'enrayera pas le cours des choses.

On connaît même le pire, vécu comme une atteinte à l'honneur national : la vigne indigène est frappée à mort, elle qui avait permis de valoriser tant de terres médiocres, qui s'était glissée, conquérante, épuisante et tant aimée, dans les moindres replis, qui assurait le plus solide revenu monétaire des petits et des moyens exploitants. Dès 1863, les ceps ont dépéri dans le Gard, puis le mal a progressé dans tout le Midi, avant même qu'on en ait repéré la cause, l'affreux puceron et ses larves boulimiques, le *Phylloxera vastatrix*, introduit sans doute par quelques plants américains. Dans les années 1870, le Bordelais, les Charentes sont frappés. Après 1880, c'est le tour de la Bourgogne, de la Loire et, plus au nord, des vignobles moins massifs qui s'étirent de la Sarthe à la Haute-Saône. Après 1890, le mal frappe les dernières zones de résistance, la Champagne, l'Ardenne, l'Auvergne. En trente ans, tous n'en moururent pas, mais tous furent atteints.

VERS 1875, le pays avait produit 84 millions d'hectolitres de vins fort mêlés, pour une valeur globale de 1 500 à 1 700 millions de francs-or : en 1890, la récolte stagne à 25 millions d'hectos, pour 870 millions de francs-or. De 1890 à 1910, la reconstitution sera achevée, malgré une intervention tardive et incohérente des pouvoirs publics, mais dans un bel élan des hommes de science, grâce à la greffe de plants américains particulièrement résistants, ou sous l'effet de traitements au sulfure. Mais 800 000 hectares de vigne auront été abandonnés, correspondant à 300 000 emplois qui faisaient vivre un million de personnes : des départements comme la Dordogne, le Gers, le Lot ou l'Yonne ne s'en relèveront guère, tant la perte de la vigne y a vidé les campagnes. En revanche, la concentration dans la basse plaine du Languedoc a favorisé les entreprises aux reins solides et lancé les gros rendements, tandis que des régions très spécialisées, la Champagne, les Charentes et le Roussillon notamment, savent s'adapter. Mais à peine la guerre du phylloxéra est-elle gagnée que surgit la menace de surproduction, avec la concurrence à demeure des vins d'Algérie : dès 1900 les prix du vin s'orientent à la baisse.



Manifestation d'agriculteurs, dans le midi de la France, au début du siècle.

L'ILLUSTRATION/SYGMA

Tant de malheurs accumulés ont, il va sans dire, découragé. A preuve supplémentaire des malheurs du temps, non seulement le bénéfice des exploitants a chuté de 20 à 30 % (*« L'argent roulait moins »*, note Emile Guillaumin), mais la valeur même du bien foncier a reculé dans les mêmes proportions, sans que les structures de la propriété, tétanisées sous le choc, puissent être sensiblement modifiées. La rente foncière enregistre le désastre en amplifiant la baisse générale : son rapport diminue de 30 à 50 %, ce qui dissuade les rentiers du sol et les investisseurs qui orientent donc, on l'a vu, les trésors de leurs bas de laine vers les placements mobiliers autrement plus rentables.

Cette crise multiforme a très certainement contribué à entretenir un renoncement démographique du milieu rural qui vient de loin. En 1911, celui-ci ne représente plus que 56 % de la population totale du pays, contre 69 % en 1972, et moins de 43 % des actifs contre 49 % en 1876. Les départs vers la ville, unanimement déplorés comme autant de pertes sèches, sont plus intenses : on estime aujourd'hui que l'exode a touché 85 000 à 100 000 ruraux chaque année entre 1881 et 1891, puis 100 000 à 130 000 de 1891 à 1913. Pourtant, même si le phénomène est mal perçu sur le moment et si la statistique prend mal en compte les femmes et les enfants, le nombre des actifs agricoles, lui, a progressé : 8 millions en 1876, 8,9 en 1906. L'exode rural qui hante la fin de siècle n'est pas proprement agricole. La terre qui meurt ne manque pas de bras : c'est la société rurale qui change d'horizon.

Car ceux qui partent, sauf dans les zones où le phylloxéra a particulièrement frappé, sont d'abord des actifs non agricoles, des habitants des bourgs et des petites villes, dans tout le Bassin parisien, le Sud-Est et le Sud-Ouest surtout. Des jeunes tentés par l'emploi en ville, des fils d'exploitants dont l'avenir est bouché par les aînés en place. Des populations flottantes aussi, dont les campagnes se délestent depuis longtemps par petits paquets : ouvriers agricoles en surplus, chemineaux un peu hagards, saisonniers incertains, artisans et bricoleurs variés, valets et filles de ferme, migrants saisonniers qui, un beau jour, ne rentrent plus pour passer l'hiver au village.

La famille paysanne enregistre ce choc, avec ses filles qui veulent devenir domestiques ou couturières, ses fils qui tentent l'aventure au retour du service militaire, ou qui guignent longtemps une petite place d'humble fonctionnaire, ou d'agent des chemins de fer, que le député local pourrait leur obtenir, un emploi chez le parent déjà *« monté »* en ville : un métier à l'abri des intempéries, dont la paye rentre régulièrement, grâce auquel on pourra poursuivre le rêve de mieux-être pour ses propres enfants. Et ces départs-là ont des effets cumulatifs : les actifs agricoles qui résistent épousent moins aisément, font moins d'enfants pour défendre leur terre malade du partage qui lui serait fatal.

RIEN n'y fera, ni l'essor de syndicats et de coopératives agricoles, ni les premières caisses de crédit, ni les gémissements des notables conservateurs qui regrettent la société harmonieuse d'antan, ni les modestes encouragements de l'Etat, ni même l'organisation assez combative de métayers, de bûcherons, de feuillardiers ou de maraîchers frappés si durement par la crise. Quelques régions – le Var par exemple – conservent un semblant d'équilibre, mais la tentation est installée, lancinante : l'avenir meilleur n'est plus sur le sol où l'on a grandi. La méritocratie républicaine, si pleine de déférence pour l'ordre égalitaire des champs et la vertu civique des ruraux, entretient l'image d'un monde où tout circule mieux, où les hommes épousent leur temps, où les campagnes doivent apprendre à vivre au contact du progrès. Mais c'est bien la ville qui est déjà là, dans les têtes, plus accessible par chemin de fer, décrite dans la presse à bon marché, expliquée à l'école, visitée à l'occasion du service militaire ou des premiers voyages.

Dans son village de Mazières, dans la Gâtine proche de Niort, pas si loin du Marais de *la Terre qui meurt*, Roger Thabault a bien senti le vent tourner. *« Les enfants de plusieurs familles de fonctionnaires, de commerçants ou d'artisans du bourg continuaient leurs études*, constate-t-il ; *les plus doués devenaient, pour la plupart, instituteurs, imités en cela par quelques enfants seulement de cultivateurs aisés. D'autres jeunes gens quittaient la commune, au retour du régiment.* [...] *C'est ainsi que deux fils de scieurs de long, deux cousins, devinrent employés de chemin de fer. Le fils d'un facteur, deux fils de cultivateurs devinrent aussi employés de chemin de fer.* [...] *L'un avait appris le métier de menuisier avant de partir au régiment, et il l'aimait ; mais il ne possédait point le modeste capital qui lui eût permis de s'installer comme patron :* [...] *Il préféra la sécurité d'une vie d'employé à la vie plus libre et peut-être plus heureuse, mais moins sûre, d'artisan campagnard. D'autres jeunes gens utilisèrent leur service militaire même pour se faire une situation. Ils deviendront gendarmes, gardes républicains, sous-officiers. Là encore, le bourg fournissait plus de la moitié de ceux qui partaient. »*

Et voilà Chaignon, le facteur qui veut obtenir une bourse pour envoyer son fils au collège de Saint-Maixent et en faire un employé supérieur des PTT. Il s'ouvre de son projet auprès de M. Proust, le notable-hobereau, pour qu'il intercède en sa faveur. Celui-ci répond : *« Au collège ? Que veux-tu en faire ? Un raté ? »* Alors, conte Roger Thabault, *« toute la fierté de Pascal Chaignon se cabre : les batailles qu'il a gagnées, celles qu'il rêve encore de remporter en la personne de son fils le font se dresser. « Je ne sais pas si j'en ferai un raté ; mais j'espère bien en faire quelqu'un de mieux que son père. » Le mot fit le tour de la commune. J'ai entendu raconter l'anecdote quinze ans après. Elle n'eut un tel retentissement que parce qu'elle traduisait un sentiment général. »*

Prochain épisode
Les enragés du « fort Chabrol »

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
● Lundi 27 août : La terre qui meurt.
● Mardi 28 août : Les enragés du « fort Chabrol ».

Pour en savoir plus

► *Histoire de la France rurale*, t.3 (1789-1914), Georges Duby et Armand Wallon dir., Le Seuil, 1976.
► *Les Agrariens français, de Méline à Pisani*, de Pierre Barral, A. Colin, 1968.
► *Le Phylloxéra. Une guerre de trente ans (1870-1900)*, de Gilbert Garrier, Albin Michel, 1989.
► *Visites aux paysans du Centre*, de Daniel Halévy, Pluriel, 1978.
► *Jacquou le Croquant*, d'Eugène Le Roy, Presses Pocket, 1978, avec une préface d'Emmanuel Le Roy Ladurie.
► *Les Paysans dans la société française. De la Révolution à nos jours*, d'Annie Moulin, Le Seuil, 1988.
► *L'Exode rural*, de Jean Pitié, PUF, 1979.
► *Les Vendanges de la République. Les paysans du Var à la fin du XIXe siècle*, d'Yves Rinaudo, Presses universitaires de Lyon, 1982.
► *Mon village. L'ascension d'un peuple (1848-1914)*, de Roger Thabault, Presses de la FNSP, 1982.

LA CRISE DU GOLFE

La « chasse aux otages » continue

Tout Irakien abritant des étrangers est passible de la peine de mort

Alors que de nouveaux ressortissants étrangers – des Français, des Britanniques et des Japonais – ont été regroupés par l'armée irakienne au Koweït, la « guerre des ambassades » se poursuit, les personnels diplomatiques qui refusent d'évacuer les chancelleries étant parfois privés d'eau et d'électricité par une chaleur pouvant atteindre 48 degrés dans la journée.

Les dirigeants irakiens ont cependant déclaré que l'usage de la force contre les diplomates pour les contraindre à cesser leurs activités et se replier sur Bagdad n'était *« pour le moment pas envisagé »*. Un porte-parole du ministère irakien de l'information, M. Naji Al Hadithi, a souligné toutefois qu'aux yeux de Bagdad les diplomates se trouvant toujours au Koweït avaient perdu leur immunité.

Le Conseil de commandement de la révolution irakienne, la plus haute instance dirigeante en Irak, a décidé, samedi soir 25 août, d'appliquer la peine de mort à tous ceux *« qui abritent »* des ressortissants étrangers. Le Conseil considère désormais comme *« un crime d'espionnage »* le fait d'*« abriter des étrangers en vue de les cacher aux autorités »* et décide de le sanctionner par la peine de mort. Selon certaines informations sûres, un grand nombre d'Occidentaux vivraient cachés chez des familles koweïtiennes pour éviter d'être rassemblés par l'armée irakienne

L'armée irakienne poursuit, en effet, sa « chasse aux otages ». Huit ressortissants français vivant à Koweït ont été conduits samedi à l'hôtel Regency, où ils ont été assignés à résidence. Les huit personnes – quatre hommes, deux femmes et deux enfants – ont été arrêtées à leur domicile.

Selon le Quai d'Orsay, six autres Français avaient été transférés vers une destination inconnue. La télévision irakienne a fourni aux chaînes françaises des interviews de plusieurs ressortissants français retenus en Irak ou au Koweït, dans lesquelles ceux-ci se déclarent *« bien traités »*, sans cacher toutefois leur inquiétude. Aucune précision n'a cependant été fournie sur l'endroit où se trouvent ces otages.

Les soldats irakiens ont, d'autre part, emmené de force samedi huit Britanniques de leur domicile de Koweït vers un *« établissement civil »* de la ville. Ces huit personnes portent à cent quarante-sept le nombre de ressortissants britanniques retenus en otages, tous dans des établissements civils. Environ trois mille Britanniques se trouvent au Koweït.

Par ailleurs, Alain Barnett, un garçon de quinze ans, libéré sur ordre du président irakien, a déclaré samedi, à son arrivée à Londres, que les Britanniques montrés jeudi soir à la télévision irakienne en compagnie de M. Saddam Hussein étaient logés dans des appartements de l'armée, à l'extérieur de Bagdad.

Les Japonais sont logés à la même enseigne que les Occidentaux. Vingt ressortissants japonais retenus en otages dans un hôtel de Bagdad ont été transférés samedi en bus vers une destination inconnue. Plus de deux cents Japonais se trouvent rassemblés à l'hôtel Melia al Mansour à Bagdad.

Baie de Koweït
KOWEÏT CITY
CENTRE VILLE
Gde-Bretagne
Chine
Tours de Koweït
Palais de l'Émir
Etats-Unis
Hôtel Hilton
FRANCE
Inde
Egypte
Arabie saoudite
Hôtel Sheraton
Hôtel Marriott
RFA
SHAMIYA
HAWALLI
Japon
Ambassade ou consulat



L'exode vers Ankara, Damas et Amman

Entre-temps, un groupe de cinquante-deux femmes et enfants américains de diplomates de l'ambassade des Etats-Unis au Koweït, autorisés à quitter l'Irak, sont arrivés en Turquie dans la nuit de dimanche à lundi, après avoir passé la frontière irako-turque à Habur.

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a indiqué que trois hommes qui avaient accompagné le groupe jusqu'à la frontière irako-turque n'avaient pas été autorisés à sortir d'Irak. Aucune explication n'a été fournie sur le refus des autorités irakiennes de laisser partir ces trois personnes.

Vingt-trois Français appartenant au personnel diplomatique de l'ambassade de France au Koweït sont arrivés par la route samedi en fin de journée à Amman, via Bagdad, au terme d'un voyage de quelque 2 000 kilomètres. Les vingt-trois personnes, en majorité des femmes et des enfants, se portent apparemment bien, quoique épuisées par un voyage commencé jeudi.

Certains de ces Français ont indiqué à leur arrivée en Jordanie, selon diverses sources, que des coups de feu et des explosions – qu'ils estiment être le résultat d'affrontements entre les soldats irakiens et la *« résistance koweïtienne »* – étaient entendus la nuit dans les rues de Koweït. Selon ces témoignages, toute activité normale est paralysée au Koweït et les magasins, à l'exception de certaines épiceries, sont fermés. Ces épiceries ont encore des stocks, mais sans réapprovisionnement il est peu probable qu'ils puissent durer encore longtemps.

D'autre part, sept Britanniques et un Australien venant d'Irak ont franchi, samedi, la frontière irako-syrienne et se trouvent actuellement en Syrie. C'est la première fois que des étrangers résidant en Irak traversent cette frontière fermée depuis la rupture des relations diplomatiques entre Damas et Bagdad, il y a dix ans.

Dimanche, la Syrie a annoncé sa décision d'accueillir *« tout Arabe ou étranger »* qui voudrait fuir l'Irak. Des consignes ont été données aux postes-frontières *« pour aider les fuyards »*. De même, l'Iran a décidé dimanche d'autoriser le passage en transit sur son territoire des ressortissants étrangers du Koweït et de l'Irak *« pour des raisons humanitaires »*. Selon l'agence officielle IRNA, des ressortissants indiens et pakistanais fuyant le Koweït ont commencé samedi à passer par l'Iran pour regagner leur pays, alors que la veille les forces irakiennes interdisaient le passage en Iran des non-Iraniens.

En revanche, l'arrivée en Turquie de milliers de Pakistanais en provenance du Koweït par le seul poste frontalier turco-irakien toujours ouvert de Habur s'est transformée en cauchemar, faute de moyens d'accueil à cette frontière.

Près de 4 000 des quelque 100 000 Pakistanais qui se seraient mis en route vers la Turquie sont déjà arrivés en territoire turc. Beaucoup désespèrent, après plus de 1 000 kilomètres de route dans de mauvaises conditions, l'incertitude du passage de la frontière, le dénuement et la perspective d'un autre voyage, de Turquie au Pakistan, de quelque 3 500 kilomètres via l'Iran en plus de dix jours.

Trois cent cinquante d'entre eux étaient allés protester à Ankara, jeudi, devant leur ambassade, réclamant un rapatriement par avion. Ils ont obtenu un rapatriement par autocars.

En Jordanie, le flot de réfugiés a repris de l'ampleur. Dimanche, environ 7 000 personnes attendaient au poste-frontière de Rouweiched, pour la plupart des travailleurs égyptiens qui forment le gros des 200 000 réfugiés parvenus en Jordanie depuis l'invasion du Koweït le 2 août.

Mais on dénombrait aussi des centaines de ressortissants du Yémen, des Philippines, de Thaïlande, de Chine et du Bangladesh.

La Jordanie avait fermé sa frontière pendant trente-six heures, jusqu'à vendredi après-midi, pour organiser l'accueil du nombre croissant de réfugiés. – *(AFP, Reuter.)*

La situation des ambassades pays par pays

L'eau, l'électricité et les transmissions sont coupées par intermittence

La plupart des ambassades occidentales à Koweït-Ville étaient toujours encerclées par l'armée irakienne, dimanche 26 août en fin de soirée. L'ultimatum ordonnant aux diplomates de se replier sur Bagdad, vendredi soir, n'ayant pas été suivi d'effet, l'Irak a maintenu la pression en privant, par intermittence, différentes missions diplomatiques d'eau, d'électricité et de transmissions.

Voici un point de la situation établi avec les informations obtenues dans les capitales des principaux pays concernés.

ETATS-UNIS. Des militaires irakiens encerclaient toujours l'ambassade où l'eau et l'électricité étaient coupées. Les communications téléphoniques étaient sporadiques. L'ambassadeur, M. Nathaniel Howell, et la dizaine de diplomates restés avec lui disposent d'un groupe électrogène. Le département d'Etat, qui a fourni ces indications, a demandé aux quelque deux mille cinq cents Américains toujours au Koweït d'éviter de se rendre à l'ambassade.

UNION SOVIETIQUE. Moscou a fait savoir que les huit cent quatre-vingt-deux Soviétiques qui se trouvaient au Koweït, dont ses diplomates, étaient partis, laissant vide l'ambassade. Mais cela ne signifie pas pour autant que le Kremlin a fermé sa représentation diplomatique dans l'émirat occupé.

GRANDE-BRETAGNE. L'ambassade était toujours encerclée par des troupes dotées d'armes lourdes. L'électricité et le téléphone étaient coupés, a indiqué le Foreign Office, selon lequel l'eau n'a, semble-t-il, pas été coupée. Les quatre diplomates toujours en poste disposent de suffisamment de vivres pour tenir un siège de *« plusieurs semaines »*.

FRANCE. Selon un porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères, l'ambassade de France ne reçoit plus ni eau ni électricité et les liaisons téléphoniques étaient coupées, la mission de RFA relayant, via Bonn, les communications destinées à Paris.

RFA. L'eau et l'électricité étaient coupées mais l'ambassade dispose d'un groupe électrogène qu'elle utilise notamment pour ses transmissions radio. Le téléphone fonctionnait.

ITALIE. Des militaires irakiens effectuent des rondes autour de la mission, qui n'est plus approvisionnée en eau ni en électricité. Les diplomates, a-t-on indiqué à Rome, disposaient de stocks de vivres et d'eau potable pour tenir *« beaucoup plus d'une semaine »*.

ESPAGNE. Situation apparemment normale, mais, les lignes téléphoniques ayant été coupées, l'ambassade, qui possède un groupe électrogène, communiquait par radio avec celle d'Amman.

BELGIQUE. L'ambassade n'était pas encerclée et les deux diplomates encore sur place pouvaient sortir. L'électricité fonctionnait mais l'eau avait été coupée.

PAYS-BAS. Pas d'encerclement ni de coupures d'eau, d'électricité et de téléphone.

DANEMARK. Des troupes irakiennes interdisaient l'accès à l'ambassade privée d'eau. L'électricité fonctionnerait mais le ministère danois des affaires étrangères n'a pu contacter la mission par ondes courtes.

GRECE. Concentration de troupes irakiennes près de l'ambassade, où se trouvaient une trentaine de personnes. Les télécommunications étaient toujours coupées. Coupures sporadiques d'eau et d'électricité.

SUISSE. L'ambassade n'était pas encerclée et demeure reliée aux réseaux d'eau et d'électricité.

TCHECOSLOVAQUIE. L'ambassadeur a reçu l'ordre de rester dans l'ambassade à moins qu'il ne soit menacé de violences. Un autre diplomate se trouve avec lui.

POLOGNE. L'ambassade restera ouverte.

RDA. L'ambassadeur et sa femme ont reçu l'ordre de maintenir ouverte la mission.

HONGRIE. Budapest a refusé de fermer l'ambassade, où se trouvent cinq diplomates.

TURQUIE. Ankara a fait savoir que l'ambassade restera *« ouverte »* même si les douze membres du personnel qui s'y trouve actuellement devaient quitter les locaux.

EGYPTE. L'ambassade fonctionne avec vingt personnes, dont l'ambassadeur.

BAHREIN. Comme Qatar et Oman, Bahrein refuse de fermer sa mission. L'ambassadeur et un autre diplomate restent au Koweït.

MAROC. Rabat a fait savoir que ses diplomates resteraient dans l'ambassade.

JORDANIE. Le gouvernement jordanien a confirmé avoir fermé son ambassade.

IRAN. Téhéran a maintenu ouverte son ambassade.

CANADA. *Le gouvernement* canadien a renforcé son personnel avec un diplomate venu de Bagdad, ce qui fait un total de six personnes.

BANGLADESH. L'ambassadeur se trouverait toujours dans l'ambassade avec quatre autres diplomates.

INDE. New-Delhi a fait savoir jeudi qu'elle obéirait à l'ordre irakien et transférerait son personnel à Bassorah.

THAILANDE. Trois fonctionnaires d'ambassade toujours au Koweït, avec à leur tête un chargé d'affaires. – *(AFP-Reuter.)*

□ **L'ambassadeur du Liban au Koweït aurait été arrêté.** – M. Adnan Badra, ambassadeur du Liban au Koweït et douze membres du personnel de la mission diplomatique ont été arrêtés par l'armée irakienne et transférés à Bagdad, a annoncé, lundi 27 août, un haut responsable du ministère libanais des affaires étrangères. Le diplomate et ses collègues se trouveraient maintenant à l'ambassade du Liban dans la capitale irakienne, qu'il leur serait interdit de quitter. – *(Reuter.)*

Valse-hésitation à Tokyo

TOKYO

de notre correspondant

Le gouvernement japonais a réaffirmé au cours du week-end que le sort de ses 230 ressortissants retenus en Irak, dont vingt ont été emmenés samedi vers une destination inconnue, était indépendant de la mise sur pied d'un plan de contribution nipponne à l'effort de ses partenaires dans le Golfe. Mais ce qui est clairement devenu, dans le cas du Japon aussi, une prise d'otages embarrasse profondément Tokyo.

Pour la première fois, samedi 25 août, un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères a employé le mot *« otages »* pour désigner ses vingt compatriotes pris par les Irakiens.

Au ministère des affaires étrangères, on estime que la disparition de ces vingt Japonais coïncide trop clairement avec le moment où Tokyo était finalement sur le point d'annoncer des mesures concrètes de solidarité avec le camp occidental pour qu'il n'y ait pas, de la part des Irakiens, une évidente volonté de tester la détermination nipponne.

Ayant tardé à adopter ces mesures en raison de ses contraintes constitutionnelles, le Japon se trouve aujourd'hui dans une situation encore plus délicate pour les prendre.

Lundi, le ministère des affaires étrangères restait vague sur la date de l'annonce de mesures qualifiées de *« sans précédent »*, que l'on disait pourtant imminentes à la fin de la semaine dernière. Avec la reprise des travaux du Congrès américain en septembre, le Japon s'attend à être l'objet d'un assaut de critiques pour son immobilisme.

Ph. P.

LA CRISE DU GOLFE

Le consul général britannique à Aden a été expulsé samedi 25 août du Yémen pour *« activités incompatibles avec son statut diplomatique »*. M. Doug Gordon avait été interpellé dans le port yéménite pour avoir *« observé »* le mouvement des pétroliers, au vu et au su de tout le monde, a indiqué le Foreign Office. Il aurait aussi pris des photographies d'une raffinerie et de sites militaires. *Londres a officiellement protesté contre cette expulsion.*

La mesure décidée par Sanaa intervient au lendemain de déclarations de M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, affirmant qu'un pétrolier irakien avait déchargé du pétrole à Aden en violation de l'embargo décrété par les Nations unies. Le même jour, on avait appris que des avions irakiens se trouvaient au Yémen pour y embarquer des vivres déchargés d'un cargo. Selon le ministère de l'information yéménite, Sanaa *« respecte strictement la légalité internationale, y compris dans le domaine des sanctions économiques. Nous démentons catégoriquement que le Yémen fournisse des vivres à l'Irak »*.

Dirigeant d'un autre pays arabe proche de l'Irak, le chef de la junte soudanaise au pouvoir, le général Omar El Béchir, s'est rendu dimanche en Jordanie avant d'aller en Irak.

A Téhéran, le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a mis en garde dimanche les forces étrangères contre la *« haine »* que risque de provoquer leur présence prolongée dans le Golfe. *« L'agression de l'Irak contre le Koweït a créé une situation dramatique,* a-t-il déclaré. *L'importante et audacieuse présence des forces de l'oppression est très regrettable. Si ces forces entendent rester dans la région pour protéger leurs intérêts vitaux, la situation deviendra insupportable. Cela va créer une telle haine et une telle mobilisation parmi les nations islamiques que cela aura des effets destructeurs pour les intérêts des puissances oppressives »*, en particulier les Etats-Unis. Faisant référence à l'offre irakienne de paix du 15 août dernier, M. Rafsandjani a ajouté : *« Aujourd'hui, la révolution islamique est dans une phase décisive. Dieu a montré sa justice et notre nation a obtenu la récompense qu'elle méritait pour dix ans de résistance (...) Ceux qui avaient injustement combattu l'islam et la révolution islamique se battent maintenant entre eux. »*

A Tripoli, le colonel Kadhafi a exprimé samedi sa *« déception »* après l'adoption, *« sous pression américaine »*, de la résolution des Nations unies prévoyant le recours à la force pour l'application de l'embargo contre l'Irak. *Ce texte « ne traduit pas l'esprit de la charte de l'ONU et approuve un fait accompli imposé par la force »*. Il est *« nécessaire »* d'adopter un nouveau texte *« qui préciserait le volume des forces requises, le nom des États participants et l'organisation de leur commandement sous la surveillance de l'ONU »*, a-t-il ajouté.

A Damas, le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) a critiqué dimanche l'intervention américaine dans le Golfe, qualifiée d' *« agression contre l'Irak »*. Samedi à Tunis, des opposants au chef du FDLP, M. Nayef Hawatmeh, l'avaient accusé *« de se placer dans le même camp que les Américains »*.

Enfin, à Castel-Gandolfo, Jean-Paul II a évoqué dimanche la crise du Golfe, dénonçant *« les graves violations du droit international et de la charte de l'ONU, ainsi que des principes moraux qui doivent présider à la cohabitation des peuples »*. Il a appelé les fidèles à prier pour la paix dans le Golfe et pour que *« ceux dont dépend le sort des peuples sachent trouver des solutions équitables »* à la crise. Le pape a élargi son appel à *« tous les peuples du Proche-Orient »* et principalement ceux *« du Liban et de la Palestine »*. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Une initiative du secrétaire général de l'ONU

M. Perez de Cuellar va rencontrer à Amman M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères

M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, rencontrera jeudi prochain 30 août à Amman le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a annoncé dimanche 26 août Mme Nadia Younès, porte-parole des Nations unies. Cette rencontre a été annoncée peu après que M. Saddam Hussein eut affirmé que le secrétaire général de l'ONU était *« toujours le bienvenu en Irak »*, mais cette remarque, selon Mme Younès, ne s'est pas encore traduite par une invitation formelle, excluant ainsi que M. Perez de Cuellar se rende rapidement à Bagdad.

Samedi, à Bogota, d'où il est rentré dimanche à New York après une tournée de douze jours en Amérique latine, M. Perez de Cuellar avait indiqué qu'il était prêt à rencontrer *« de toute urgence »* le chef de la diplomatie irakienne, à New York ou à Genève, pour procéder à *« un échange complet sur la crise actuelle dans le Golfe »*. Après cinq résolutions du Conseil de sécurité, avait-il précisé, *« le moment est arrivé où le secrétaire général doit entreprendre des efforts diplomatiques destinés à apporter une détente dans la présente crise dans tous ses aspects, par le biais d'un processus de dialogue »*.

M. Saddam Hussein : « Des colonnes de morts »

Affirmant qu'il avait pris cette décision *« en plein accord avec l'esprit des résolutions du Conseil de sécurité »*, mais de sa *« propre initiative »*, parce que le Conseil de sécurité *« ne peut négocier »* et que le secrétaire général *« a l'avantage de ne représenter aucun pays »*, M. Perez de Cuellar avait ajouté : *« J'ai une relation personnelle avec M. Tarek Aziz, avec lequel j'ai négocié pendant sept ans le problème entre l'Iran et l'Irak. »* Pour le secrétaire général de l'ONU, la résolution votée samedi par le Conseil de sécurité *« n'est pas un texte provocateur »*, et il *« ne peut pas croire que le gouvernement irakien ne soit pas lui aussi en train de penser à une solution pacifique »*.

Parlant un peu plus tard samedi à Bagdad au cours d'une conférence de presse tenue en présence du président autrichien M. Wald heim, M. Saddam Hussein avait déclaré que le secrétaire général de l'ONU était *« toujours le bienvenu en Irak »*. En même temps, le président irakien avait estimé que *« toute résolution prise par le Conseil de sécurité de l'ONU, quelle qu'en soit la forme, est une résolution américaine »*.

Accusant le président américain d'avoir commis un *« crime »* en faisant *« occuper la Kaaba et le tombeau du prophète* [les lieux saints de l'islam] *en Arabie saoudite »* et comparant la situation à ce que serait *« l'occupation du Vatican par les musulmans »*, M. Saddam Hussein avait ajouté : *« Je le dis franchement, et ce n'est pas une menace mais la réalité : quiconque se heurte à l'Irak trouvera devant lui des colonnes de morts dont on verra le commencement et non pas la fin. »*

Le président irakien, qui était revêtu d'un costume civil de couleur crème et dont la conférence de presse était diffusée en direct par la chaîne américaine CNN, a affirmé que l'Irak *« respecte la souveraineté des autres Etats arabes et l'indépendance de leur décision. Même le Koweït, nous le respections. Mais lorsqu'il a comploté contre nous et qu'il a voulu couper le bras de sa mère* [l'Irak], *nous ne pouvions »* que réagir, a-t-il ajouté. Pour lui, le Koweït *« est une création des services de renseignements britanniques dont l'objectif était de priver l'Irak d'un accès à la mer »*.

Parlant du régime de l'émir As Sabah à Koweït, M. Saddam Hussein a déclaré à l'adresse des journalistes autrichiens qui l'écoutaient : *« N'est-ce pas ce genre de dynastie qui a dénaturé à vos yeux l'image des Arabes ? N'avez-vous pas vous-mêmes et la presse occidentale parlé des millions de dollars gaspillés sur les tables de jeux »*, par des Arabes *« de ce type » ? « Voilà ce que* [le président] *Bush veut ramener au Koweït »*, a-t-il dit.

Le président irakien a confirmé à cette occasion que des ressortissants étrangers avaient été conduits dans des installations stratégiques en Irak et au Koweït *« non pas,* a-t-il dit, *pour qu'ils nous protègent contre les coups, mais pour qu'ils empêchent les coups. De cette façon, nous entendons sauver les vies des Américains, des Britanniques, des Irakiens et des Autrichiens tous ensemble »*, a-t-il conclu.

« Une résolution purement américaine »

M. Tarek Aziz, qui assistait en costume militaire à cette conférence de presse, avait commenté en ces termes, selon l'agence irakienne INA, la résolution 665 adoptée samedi par le Conseil de sécurité de l'ONU et autorisant le recours à la force pour faire respecter l'embargo contre l'Irak (*le Monde* daté 26/27 août) : *« Cette résolution, comme celles qui l'ont précédée, est purement américaine. Elle ne nous a nullement surpris, venant à la suite de l'activité débordante menée par l'administration américaine, qui a fait du Conseil de sécurité l'un des instruments de sa politique étrangère agressive et injuste. L'Irak, qui a à ses côtés les masses arabes et les régimes nationalistes, les peuples islamiques et tous ceux qui, dans le monde, refusent l'hégémonie américaine, rejette cette résolution injuste »*.

A propos de cette résolution, qui a été votée par treize sur quinze des membres du conseil, seuls Cuba et le Yémen s'abstenant, le représentant chinois à l'ONU a précisé que son gouvernement avait demandé que l'on supprime du texte la mention de l'utilisation de la force et que *« c'est parce que cet amendement a été adopté que nous avons voté en faveur de cette résolution »*, a-t-il dit.

Pour l'ambassadeur de France, M. Pierre-Louis Blanc, cette résolution inclut certes *« l'usage minimum de la force »* mais *« il va de soi qu'elle ne doit pas être comprise comme un blanc-seing pour un usage indiscriminé de la force »*. *« De l'avis du gouvernement français,* a-t-il ajouté, *cet usage doit intervenir uniquement en dernier recours et être limité au strict nécessaire. »*

Saluant dans ce vote *« un acte très important qui témoigne de la fermeté et de la solidarité de la communauté internationale pour assurer le respect des résolutions des Nations unies et le retour au droit »*, un porte-parole du Quai d'Orsay a rappelé que la France appliquera cette résolution *« avec toute la détermination nécessaire »* et que Paris *« participe à une coordination sur zone »* avec les pays qui ont des forces aéronavales dans la région du Golfe, *« afin de permettre une application efficace de l'embargo »*. Toutefois, a-t-il ajouté, *« chacune des flottes reste sous responsabilité nationale et maître de sa mission »*.

On précise encore dans les milieux diplomatiques à New York que les rédacteurs de la résolution 665 ont pris soin d'exclure Israël de l'emploi de la force en précisant que seuls *« les Etats membres* [de l'ONU] *qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien et déploient des forces navales dans la région »* sont autorisés à *« prendre des mesures (...) pour arrêter les navires marchands »*. Cette formulation exclut de fait Israël, qui n'a jamais officiellement coopéré avec le gouvernement du Koweït, lequel ne le lui a d'ailleurs jamais demandé, indique-t-on de même source.

De son côté, le roi Hussein doit se rendre à Bonn, Londres, Rome et Madrid, selon un calendrier qui n'a pas encore été précisé. Enfin M. Abassi Madani, président et porte-parole du Front islamique de salut algérien, a entrepris une mission de bons offices. Arrivé samedi en Arabie saoudite, il pourrait se rendre dans d'autres pays de la région. – *(AFP, Reuter.)*

Grande-Bretagne : Mme Thatcher écarte toute idée de négociation

LONDRES

de notre correspondant

Mme Thatcher aurait-elle craint que M. Bush ne soit tenté par une solution négociée avec Bagdad ? Toujours est-il qu'elle a écarté cette hypothèse en quelques phrases courtes et sur le ton pénétré qu'elle affectionne. C'était dimanche 26 août, à la sortie de l'office religieux, à Chequers, la résidence de campagne des premiers ministres britanniques. Mme Thatcher arborait un chapeau de paille fleuri et son mari Denis était à ses côtés.

Le rituel du week-end anglais a donc été interrompu par ces propos sans concession, repris par toutes les chaînes de télévision. Cela voulait avoir l'air d'une conférence de presse impromptue. Il s'agissait en réalité de réaffirmer volontairement à la cantonade une position très ferme, plus *« dure »* même que celle de l'administration américaine.

« Il ne peut pas y avoir de négociations » avec Saddam Hussein. *« Nous avons affaire à un dictateur, qui se comporte en tyran absolu, et doit être stoppé net. »* La seule base pour traiter avec lui est *« qu'il évacue d'abord complètement le Koweït »*. En quelques mots, Mme Thatcher a totalement repoussé l'idée d'une solution diplomatique qui consisterait à écouter ce que le dirigeant irakien peut encore avoir à dire. Qu'il quitte d'abord le Koweït et libère les otages, sinon les armes parleront. Telle est sa position, comparable à celle qu'elle avait adoptée lors de l'invasion des Malouines par les Argentins.

Par politesse, Mme Thatcher n'a pas voulu prendre publiquement le contre-pied de l'initiative de M. Perez de Cuellar. Mais il est clair qu'elle ne croit pas, et peut-être même qu'elle ne souhaite pas, que la diplomatie ait encore une chance. L'utilisation d'enfants britanniques par Saddam Hussein, lors de son affligeante prestation télévisée du 23 août, a joué un rôle dans ce durcissement. Peut-on traiter avec un homme *« qui s'est livré à cette plaisanterie cruelle avec des enfants et qui n'a pas hésité à employer des armes chimiques contre des populations innocentes ? »*, a-t-elle répété dimanche.

Selon les sondages, l'opinion britannique est prête à suivre le premier ministre. L'envoi d'une force d'infanterie, s'ajoutant aux chasseurs-bombardiers Tornado de la RAF et à la petite escadre de la Royal Navy déjà sur zone, ne peut donc être que populaire. Le gouvernement n'a toujours rien annoncé officiellement dans ce domaine mais cette troupe pourrait partir d'ici une dizaine de jours.

DOMINIQUE DHOMBRES

Selon la presse autrichienne

La mission de M. Waldheim à Bagdad est « un triomphe »

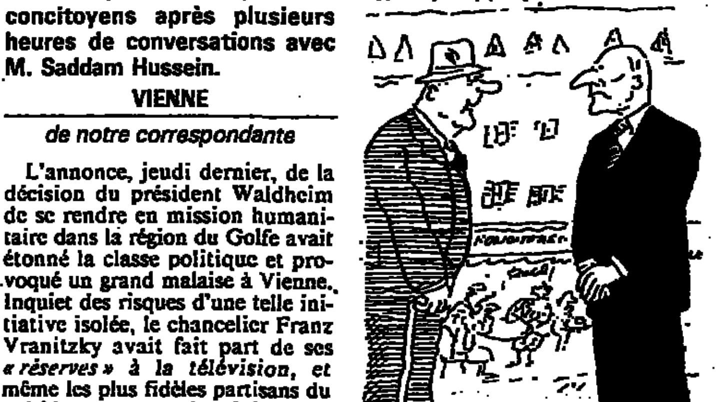
Le président autrichien, M. Kurt Waldheim, est rentré dimanche matin 26 août à Vienne d'une mission à Bagdad en ramenant à bord de son avion 95 Autrichiens qui étaient retenus en Irak. Il avait obtenu cette libération, inattendue, de ses concitoyens après plusieurs heures de conversations avec M. Saddam Hussein.

VIENNE

de notre correspondante

L'annonce, jeudi dernier, de la décision du président Waldheim de se rendre en mission humanitaire dans la région du Golfe avait étonné la classe politique et provoqué un grand malaise à Vienne. Inquiet des risques d'une telle initiative isolée, le chancelier Franz Vranitzky avait fait part de ses *« réserves » à la télévision*, et même les plus fidèles partisans du président – comme le ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock – qui était en *« mission de sondage »* à Amman – se sont montrés *« surpris »* de la *« décision isolée »* du chef de l'Etat.

Mais le succès humanitaire incontestable de l'opération a balayé tout scepticisme et le soulagement était sincère et général de la part du chancelier et des membres du gouvernement venus féliciter le président à son retour à Vienne. Sans parler de l'accueil que lui ont réservé les proches des otages libérés qui résumaient leurs sentiments en deux mots : *« Bravo Waldheim ! » « Il a tout risqué et il a gagné »*, estime la presse autrichienne qui exalte les mérites du président et parle d'un *« triomphe »*.



« Dites-moi, Kurt, est-ce qu'il ressemblait au Führer ? » (The Guardian du 27 août.)

Premier homme d'Etat à rencontrer M. Saddam Hussein depuis l'invasion du Koweït, M. Waldheim a sans aucun doute savouré son succès. En invoquant des motifs purement humanitaires, il rejette les reproches qui lui avaient été faits. *« Il y aura toujours quelqu'un pour trouver des cheveux dans la soupe »*, a-t-il répondu à un journaliste qui lui faisait remarquer qu'il avait peut-être rompu le front de solidarité internationale anti-irakien. C'était *« le sort de mes concitoyens qui me préoccupait et non pas l'optique de l'action »*, une position qui lui vaut sans aucun doute plus les applaudissement de la rue que des chancelleries. M. Waldheim a répété que Saddam Hussein *« n'a posé aucune condition à la libération des Autrichiens »* et que le président irakien lui avait promis d' *« examiner »* la question du libre départ des milliers d'autres ressortissants étrangers retenus de force en Irak.

Pour éviter tout malentendu, le président Waldheim – et le chancelier Vranitzky – ont tenu à insister sur le fait que l'Autriche n'a fait aucune concession à l'Irak et continuera à appliquer les résolutions de l'ONU sur l'embargo commercial qu'elle a votées. L'Autriche a par ailleurs accordé aux *Etats-Unis une autorisation* temporaire de survoler son territoire neutre. Celle-ci est compatible avec son statut de neutralité, tant que les Etats-Unis ne se trouvent pas en état de guerre avec l'Irak.

Aux critiques en provenance de l'étranger qui désapprouvent le *« sauve-qui-peut »* pratiqué par l'Autriche, la presse riposte sans ambages : *« L'Occident ferait mieux de se poser la question de savoir s'il était correct pour des raisons uniquement mercantiles d'équiper l'Irak avec les armes les plus modernes et des gaz de combat »*.

WALTRAUD BARYLI

Israël entre l'insouciance et l'inquiétude

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Attendre, mais quoi et comment ? Ce sont toujours ces mêmes questions lancinantes qui troublent les Israéliens depuis le début de la crise du Golfe. Car, au fil des semaines, rien n'est venu dissiper l'incertitude quant aux conséquences pour Israël d'une conflagration dans le Golfe. Il est symptomatique à cet égard que, de l'avis général, la question la plus pertinente posée à M. Ithzak Shamir au cours d'un récent entretien à la télévision ait été : *« Monsieur le premier ministre, faut-il être inquiet ? »*.

Et, de fait, ces vingt-cinq jours d'attente ont certainement exacerbé le sentiment d'inquiétude des Israéliens. Rien de comparable bien sûr avec la *« période d'attente »* de quelque trois semaines également, qui avait précédé, en mai et juin 1967, la guerre de six jours. La menace qui pesait alors sur Israël était claire. Et toute activité économique s'était peu à peu *arrêtée* avec le rappel des réservistes.

Conseils ou préparatifs ?

Au cours de ce mois d'août 1990, la vie en Israël poursuit son cours normal. Et si des touristes américains ou européens se sont décommandés, leurs chambres à Tel-Aviv, dans les hôtels du front de mer, ont rapidement été occupées par les milliers d'Israéliens qui envahissent en été *« la ville où l'activité ne cesse jamais »*, selon le slogan de son maire, M. Shlomo Lahat. Ce week-end encore, à deux heures du matin, les terrasses de la *rue Hayarkon – une grande artère* du centre – ne désemplissaient pas alors que la radio diffusait le nouveau succès de l'été : *« Quelle belle journée, il n'y a pas à s'inquiéter. »*

Et pourtant, malgré cette apparente insouciance, il s'est avéré qu'il suffisait d'un malentendu pour que le vent d'inquiétude se mette à souffler et que les ménagères israéliennes commencent à stocker de la nourriture. On peut en effet parler de malentendu, car ce qui a provoqué ces derniers jours en Israël un « mini rush » dans les magasins, c'est l'apparition à la télévision d'un officier de la défense passive *(haga)*, le colonel Dov Peled, qui, dans le but *d'éviter toute panique*, avait donné quelques conseils pratiques.

« Il est bon, avait-il expliqué, *d'avoir chez soi quelques réserves de conserves, une boîte de secouriste pour les premiers soins, un transistor... Et il est sage aussi de préparer une chambre étanche en vue d'une attaque chimique. »* Seulement, voilà, ces conseils ont été interprétés par bien des Israéliens comme le *« signe officiel »* qu'ils devaient entamer des préparatifs en vue d'une guerre. Les recettes des supermarchés ont augmenté ces derniers jours de plus de 20 %. Et puis la presse écrite n'éprouve plus aucun scrupule à expliquer en détail que faire en cas d'état d'urgence et comment utiliser les masques à gaz et autres équipements de protection.

Il serait très exagéré pour autant de parler *« d'hystérie »* ou *« d'affolement »*. Toutefois le porte-parole de l'armée a jugé bon de publier une mise au point pour désavouer le colonel Dov Peled. Et le chef d'état-major, le général Dan Shomron, ainsi que le ministre de la défense, M. Moshe Arens, ont tenu également, dans des interviews à la radio et à la télévision, à tranquilliser une nouvelle fois les Israéliens. Tout cela relève, semble-t-il, d'un mouvement de balancier auquel on assiste en Israël depuis le début de la crise : la population s'inquiète puis les dirigeants politiques la rassurent.

Toujours est-il que le général Peled a soutenu qu'une attaque chimique de l'Irak contre Israël était *« très peu probable »* (voir *le Monde* du 26 août). Quant au ministre de la défense, M. Arens, pour apaiser les appréhensions, il a surtout insisté sur la force de dissuasion de l'armée israélienne tout en reconnaissant que, *« théoriquement, nous ne sommes pas à l'abri d'une surprise, d'un tir de missile irakien qui mettrait quatre minutes pour atteindre le territoire israélien »*.

Spéculations et confusion

Toutes ces explications et commentaires parfois contradictoires ne finissent-ils pas par semer la confusion dans l'esprit des Israéliens ? Un chroniqueur du quotidien *Haaretz* a fait remarquer que, depuis le début de la crise, il ne reste plus en Israël un seul général ou colonel de réserve auquel les médias ne se soient pas adressés pour lui demander son point de vue. Et comme tous les arguments sur les risques d'une implication militaire d'Israël semblent à présent épuisés, la presse a déjà engagé des controverses sur l'après-crise : les Etats-Unis considéreront-ils toujours Israël comme leur principal allié stratégique dans la région ? Exerceront-ils de plus fortes pressions pour trouver une solution au conflit israélo-palestinien ou délaisseront-ils ce problème ?

Un des rares à dénoncer le côté quelque peu ridicule de ce débat est l'ancien ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin. Appelé à donner son point de vue sur les perspectives d'avenir, il a en effet répondu : *« Je me garde bien de faire des prédictions. Personne il y a quelques semaines n'avait prévu le coup de force de Saddam Hussein au Koweït et personne non plus n'avait prévu, il y a plus d'un an, ce qui allait se passer en Europe de l'Est. »* – *(Intérim.)*

هكذا عن الأصل

LA CRISE DU GOLFE

Moscou : sur le fil du rasoir

Suite de la première page

Comme l'a constaté M. Dumas, au terme de sa visite officielle de deux jours à Moscou, *« depuis le début des événements du Koweït, la France et l'URSS ont emprunté le même chemin et n'ont pas dévié de cette route »*.

La déclaration franco-soviétique, rédigée sans trop de douleur par les deux délégations, reflète cette large convergence de vues. C'est un texte sans complaisance pour Bagdad. *« Vivement préoccupés par la crise »*, les deux pays rappellent l'Irak à ses obligations internationales. Ils lui demandent de retirer ses forces du Koweït, de lui restituer sa souveraineté, de rendre leur liberté aux ressortissants étrangers qu'il retient contre leur gré et de ne pas porter atteinte au fonctionnement des ambassades au Koweït et à l'intégrité de leur personnel.

« L'URSS et la France, poursuit la déclaration commune, *pressent l'Irak de faire preuve de réalisme et de raison en se conformant à la volonté de la communauté internationale »*, telle qu'elle s'est exprimée dans les résolutions du Conseil de sécurité. A lire ce communiqué, on constate que l'URSS campe sur la même ligne politique que les Occidentaux. Voilà pour les principes. Sur leur mise en œuvre, Moscou est plus vague. Ainsi, M. Chevardnadze a promis : *« Nous assumerons notre part de responsabilité »* dans l'application de la résolution 665. Mais il n'a pas dit comment son pays comptait s'y prendre.

Il n'empêche – et c'est bien l'essentiel – que Moscou, en l'espace de quelques jours, a durci sa position à l'encontre de Bagdad. Il y eut d'abord vendredi soir ce *« message personnel urgent »* adressé par M. Gorbatchev à M. Saddam Hussein, où le premier – délaissant le langage modéré et la temporisation des jours précédents – mettait en demeure le second de *« respecter sans tarder »* les résolutions du Conseil de sécurité, faute de quoi l'URSS voterait la résolution 665.

Franchise envers Bagdad

Bagdad ne s'y est pas trompé, qui a vu dans la précipitation soviétique un simple *« prétexte pour voter les résolutions imposées par les Etats-Unis »*. Le maître du Kremlin n'a, semble-t-il, guère laissé le temps de la réflexion au président irakien : une petite heure et demie, alors que Bagdad demandait quelques jours de délai. Comme l'a noté M. Chevardnadze dimanche, non sans quelque humour involontaire *« Une heure et demie ? Deux heures ? Je ne sais pas. Je n'ai pas compté. L'important c'est que nous jugions bon de nous adresser une fois de plus à l'Irak »*. Ce fut fait sans fioritures, les *« conseils »* de M. Gorbatchev ayant été, souligne l'agence Tass, *« exprimés avec franchise »*. On sait à quoi ressemble la franchise en diplomatie.

De toute manière, Moscou semblait sans illusion sur la réponse irakienne. M. Gorbatchev n'avait-il pas tenu dès la veille à informer M. Mitterrand de la position que l'URSS s'apprêtait à prendre au Conseil de sécurité ? Et la première chose que fit M. Dumas, lorsque M. Gorbatchev le reçut pendant près d'une heure et demie samedi au Kremlin, fut de remercier son hôte au nom de M. Mitterrand pour cette information transmise en primeur à la France.

Il y eut presque aussitôt ce communiqué si peu innocent, lâché par Tass et annonçant que le 19 août, à la demande des Etats-Unis, un attaché militaire soviétique avait informé le Pentagone sur *« les types d'armement et de matériel livrés par l'URSS à l'Irak »* (sans aller toutefois jusqu'à en préciser le nombre et les caractéristiques).

Il y eut encore, bien sûr, cette résolution 665 qui, si elle ne mentionne pas explicitement l'*« usage minimum de la force »* – référence que souhaitaient les Américains – n'en prévoit pas moins une véritable *« riposte graduée »* – selon *« les circonstances du moment »* – et énumère les différentes étapes (*« arrêter les navires »*, *« inspecter leur cargaison »*, *« s'assurer de leur destination »*) au cours desquelles les forces navales pourront user de la contrainte pour imposer le respect de l'embargo.

Cette résolution, votée par l'URSS et la Chine, – et qui légitime au passage le déploiement occidental dans le Golfe – a une véritable valeur opérationnelle. C'est un mandat pour agir, assorti en quelque sorte d'un mode d'emploi. Il y eut enfin la déclaration franco-soviétique signée dimanche, et que Moscou souhaitait autant que Paris.

Convergence de vues ne veut évidemment pas dire identité de situations et d'intérêts. Première différence : Paris n'entretient plus aucun contact, à ce stade de la crise, avec l'Irak alors que Moscou *« maintient un fil »* vers Bagdad. Depuis le début de la crise, ces contacts n'ont pas cessé un seul jour. L'ambassadeur itinérant Mikhaïl Sitenko se trouvait pendant le week-end dans la capitale irakienne. M. Chevardnadze, qui n'a pas exclu le prochain envoi d'autres émissaires, évite pourtant – sans doute instruit par l'expérience – de parler d'une *« médiation »* soviétique.

S'agissant de leurs ressortissants en Irak, la France et l'URSS sont dans des situations évidemment dissemblables. A Bagdad, les Français sont otages ; à Koweït, les diplomates sont encerclés par l'armée. L'URSS a rapatrié tous ses nationaux de l'émirat, où son ambassade est vide ; quelque huit mille Soviétiques travaillent encore en Irak, dans de nombreux secteurs d'activité (agriculture, industrie, énergie, etc.). Moscou a d'ailleurs pour principal souci, dans l'immédiat, d'en rapatrier un maximum, en commençant par les femmes et les enfants. Mais qu'il soit bien clair, a souligné M. Chevardnadze, que le refus de l'URSS d'employer la force dans le Golfe n'a rien à voir avec la présence en Irak d'une forte communauté soviétique. Dont acte.

Pessimisme et inquiétude

Le ministre est moins à l'aise pour justifier le maintien des cent quatre-vingt-treize *« spécialistes militaires »* soviétiques qui ont pour tâche de former les soldats irakiens au maniement des armes *« made in URSS »*. Bien qu'on s'en défende à Moscou, la poursuite de cette présence est contraire, sinon à la lettre, du moins à l'esprit des résolutions du Conseil de sécurité. M. Chevardnadze a répété dimanche que ces techniciens de l'après-vente n'avaient joué aucun rôle dans les préparatifs militaires de l'invasion du Koweït.

Ils quitteront l'Irak, a-t-il prédit, à mesure que leurs contrats viendront à échéance. La France, en l'occurrence, ne peut, au mieux, qu'accorder à Moscou le bénéfice du doute. Comme le remarquait récemment le colonel Valentin Ogourtsov, porte-parole de l'armée, *« il n'est pas si facile de passer d'une longue période de coopération* (depuis le traité de 1972) *à une rupture complète »*.

Avec une inhabituelle franchise sur un tel sujet, M. Chevardnadze a reconnu que *« la vente intense »* d'armes soviétiques *« assez modernes »* à l'Irak fut un *« phénomène négatif »* et souhaité que les pays du Proche-Orient limitent leurs achats d'armes. Un vœu pieux tant que le conflit israélo-arabe ne sera pas réglé.

Autre différence entre la France et l'URSS : cette dernière est beaucoup plus soucieuse de ménager les sensibilités arabes. La fermeté dans l'imposition de l'embargo doit se faire en coordination avec les Arabes, a déclaré M. Gorbatchev à son hôte français. Et M. Chevardnadze d'insister : *« Nous étions et demeurons les amis des Arabes. »* La crise en cours, a relevé pour sa part M. Gorbatchev, rend *« encore plus nécessaire la tenue d'une conférence internationale sur le Proche-Orient »*. La déclaration franco-soviétique n'est pas aussi précise. Elle évoque seulement la *« nécessité urgente d'efforts plus intenses en vue d'un règlement (...) de la question palestinienne »*. Paris et Moscou ont donc jugé utile, par ce rappel, de faire un geste envers le monde arabe.

Mais l'URSS a la position la moins confortable, écartelée qu'elle est entre sa fidélité – justifiée par des intérêts bien compris – à ses anciennes amitiés arabes et son inlassable quête de respectabilité auprès de l'Occident, seul à même de la sortir de son désastre économique. Ce n'est pas un hasard si M. Gorbatchev a longuement décrit à M. Dumas l'état des lieux dans l'empire, sans chercher à rosir le tableau.

Comment l'URSS voit-elle la suite des évènements ? M. Dumas a trouvé ses interlocuteurs soviétiques *« inquiets »* et *« pessimistes »*. A Moscou comme à Paris, on se prépare au pire, tout en espérant ainsi l'exorciser. Si l'URSS table à fond sur l'ONU, si elle prône chaque jour la *« vigilance »* et la *« solidarité pratique »* dans la mise en oeuvre de l'embargo, c'est qu'elle semble vraiment redouter un engrenage militaire aux conséquences incalculables. Or l'URSS, en proie chez elle au désordre, a un besoin crucial de paix et de stabilité hors de ses frontières.

A ses yeux, la crise du Golfe est une sorte de mise à l'épreuve des mécanismes de sécurité collective qui s'érigent timidement sur les décombres de la guerre froide. C'est le premier « examen de passage » du nouvel ordre mondial auquel aspire M. Gorbatchev et qui s'articule sur la relation privilégiée américano-soviétique. D'où l'insistance avec laquelle on souligne, ces jours-ci à Moscou, le *« caractère sans précédent »* de la concertation entre l'URSS et les Etats-Unis face à la crise du Golfe. Au point, notait M. Chevardnadze, cité samedi par Tass, que les deux pays ont mis sur pied un *« pont téléphonique entre Moscou, Washington et le Wyoming »* (l'Etat des Rocheuses où M. James Baker se trouvait la semaine dernière)...

Un nouveau traité franco-soviétique

La crise du Golfe a, comme prévu, largement éclipsé le reste du programme de la visite de M. Dumas. Les autres chapitres de l'ordre du jour auraient pourtant, à eux seuls, justifié l'intérêt du voyage. Le dialogue franco-soviétique, que M. Dumas a qualifié de *« pièce maîtresse de l'équilibre mondial »*, connaîtra bientôt un nouveau temps fort. Français et Soviétiques ont en effet annoncé la prochaine *« mise en chantier »* d'un *« traité d'entente et de coopération »* qui serait signé lors de la visite d'Etat de M. Gorbatchev à Paris *« dans le courant du mois d'octobre »*.

On estime, côté français, que ce traité vient à son heure pour consacrer les acquis de la coopération bilatérale réalisés depuis la première visite de M. Gorbatchev à Paris en 1985. Ce sera le premier traité du genre conclu entre l'URSS de la perestroïka et un pays occidental. Il englobera des domaines aussi divers que l'environnement et l'énergie, la culture et l'espace.

On a aussi beaucoup parlé de la préparation du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui se tiendra à Paris du 19 au 21 novembre. La CSCE ne résulte-t-elle pas largement d'une initiative franco-soviétique ? Ce sommet à trente-cinq se présente, selon M. Dumas, *« sous les meilleurs auspices »*. En matière de désarmement conventionnel en Europe, les Soviétiques se montreraient désormais plus souples sur la limitation des avions de combat. La prochaine étape préparatoire du sommet de la CSCE aura lieu les 1er et 2 octobre à New-York.

Auparavant, MM. Dumas et Chevardnadze se retrouveront le 12 septembre à Moscou pour la séance finale des travaux « 4 + 2 » sur l'unification allemande. *« De nombreux points restent à préciser*, a commenté M. Dumas, *mais nos deux délégations travailleront d'arrache-pied pour tenir cette date »*. La crise du Golfe a redonné toute son actualité au désarmement chimique. Français et Soviétiques, regrettant l'enlisement de la négociation dans ce domaine, sont prêts à la relancer en proposant une nouvelle réunion ministérielle sur ce thème.

Dernier dossier, rapidement évoqué à Moscou : le Cambodge. A la lumière du récent « lâchage » diplomatique des Khmers rouges par Washington, des récentes rencontres entre factions cambodgiennes à Pékin, et dans la perspective du prochain voyage de M. Chevardnadze dans la région, M. Dumas a estimé que *« la possibilité d'une réouverture de la Conférence de Paris commence à se profiler »*.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

La déclaration franco-soviétique

« Parvenir à un règlement politique »

Voici le texte de la déclaration franco-soviétique sur la crise du Golfe adoptée, dimanche 26 août à Moscou, à l'issue de la visite de M. Dumas.

« Vivement préoccupées par la crise résultant de l'agression irakienne contre le Koweït, Etat souverain et indépendant, l'URSS et la France se félicitent de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 665 qui vise à assurer la stricte application des sanctions décidées contre l'Irak.

« Cette décision fournit un nouveau témoignage de l'accord des membres permanents du Conseil de sécurité et de la communauté internationale pour mettre fin le plus rapidement possible à une situation constituant une violation flagrante des principes qui régissent les relations entre les Etats et une atteinte grave à la paix et à la sécurité internationales.

« Les deux parties confirment leur attachement au principe d'une action collective, menée conformément à la charte des Nations unies, en vue de parvenir à un règlement politique de la crise fondé sur le retrait des forces irakiennes du Koweït et la restauration de la souveraineté de ce pays arabe.

« Exprimant leur profonde alarme au sujet de la situation des ressortissants étrangers retenus en Irak et au Koweït au mépris des obligations résultant de la légalite internationale et des droits de l'homme, les deux ministres réitèrent l'exigence formulée par le Conseil de sécurité selon laquelle l'Irak doit les laisser regagner librement et sans délai leurs pays d'origine.

« Ils demandent à l'Irak de s'abstenir de toute action entravant le fonctionnement des missions diplomatiques et consulaires au Koweït et portant atteinte au statut et à l'intégrité de leur personnel.

« L'URSS et la France pressent l'Irak de faire preuve de réalisme et de raison en se conformant à la volonté de la communauté internationale telle qu'elle s'est exprimée dans les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au sujet de la crise dans le Golfe.

« Les deux parties se sont déclarées convaincues que cette crise met une nouvelle fois en relief la nécessité urgente d'efforts plus intenses en vue d'un règlement des autres situations de crise au Proche-Orient et particulièrement de la question palestinienne. Elles renouvellent leur soutien à l'action arabe pour le règlement de la crise libanaise.

« L'URSS et la France poursuivront leur étroite concertation sur les développements de la situation dans le Golfe. »

LA CRISE DU GOLFE

Les derniers mouvements de troupes

Les forces du corps expéditionnaire américain continuent de s'accroître

Le gros du détachement français dont M. François Mitterrand avait annoncé la semaine dernière l'envoi dans les Émirats arabes unis, dans le cadre d'une mission d'assistance et de soutien, a quitté dimanche 26 août Toulouse pour Abou-Dhabi. Les 162 hommes, sur 191, de l'escadron de reconnaissance du 1er régiment de hussards parachutistes (RHP) étaient accompagnés de 16 véhicules légers de reconnaissance et d'appui (VLRA) et de 8 jeeps dotées de missiles Milan. Le reste des effectifs et du matériel devrait être sur place avant la fin de la semaine.

En Arabie saoudite, le corps expéditionnaire américain continue de se renforcer. Il va recevoir l'appui d'une partie d'une escadrille de bombardiers à géométrie variable et à long rayon d'action F-111, habituellement basée en Grande-Bretagne.

D'autre part, 3 navires de guerre italiens ont franchi samedi le canal de Suez, tandis que 2 frégates néerlandaises et 5 bâtiments ouest-allemands quittaient Gibraltar pour la Méditerranée. Dimanche, 3 bateaux de la marine espagnole ont quitté la base de Rota pour le Golfe.

Au Bangladesh, des unités militaires – au moins une brigade, soit entre 4 000 à 5 000 hommes – ont commencé leurs préparatifs de départ pour l'Arabie saoudite. Cet envoi a été approuvé samedi à l'unanimité par le Parlement de Dacca.

Coopération soviéto-britannique

Samedi, Londres avait annoncé que, dans le cadre de l'application de l'embargo, un avion de la RAF avait effectué une mission de reconnaissance à la demande d'un contre-torpilleur soviétique présent dans le détroit d'Ormuz . L'*Uldaloy* avait averti par radio l'appareil britannique de la présence d'un navire suspect et lui avait demandé de vérifier s'il n'enfreignait pas l'embargo. Information prise, le cargo battant pavillon panaméen n'avait aucun caractère suspect.

Le ministre des affaires étrangères de la Suède, pays traditionnellement neutre, a déclaré dimanche que son pays *« remplira ses obligations, conformément à la charte de l'ONU »*. Selon M. Sten Anderson, Stock- holm est prêt à envoyer des troupes dans le Golfe si celle-ci le lui demande.

Le Danemark voisin est *« prêt à envoyer le plus tôt possible des bâtiments de guerre ainsi que des navires de ravitaillement dans le Golfe »* à la suite du vote du Conseil de sécurité, a déclaré samedi son ministre des affaires étrangères. *« Les conditions sont réunies pour que le Danemark participe activement à une action commune placée sous l'égide de l'ONU »*, a indiqué M. Uffe Ellemann-Jensen.

L'Irak continue à être approvisionné

En dépit des sanctions, l'Irak reçoit du riz, du sucre et d'autres vivres expédiés du secteur chrétien de Beyrouth-Est, a déclaré samedi un chauffeur-routier libanais à la frontière jordano-irakienne. Les camions passent par Damas, où les bordereaux sont modifiés pour faire croire que les marchandises sont destinées à la Jordanie.

L'Irak aurait aussi reçu récemment, *via* la Libye, du matériel militaire est-allemand réformé. Un bateau battant pavillon irakien, en provenance de Pologne, aurait déchargé ce matériel à Tripoli. À Bonn, un porte-parole du ministère ouest-allemand de la défense a fait état, samedi, de la présence de 10 Mig-21 irakiens dans des ateliers de réparation de Dresde, tout en assurant que la RDA ne permettra pas le renvoi de ces avions vers Bagdad. Selon le magazine *Der Spiegel*, l'ambassade d'Irak à Bonn a servi pendant des années de plaque tournante aux exportations illégales d'armes vers Bagdad par des entreprises de RFA.

Par ailleurs, l'Irak a démenti avoir envoyé des avions de chasse au Yémen et au Soudan, comme cela avait été annoncé de source militaire égyptienne.

L'embargo commence à faire sentir ses effets à Bagdad, où l'on ne trouve plus de lait et où il faut faire la queue pour du pain, a affirmé le chauffeur routier libanais déjà cité. Cependant, les commerçants et les clients de la rue Adhamiya, dans le nord de la capitale irakienne, interrogés par l'envoyé spécial du quotidien britannique *The Independent*, disent *« se moquer »* des sanctions économiques. Mais ce dernier ajoute que des cartes de rationnement vont être distribuées pour les produits de base (pain, farine, riz, huile), l'Irak important 70 % de sa nourriture.

Bagdad a accusé Washington dimanche de *« crime contre l'humanité »*. Selon le Croissant-Rouge irakien, *« les pénuries de vivres et de médicaments sont le résultat du blocus économique mis en place par les Etats-Unis. Il s'agit d'un défi flagrant à la charte de l'ONU »*. L'organisme irakien a demandé au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'intervenir pour l'aider à *« jouer un rôle actif pour prévenir ce crime »*. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Visite à l'armée saoudienne et aux autres unités des pays du Golfe

En première ligne, avec le « bouclier de la péninsule »

Nord-Est de l'Arabie saoudite

de notre envoyée spéciale

Déployées en plein désert sur la frontière nord-est du royaume, des troupes saoudiennes ont pris leur position de défense dans un univers de sable brûlant où la température oscille de 27 à 28 degrés la nuit, entre 45 et 50 le jour. Eparpillées sur ce terrain quasiment plat à perte de vue, dont émergent seulement, comme des geysers, des colonnes de sable tourbillonnant, les tentes des hommes paraissent perdues.

C'est entre 50 et 70 kilomètres de la frontière irako- et koweïto-saoudienne que sont installées les premières lignes de défense de l'armée du roi Fahd, auxquelles sont venues s'adjoindre, dans ce secteur, à la fois les troupes du « bouclier de la péninsule » – force commune des pays du Golfe créée en 1964, fait du hasard, lors du sommet de Koweït – et la force multinationale arabe composée de soldats égyptiens, marocains et syriens.

Sous sa tente de commandement, le général Turkey, qui commande le « bouclier de la péninsule » et la première brigade mécanisée du roi Abdul Aziz, grand, mince, treillis camouflé marron foncé et clair, casque et lunettes « Afrika Korps », est ici depuis douze jours, rappelé, comme tous les officiers saoudiens.

Sa brigade, environ six mille hommes – comprenant à la fois un bataillon de chars M-60 américains, un de défense aérienne équipé notamment de missiles sol-air Crotale, trois d'infanterie mécanisée avec leurs M-113 dissimulés sous des filets de camouflage dans les moindres recoins du sol, et un de reconnaissance, – constitue l'un des éléments de la première ligne saoudienne. A ses côtés, dix mille hommes environ – leur nombre, augmenté depuis l'invasion du Koweït, demeure secret – du « bouclier de la péninsule », soit des unités saoudiennes, koweïtiennes, omanaises, Qatari, Bahreini et des Emirats arabes unis, qui opèrent séparément mais sous commandement saoudien. Sur ses arrières immédiats, se trouve une brigade de chars saoudiens ramenée de sa base, au sud de l'Arabie, à 2 000 kilomètres, ainsi que les éléments de la Force arabe.

Le renseignement atout majeur

Totalement absente de ce secteur, l'armée américaine est en deuxième ligne, plus au sud, concentrée essentiellement autour de la bande utile qui, à la hauteur de Jubail sur le Golfe, s'enfonce d'environ 200 kilomètres à l'intérieur et qui renferme les champs pétrolifères.

« Ici, confie le général Shehri, quarante-sept ans, commandant de la logistique dans cette région – dont l'état-major est stationné à la cité militaire du Roi-Khaled, au sud de Hafr-Al-Batin – *notre meilleure défense est la profondeur stratégique. »* Installée entre la ville de Koweït et la frontière, le gros de l'armée irakienne occupant l'émirat est à environ 90 kilomètres des troupes saoudiennes et *« en cas de mouvement, l'aviation peut être là en moins d'un quart d'heure »*.

Autre atout majeur de l'armée saoudienne, outre sa connaissance du terrain et son entraînement à la vie dans le désert : le renseignement. Même si les officiers sont peu bavards sur leurs moyens. *« Nous savons tout ce qu'ils font et dès qu'ils bougent »*, affirme l'un d'eux. *« Il y a quatre ou cinq jours, ils ont rappelé la garde présidentielle, unité d'élite irakienne, et l'ont remplacée par des troupes moins aguerries »*, poursuit-il, voulant voir dans ce changement un signe de crainte de M. Saddam Hussein quant à la sécurité immédiate de son armée. Satellites américains, avions de reconnaissance AWACS saoudiens et américains et, pourquoi pas, les Bédouins – nombreux dans la région – sont sans doute les meilleurs espions *possibles*.

Mais, dans l'attente d'une guerre que chacun ici affirme vouloir éviter – *« Personne n'est venu pour tirer mais pour nous aider et garantir la paix »*, dit un officier supérieur, – l'armée saoudienne fortifie tout de même ses défenses.

Dans un vaste périmètre délimité par un fossé de protection *« pour empêcher les Bédouins d'y faire irruption la nuit »*, une excavatrice creuse de gigantesques trous pour enterrer les chars AMX-30 déployés côte à côte sur plusieurs lignes parallèles. Quelques-uns sont déjà en position, solidement retranchés derrière leur amas de terre, dont ne surgit que le canon recouvert d'un filet qui les rend quasiment invisibles. Ce bataillon d'AMX-30 est protégé par des missiles sol-air Crotale installés à chaque coin.

C'est non loin de là que sont installés, dans un alignement parfait de tentes vert olive fournies par l'Arabie saoudite, les deux mille commandos égyptiens dirigés par le colonel Al Sayed. Que fait-il ici ? *« Nous sommes prêts à défendre la terre sacrée quel que soit l'agresseur*, dit-il. *C'est un devoir de combattre ceux qui brisent les traités internationaux. »* Un de ses adjoints confie : *« D'habitude, notre mission est d'opérer derrière les lignes ennemies, mais là, nous devons, en cas d'attaque, arrêter les chars. »* Pour cela, il dispose de missiles « Dow » de fabrication américaine ou de « Milan » français.

« Aux ordres des frères saoudiens »

Les troupes égyptiennes campent à proximité des soldats marocains, mille à mille deux cents hommes habitués à la guerre du Sahara et qui ont préféré aux tentes l'abri de leurs camions, où plutôt, le ciel étoilé. Le colonel Ahmed Benyass qui les commande a derrière lui quinze ans de Sahara et, dit-il, *« ici, ce n'est pas très différent de Smara »*. Quelle est la fonction de son unité, élément d'une brigade d'infanterie motorisée ? *« Je suis aux ordres des frères saoudiens*, répond-il. *Pour l'instant, nous sommes en position d'attente. »* Rêve-t-il de l'abri de son mur dans le Sahara ? *« On pourrait faire la même chose ici*, affirme-t-il en souriant, *bien que le front soit différent à cause des équipements beaucoup plus sophistiqués, et notamment des armes à longue portée. »* Si les Saoudiens fournissent toute la nourriture et l'eau, ces hommes les accommodent à leur façon et préparent soigneusement le tajine du soir.

Les troupes syriennes – mille cent hommes des forces spéciales, dirigés par un brigadier général, qui sont encore au point de rassemblement à la cité militaire du Roi-Khaled – n'ont pas pris leur position : « C'est *une affaire de quarante-huit heures »*, précise un officier saoudien.

Selon le général Shehri, le mélange de ces troupes, qui ne sont pas toutes équipées du même matériel, ne pose cependant pas de problème, et même si l'apport des contingents arabes paraît plus symbolique qu'autre chose, il ne fait pas de doute qu'il conforte les soldats saoudiens, heureux de voir ces frères arabes venus se joindre à eux, non seulement pour défendre leur territoire, mais aussi, et surtout peut-être, soutenir *« leur juste cause »*.

« Saddam Hussein est déjà mort, affirme ainsi un officier. *Il faut qu'il parte, lui et son parti, car nous ne voulons pas que nos frères irakiens vivent sous le régime de ce criminel. Nous espérons que le peuple irakien pourra faire quelque chose contre lui »*, poursuit-il, décrivant avec force détails, sans toutefois pouvoir en préciser le nombre ni même savoir où ils sont, la fuite vers l'Arabie saoudite des soldats irakiens déserteurs qui affirment tous, dit-il, *« manquer d'eau, de nourriture et ne pas savoir pourquoi ils ont envahi le Koweït »*.

Le moral n'est pas le problème de l'armée saoudienne, et si la plupart des officiers rencontrés ont été rappelés de leurs vacances en Europe ou aux Etats-Unis, nul ne s'en plaint et tous affirment être prêts à défendre chèrement leur peau.

Sur la route du retour, au soleil couchant, alignés trois par trois devant leurs tentes, les soldats saoudiens ont enfilé leur masque à gaz pour témoigner qu'ils sont prêts à tout. Outre le masque, chacun a une combinaison protectrice et un antidote pour tenir suffisamment de temps avant que les vents, parfois violents dans cette région, ne puissent dissiper un éventuel nuage chimique, au cas où les missiles anti-missiles Patriot, déployés en Arabie saoudite par l'armée américaine, n'auraient pas fait leur effet avant.

FRANÇOISE CHIPAUX

Un mess de grand luxe

Toutes les armées du monde en rêveraient... La cité militaire du roi Khaled, quelque part au *sud de Hafr-al-Badin, achevée il y* a six ans à peine, est une véritable ville surgie des sables. Quatre cent cinquante kilomètres carrés de superficie, les deux tiers des trente-trois îles de Bahrein, cette base de l'armée de terre saoudienne, où soldats et officiers habitent avec leur famille dans de luxueux appartements ou villas entourés de jardins, recèle toutes les facilités possibles : hôpital, écoles, piscines, supermarchés, inimaginables en plein désert hors d'Arabie saoudite.

Le club des officiers, devant lequel coule en jets d'eau une fontaine illuminée, rendrait misérables quelques-uns de nos palaces européens et a peu à voir avec un mess ordinaire.

L'armée saoudienne est gâtée, très gâtée. Fiers des avantages que leur confère la fonction dans un pays où l'armée n'attire que peu de vocations, officiers et soldats vantent facilement leurs conditions de vie, même au « front » où, par exemple, sont installés dans chaque unité des téléphones permettant d'appeler n'importe où leurs familles.

Les rations sont encore quasiment inconnues ici où les repas chauds servis aux soldats *« sont semblables à ce qu'ils mangent chez eux. En ce moment, nous leur donnons une fois par semaine une ration pour les habituer »*, avoue ainsi un colonel, assis sous sa tente dont le sol est recouvert de tapis. Les boissons, à volonté, sont servies glacées. *« Les hommes boivent dix à douze litres d'eau par jour »*, explique-t-il. Mais cet officier, pour qui le désert n'a pas de secret, n'a pas oublié qu'en cas de pénurie *« une petite pierre sous la langue permet de garder la salive »* et retarde la soif.

Ce « luxe » ne risque-t-il pas d'entraver quelque peu la combativité ou l'endurance ? *« Ce n'est pas un vrai problème »*, confie-t-il, ajoutant toutefois que ce déploiement massif, qui n'est pour l'instant que préventif et défensif, va constituer un très bon entraînement pour ces soldats qui risquent de rester encore longtemps avec pour seul toit leur toile de tente. *« Et puis aujourd'hui, conclut cet officier, la motivation est si forte que nos hommes sont prêts à tout pour faire respecter leur terre. »*

F. C.

Washington : une main renforcée

Suite de la première page

L'homme fort de Bagdad a d'ailleurs commencé à jeter du lest, en *n'investissant pas les ambassades* au Koweït, en acceptant en fin de compte que les familles des diplomates rapatriés du Koweït et retenues plusieurs jours à Bagdad soient évacuées vers la Turquie (cinquante-deux personnes ont été autorisées, non sans quelques derniers atermoiements, à franchir la frontière dimanche en fin de journée, mais trois jeunes gens présents dans le convoi ont été renvoyés à Bagdad). Surtout, Saddam Hussein s'est empressé de saisir la perche que lui a tendue samedi le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, qui a proposé ses bons *offices et doit rencontrer jeudi à* Amman le ministre irakien des affaires étrangères.

Sans manifester un enthousiasme débordant pour cette initiative de M. Perez de Cuellar, les responsables américains ont évité de la critiquer, tout en rappelant discrètement au secrétaire général qu'il devait s'en tenir à certaines limites. *« Je ne vois pas d'inconvénient à une discussion* [avec Bagdad] *dans la mesure où le secrétaire général le ferait dans le cadre fourni par le Conseil de sécurité »*, a ainsi déclaré dimanche le général Scowcroft, conseiller pour les affaires de sécurité du président Bush. Le général Scowcroft a souligné qu'il ne serait possible de négocier avec le président irakien qu'après le retrait de ses troupes du Koweït, le retour des autorités de ce pays, et la levée de toutes les restrictions au départ des étrangers retenus en Irak. Mais aussitôt après, M. Scowcroft ajoutait : *« Ce qui est négociable, c'est le calendrier du retrait. »* Il y a visiblement là une petite marge de manœuvre et Washington semble éviter de fermer toutes les portes par lesquelles M. Saddam Hussein pourrait chercher une issue.

Le ton a changé

Le ton, en effet, semble avoir légèrement changé. Alors qu'il y a quelques jours encore les responsables américains semblaient déterminés à se débarrasser une fois pour toutes du dictateur irakien, cette préoccupation semble actuellement passer au second plan. Le général Scowcroft a même parlé d'un retour au *statu quo ante*, tout en expliquant qu'en réalité un tel retour apparent à la situation d'avant l'invasion du Koweït laisserait les traces d'un profond changement dans cette région du globe. Que, du point de vue américain, les choses apparaissent désormais sous un jour un peu moins sombre n'empêche bien sûr pas les commentateurs de continuer à spéculer sur l'avenir : les nombreux dérapages possibles et les risques courus par l'armée américaine en cas d'attaque irakienne aux armes chimiques (risques réduits, selon les spécialistes), tandis que se multiplient les reportages sur la bataille qui oppose les soldats américains envoyés dans le désert saoudien à leur ennemi le plus direct *the brutal heat*, la chaleur écrasante.

Mais – et c'est un autre signe de détente, – l'attention des *columnists* s'est concentrée dimanche sur une question plus futile mais considérée comme politiquement très importante : M. Bush a-t-il raison ou tort de poursuivre, en dépit de tout, ses vacances à Kennebunkport, tandis que le secrétaire d'État James Baker pêche à la ligne dans son ranch du Wyoming, que le vice-président Dan Quayle se repose dans l'Arizona et que M. John Sununu, le secrétaire général de la Maison Blanche, s'envole pour Moscou avec une armée de collaborateurs pour aider M. Gorbatchev à organiser les services du Kremlin... A en croire les sondages, les Américains estiment que leur président a eu raison de ne pas se laisser dicter son emploi du temps par un vulgaire dictateur proche-oriental. Mais les observateurs, qui savent pourtant que les services de la Maison Blanche peuvent fonctionner partout où se trouve le président, et que M. Bush peut communiquer de Kennebunkport avec le monde entier et ne s'en prive pas, estiment tout de même que toutes ces images de partie de golf commencent à agacer.

Le problème est que M. Bush, qui est plutôt susceptible et n'a pas apprécié qu'on mette en doute son sens des responsabilités, persiste ostensiblement dans son attitude, alors même qu'il a de toute évidence, dans sa maison du Maine, un emploi du temps de travail très chargé. Mais il s'obstine à offrir chaque jour aux cameramen une *photo opportunity* (comme on dit dans le jargon de la Maison Blanche) où le président ne semble s'intéresser à rien d'autre qu'à la petite balle blanche...

Cela ne l'empêchera pas d'être *mardi* à *Washington*, pour y rencontrer les dirigeants du Congrès. Il sera question, bien entendu, de l'Irak, mais aussi d'un autre problème urgent que la crise au Moyen-Orient n'a fait qu'aggraver : le déficit budgétaire, et les moyens de le réduire, ou de le masquer.

JAN KRAUZE

□ **80 % des Américains hostiles à une action militaire dans l'immédiat.** – Selon un sondage publié par l'hebdomadaire *Newsweek*, 80 % des Américains sont hostiles à une action militaire contre l'Irak dans l'immédiat, préférant attendre de voir si les sanctions économiques et les efforts diplomatiques sont efficaces. Un nombre croissant d'Américains (43 %) s'est cependant déclaré favorable à l'assassinat du président irakien Saddam Hussein, indique cette enquête réalisée jeudi et vendredi. Et si un conflit armé éclate, 57 % des personnes interrogées pensent que le président Bush devrait ordonner des attaques contre des positions irakiennes même si M. Saddam Hussein met à exécution sa menace de se servir des otages américains comme boucliers humains.

هكذا من الأصل

LA CRISE DU GOLFE

Le débat au sein du Front national

M. Jean-Marie Le Pen veut rectifier son image

Une manifestation de protestation était prévue, lundi 27 août, à Tours (Indre-et-Loire) où devait s'ouvrir l'« université d'été » du Front national. Un ministre, Mme Edith Cresson, et un secrétaire d'Etat, M. André Laignel, devaient participer à cette démonstration organisée à l'initiative de la fédération départementale du PS.

M. Jean-Marie Le Pen a brouillé son image. Pour la première fois depuis sa création en 1972, le Front national est traversé par une incompréhension entre son président et ses partisans au sujet de la crise du Golfe et des réponses politiques qu'elle appelle. Ce trouble est, apparemment, plus marqué chez les électeurs (*le Monde* daté 26-27 août) que parmi les militants. A quelques nuances près, ceux des « fans » du dirigeant d'extrême droite qui se sont rendus, samedi 25 août, à la Trinité-sur-Mer (Morbihan), partageaient ses vues *« anti-conformistes »* qui ont entraîné la démission de M. Jules Monnerot du FN. Il est vrai que le public du discours de rentrée de M. Le Pen dans son port natal – *« Mon Solutré à moi »*, a-t-il dit – était surtout composé d'inconditionnels, comme le veut la tradition des meetings politiques.

« Où est le droit international ? »

Le chef du Front n'en a pas moins consacré l'essentiel de son intervention de deux heures et demie à sa position sur le Golfe, en précisant qu'il n'est *« ni pro-irakien ni pro-américain »* mais *« avant tout pro-français »*.

M. Le Pen a longuement développé les arguments qui, depuis le début de la crise, le mettent en marge du consensus sur la politique étrangère de la France et le placent, ainsi que l'affirme son entourage, comme *« seul vrai opposant au président de la République »*. Pour le Front, il s'agit d'une affaire arabo-arabe dans laquelle la France n'a pas à intervenir en qualité de *« shérif adjoint »*, sinon sur le plan diplomatique, souligne M. Le Pen, en regrettant que cette place soit occupée par l'Union soviétique ; il s'agit même d'une récupération territoriale presque légitime de la part de Bagdad puisque le pays envahi est *« si peu ancré dans l'histoire humaine que sa capitale s'appelle Koweït-City »*.

Le président du Front indique que *« c'est à l'ONU de prendre l'initiative »* et s'interroge, dans le même temps : *« Où est le droit international ? Est-il forcément dans les situations acquises ? » « Si les Etats-Unis gagnent cette guerre,* affirme M. Le Pen, *le monde arabe et islamique ne le pardonnera jamais à l'Occident. Les régimes modérés seront basculés de l'intérieur. Si l'Irak est écrasé, Saddam Hussein deviendra le martyr de l'islam face aux Occidentaux. Si le conflit s'enlise* (...), *c'est l'Occident tout entier qui y aura perdu son prestige, c'est l'Occident qui aura créé l'arabisme et peut-être la Nation arabe. »*

La position de M. Le Pen, qui intrigue ses adversaires et certains de ses partisans, sera, selon un dirigeant du Front, *« payante à moyen terme »*. La crise internationale actuelle est, en quelque sorte, un prétexte pour changer une image. Le dirigeant d'extrême droite veut se créer une stature d'homme d'Etat qui privilégierait le calme, le sang-froid, le bon sens et la réflexion pour mettre un terme aux emportements violents de sa jeunesse et aux images de boutefeu et de « va-t-en guerre » qui lui collent à le peau. Dans le même temps, M. Le Pen veut profiter de l'anti-américanisme qui monte au sein du FN et qui ne déplaît ni aux amis de Jean-Pierre Stirbois ni aux tenants du Club de l'Horloge, pour rectifier son image pro-américaine et se défaire de « l'arabophobie » dont il se dit affublé. L'opération va demander beaucoup de pédagogie.

OLIVIER BIFFAUD

La session extraordinaire du Parlement

M. Rocard estime qu'il ne faut pas chercher à éviter un conflit « au prix d'un déshonneur »

Députés et sénateurs devaient se retrouver, lundi 27 août, pour une session extraordinaire de quelques heures consacrée aux événements du golfe Persique. Le gouvernement, par la voix du premier ministre, M. Michel Rocard, devant l'Assemblée nationale, et par celle du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, devant le Sénat, devait faire une déclaration *« sur la situation au Moyen-Orient »*, non suivie d'un vote. Le gouvernement ne souhaitait pas, en effet, donner l'impression de vouloir récupérer à son profit le consensus qui prévaut aujourd'hui. Cinq orateurs devaient succéder au premier ministre, MM Charles Millon (UDF), André Lajoinie (PCF), Edouard Balladur (RPR), Pierre Méhaignerie (UDC), et Pierre Mauroy (PS).

Dans son intervention devant les députés, le premier ministre, M. Michel Rocard, devait « coller » étroitement au président de la République. Il devait tenir un langage de fermeté sans pour autant tomber dans le registre de la guerre « belle et joyeuse » évoquée parfois dans certaines conversations parisiennes. Pas question de baisser la garde ; la France est déterminée ; la guerre n'est jamais une bonne solution mais elle est parfois inévitable même si nous ne sommes pas des bellicistes : voilà en substance ce que les députés devaient entendre.

Il n'y a donc pas de « lâche soulagement » à attendre, pour reprendre l'expression utilisée par Léon Blum après les accords de Munich, même si *« l'ouverture au dialogue »* doit être maintenue sans faiblesse mais sans illusion. *« L'histoire nous a appris qu'à vouloir éviter un conflit au prix d'un déshonneur, on obtenait l'un plus l'autre »*, devait déclarer le premier ministre.

Le chef du gouvernement devait également s'attacher à démontrer à quel point est fausse et artificielle l'argumentation développée par le président irakien tendant à faire de ce conflit un nouveau verset de l'affrontement Nord-Sud, pays riches contre pays pauvres, Israël contre pays arabes. Il y a simplement un agresseur, estime M. Michel Rocard, auquel il faut faire comprendre que le monde, après les bouleversements Est-Ouest, est un *« monde nouveau »* ; et, dans ce *« monde nouveau »*, il n'est pas inutile que les agresseurs d'aujourd'hui – et ceux qui seraient tentés par cette attitude demain – sachent que les choses ne se passeront plus comme auparavant. La nouvelle donne internationale doit bloquer les attaques brutales et cyniques du type de celle pratiquée sur le Koweït.

PCF : le « dialogue » après la « croisade »

Pour sa part, le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy avait déjà dans les jours passés explicité sa position. Il s'est félicité, samedi à l'issue du bureau exécutif de son parti, de *« l'opposition décidée des nations »* face à l'agression irakienne. Mais il s'est montré plus favorable à l'embargo qu'au blocus. Il ne souhaite pas, en effet, que la France accorde un *« blanc- seing »* aux Etats-Unis pour résoudre la crise actuelle. M. Mauroy souhaite que, *« à partir de ce qui se passe aujourd'hui, on discute des conflits régionaux »*.

Bref, la crise actuelle ne doit pas faire perdre de vue les autres points de tension du Moyen-Orient. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a déclaré, dimanche 26 août, que *« si les Irakiens ne désescaladent pas, nous, ne sortirons pas de la logique de guerre »*. Il a indiqué lors du Forum RMC-*Libération* qu'*« il n'y aura pas de possibilité de désescalade et d'issue diplomatique si Saddam Hussein ne règle pas d'une certaine façon le problème des otages »*. *« C'est la question préalable à tout le reste.* (...) *La guerre n'est pas fatale, mais il ne faut pas non plus exclure la possibilité d'un conflit militaire. »*

Pour le PCF, M. André Lajoinie devait rappeler que la voie du dialogue n'était pas complètement obstruée. Dans *l'Humanité*, lundi 27 août, Jacques Coubard écrit dans son éditorial : *« Va-t-on enfin passer du temps de la croisade à celui du dialogue ? Il y a extrême urgence à bloquer la machine infernale qui monte chaque jour en puissance destructive »*. Les orateurs de l'opposition du centre et de la droite devaient, quant à eux, maintenir la ligne qui a été la leur jusqu'à présent : celle d'un soutien global assortie de quelques critiques strictement ciblées. A l'occasion de la célébration du 46e anniversaire de la Libération de Paris, M. Jacques Chirac a évoqué samedi 25 août la situation dans le Golfe. Il a estimé qu'il fallait *« trouver dans notre histoire les raisons d'affronter les épreuves dans l'union et la solidarité »*.

Jugeant la situation *« grave »*, le maire de Paris a expliqué : elle est *« grave par les risques de guerre qu'elle implique, grave en raison de la situation des otages français et étrangers qui se trouvent retenus là-bas, grave par les conséquences économiques, donc sociales, qui peuvent se produire sur le marché du pétrole, et cela au détriment des nations industrialisées, mais aussi, et peut-être surtout, au détriment des nations en développement »*.

Le bureau politique du RPR a confirmé, lundi 27 août, l'*« approbation globale de la position française »* par le mouvement gaulliste.

Une approbation que ne partage pas M. Michel d'Ornano, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing. S'exprimant lundi 27 août, sur France-Inter, le député du Calvados a réfuté le mot de « consensus », signifiant que dans cette affaire l'opposition ne faisait que manifester *« une réserve responsable »*.

Enfin, dans *Libération*, le président du Parti républicain, M. François Léotard, tire les leçons militaires de la situation actuelle en appelant de ses vœux la construction d'une Europe de défense : *« Tout le monde devine à quel point se pose aujourd'hui avec force, et d'une façon nouvelle, le vieux débat de la Communauté européenne de défense* (...), *rejetée de notre vocabulaire avec une grande constance depuis 1954... »*

PIERRE SERVENT

Membre du bureau politique

M. Monnerot démissionne

M. Jules Monnerot, membre du bureau politique du Front national, a annoncé sa démission de ce parti, samedi 25 août, en raison d'un *« désaccord sur la position du mouvement dans l'affaire du Golfe »*. Le président du « conseil scientifique » du mouvement d'extrême droite confirme, dans une lettre rendue publique, que son *« analyse de la situation ne recoupe pas celle »* de M. Jean-Marie Le Pen. Le quotidien *Présent* avait publié un article de M. Monnerot, qui prenait le contre-pied de M. Le Pen (*le Monde* du 18 août), dans lequel il affirmait que *« seules les démonstrations de force, ou, si elles ne suffisent pas, des épreuves de force lèveront la menace irakienne »*.

Cependant, l'auteur de *Sociologie du communisme* et *Sociologie de la Révolution* avait voté, le 22 août, une résolution du bureau politique réaffirmant *« unanimement les prises de position »* de M. Le Pen sur la crise du Golfe. Dans un entretien à *Libération* du 27 août, M. Monnerot réaffirme sa position initiale, ajoutant : *« J'estime également que nous n'avons pas à apporter notre soutien à Saddam Hussein qui essaierait de réparer une injustice historique, due au partage colonial, en cherchant à s'accaparer le Koweït. »*

M. Bruno Mégret, délégué général du FN, a estimé qu'en donnant sa démission, M. Monnerot avait *« montré la faiblesse de son engagement politique »*.

POINT DE VUE

Le droit et la force

par Alain Madelin

ON ne peut que se réjouir du fait que le président de la République ait clarifié la position de la France et affirmé sa pleine solidarité avec l'action internationale en cours contre l'Irak. On ne peut que regretter le flottement de la diplomatie française pendant près de trois longues semaines.

Il semble qu'à Paris, comme d'ailleurs dans d'autres capitales européennes, on n'ait pas eu une claire perception de l'enjeu. Il est tentant de réduire cet enjeu à l'enjeu pétrolier. Il est, selon moi, d'une autre nature. C'est un nouvel ordre pacifique mondial qui se joue dans le Golfe. Il existe une nouvelle donne internationale qui repose sur l'effondrement du communisme soviétique. Moscou n'a plus les moyens idéologiques, politiques ou financiers d'être la police d'assurance-vie des dictatures qui réclament sa protection.

Cela a deux conséquences :

1. – Le monde libre n'a plus aucune raison de soutenir telle ou telle dictature de par le monde sous prétexte du risque de voir basculer tel ou tel pays dans l'orbite soviétique. Cela est tout particulièrement vrai en ce qui concerne le rôle de la France en Afrique.

2. – Le droit peut redevenir la règle des relations internationales et ne plus avoir à s'incliner devant la force. Au banditisme national, on oppose la police. Au banditisme international, on doit opposer la police internationale. Sans hésitation, avec fermeté. Dans la nouvelle donne internationale, une opération de police pour rétablir le droit n'est plus porteuse du risque d'une troisième guerre mondiale. Elle porte la chance d'un ordre pacifique mondial civilisé.

C'est pourquoi, dans ce nouveau contexte, le coup de force de l'Irak contre le Koweït n'était ni un problème à régler entre pays arabes, ni un conflit Est-Ouest, ni un conflit Etats-Unis-Irak, ni un conflit Nord-Sud, mais le conflit entre le droit et la force.

La France ne pouvait ni croire ni espérer que le problème soit réglé – comme l'avait souhaité le président de la République dans sa première intervention du 9 août – *« au sein de la communauté arabe »*.

La France ne pouvait ni ne devait davantage laisser les Etats-Unis se faire seuls les gendarmes de la paix au Moyen-Orient, ne serait-ce qu'en raison du rejet que provoquent les Etats-Unis dans une partie du monde arabe, compte tenu de leur engagement au côté d'Israël.

Nos amis arabes doivent d'ailleurs comprendre qu'ils ont tout à gagner à ce nouvel ordre mondial. D'abord parce qu'un tel ordre crée les conditions stables d'une économie d'échange qui offre les meilleures chances de développement lorsqu'elle s'accompagne, au plan national, des libertés économiques et politiques nécessaires. Ensuite, parce que le respect du droit international ne se divise pas. On ne peut abriter aujourd'hui une intervention internationale contre l'Irak derrière les motions de l'ONU sans demander demain à Israël – en lui offrant les garanties nécessaires – de restituer les territoires occupés.

C'est dire que j'aurais aimé voir la France en tête de ce combat pour un nouvel ordre mondial de paix fondé sur le droit et sur la répression internationale de l'usage de la force. C'est dire que je n'ai pas compris les hésitations de la politique française. Tout s'est passé comme si la France avait voulu gagner du temps pour explorer une autre voie, compte tenu des traditions de notre « politique arabe », ou tester les réactions de l'opinion arabe supposée être favorable aux menées de Saddam Hussein (comme si le fait que l'opinion allemande ait été favorable à l'Anschluss était de nature à changer l'enjeu historique de ce coup de force).

La France, qui, tous gouvernements confondus, a surarmé l'Irak et porte une lourde part de responsabilité, se devait d'être en première ligne. Lorsqu'on a armé un criminel, on doit se faire un devoir d'être les premiers à vouloir le désarmer. Il était important que le président de la République rectifie le tir. C'est fait. Mais en hésitant, en cherchant à gagner du temps, la diplomatie française n'a pas permis à la France de jouer le rôle qui aurait dû être le sien dès le début du conflit.

► **Alain Madelin est vice-président du Parti républicain.**

EN BREF

□ **ANGOLA : reprise des négociations avec l'UNITA.** – Les pourparlers entre le gouvernement et les opposants de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) devaient reprendre lundi 27 août au Portugal. Le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi, souhaite que cette troisième session de négociations permette de fixer une date pour des élections libres, sous contrôle international. Le président angolais, M. Jose Eduardo dos Santos, accorde la priorité à la mise en place d'un cessez-le-feu.

On apprend d'autre part que le « père » du nationalisme angolais, Mario Pinto de Andrade, est décédé à Londres, dimanche 26 août, des suites d'une longue maladie. Né en 1928, il avait fondé, en 1960, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), qu'il présida pendant plusieurs années avant de le quitter en 1974. Il venait d'achever un ouvrage sur l'histoire des mouvements d'émancipation des anciennes colonies portugaises. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Pakistan : Mme Bhutto bientôt traduite en justice.** – Le gouvernement par intérim demandera bientôt à l'ancien premier ministre et à certains de ses ministres de comparaître devant des tribunaux spéciaux, a-t-on appris, dimanche 26 août, de sources officielles. Selon ces sources, une commission spéciale aurait rassemblé suffisamment de preuves pour faire comparaître Mme Bhutto et certains des principaux ministres de son cabinet (au moins 14 selon le quotidien de langue anglaise de Karachi, *Dawn*) sous environ vingt chefs d'inculpation de corruption et d'abus de pouvoir. Interrogé sur l'éventuelle comparution de Mme Bhutto, le premier ministre par intérim, M. Ghulam Mustafa Jatoi, a répondu : *« Personne n'est au-dessus de la loi »*. – *(AFP.)*

□ **THAILANDE : le chef de la diplomatie a été limogé.** – Le premier ministre, M. Chatichai Choonhavan, a annoncé lundi 27 août à Bangkok, un important remaniement de son gouvernement. Dix-sept portefeuilles changent de titulaire. Le ministre des affaires étrangères, M. Siddhi Sawetasila, qui occupait ce poste depuis dix ans, a été limogé, ainsi que son vice-ministre, M. Prapas Limpabandhu. L'ancien ministre du commerce, Subin Pinkayan, prend la direction de la diplomatie. Il est remplacé par M. Amaret Sila-On, un homme d'affaires qui n'est pas membre du Parlement. – *(AFP.)*

LA CRISE DU GOLFE

Après la visite de M. Chevènement à Djibouti

Le « Clemenceau » prêt à partir pour la mer d'Oman

M. Jean-Pierre Chevènement juge « excellent » le moral des troupes françaises expédiées à Djibouti pour une éventuelle opération dans le Golfe. Le ministre de la défense est venu le vérifier lui-même, samedi 25 août, alors que le porte-avions *Clemenceau* s'apprête à partir, mardi 28 probablement, pour la mer d'Oman, au sud du détroit d'Ormuz.

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

Au train où pourrait aller la crise au Proche-Orient, le Golfe sera bientôt embouteillé de navires de guerre. M. Chevènement a pu s'en rendre compte lorsqu'il s'est fait commenter les cartes et les écrans du PC « Opérations » de *la Marne*, le ravitailleur à bord duquel le contre-amiral Pierre Bonnot commande la flotte française de l'océan Indien.

Encombrés, le Golfe et ses parages le sont d'abord par les navires américains : quelque soixante-quinze bâtiments, une armada comparée aux neuf navires français déployés de la mer Rouge au Golfe lui-même.

Cette disproportion est autant voulue que subie par la France, qui, à l'inverse des Etats-Unis, n'a pas, en la circonstance, les moyens d'une politique réellement belliqueuse. Au demeurant, elle ne la souhaite pas la France, a *expliqué M. Chevènement* au cours d'une conférence de presse organisée sur le navire-amiral, doit sauvegarder *« son autonomie de pensée et d'action »*, en même temps qu'elle doit continuer d'avoir *« une grande politique à l'égard du monde arabe »*.

Si le ministre de la défense n'a pas dit de quel monde arabe il parlait, il a fait remarquer à propos de cette région du globe : *« Nous en sommes moins loins que les Etats-Unis. »* Sous entendu : nous devons être plus prudents.

« Ni plus ni moins » que la résolution de l'ONU

Ce qui ne veut pas dire, a-t-il insisté, que la France jouera les cavaliers seuls. Le *« task group »* français constitué autour du *Clemenceau* (le croiseur lance-missiles *Colbert* et le pétrolier-ravitailleur *Var*) s'apprête à quitter Djibouti avec, pour consigne, d'appliquer *« strictement »* la dernière résolution du Conseil de sécurité des Nations unies. *« Pas plus, mais pas moins »*, a commenté M. Chevènement, ce qui n'en dit pas très long puisque ce texte se borne à inviter les navires qui participent à l'embargo contre l'Irak à recourir à des *« mesures (...) en rapport avec les circonstances du moment »*.

Le *« pas moins »* de M. Chevènement autorise malgré tout le ministre de la défense à ironiser sur ceux qui, après le dégel à l'Est, *« pensaient, il y a encore un mois, qu'on entrait dans un monde idyllique »*. La France *« ne doit pas désarmer »*, estime-t-il, ni, comme certains le souhaitent ou plutôt le souhaitaient, rogner sur ses crédits militaires.

Tel est le message que M. Chevènement est venu répéter à Djibouti sous une latitude et dans des circonstances qui le dispensaient d'insister et que le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées, qui l'accompagnait, a résumé d'une formule : *« Ce n'est pas au moment où les ennuis arrivent qu'il est temps de s'équiper. »*

L'argument a déjà servi et resservira bientôt : une délégation de la commission de la défense du Palais-Bourbon était attendue mardi 28 août à Djibouti avec, notamment, son président, M. Jean-Michel Boucheron (PS), et M. Jacques Baumel, ancien ministre RPR. Fer de lance de l'opération Salamandre, déclenchée par la France après l'invasion du Koweït, le *Clemenceau* qui les accueillera à son bord est vieux de trente ans et cela se voit. Il ne devrait être remplacé qu'en 1998 par le *Charles-de-Gaulle*.

BERTRAND LE GENDRE

La grogne des autorités djiboutiennes contre la presse

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

L'escale du *Clemenceau* à Djibouti et l'écho médiatique qui lui est donné ne font pas l'affaire des autorités de cette petite République. La présence militaire française a pris une dimension qui irrite les Djiboutiens. Ceux-ci entretenaient jusqu'à une date récente d'excellentes relations avec les Irakiens.

Le président Hassan Gouled Aptidon est en vacances en France, à Divonne-les-Bains (Ain). Mais sa police veille. Elle a placé en état d'arrestation, samedi 25 août, l'envoyée spéciale de *l'Evénement du jeudi*, Blandine Grosjean, avec l'intention de l'expulser le soir même. Cette mesure a été rapportée en fin d'après midi *« par décision prise, cette fois, au plus haut niveau »*.

Les autorités de Djibouti se sont émues de la publication dans *l'Evénement du jeudi* du 9 août, sous la signature de Blandine Grosjean, d'un article faisant état d' *« un accord secret de coopération technique et administrative »* entre les ministères de l'intérieur djiboutien et irakien (*le Monde* daté 26-27 août).

Les autorités djiboutiennes récusent l'interprétation donnée à ce texte par l'hebdomadaire français et font valoir qu'il s'agit d'un simple accord entre l'Irak et la République de Djibouti, comme celle-ci en a déjà signé par le passé avec les deux Yémens et l'Egypte, *« dans le cadre de la Ligue arabe »*. Elles ne nient pas, en revanche, avoir reçu des armes de Bagdad au début de cet été, ni que dix-huit généraux irakiens aient séjourné récemment à Djibouti, comme le rapportait aussi *l'Evénement du jeudi*.

Malgré les liens privilégiés qu'il entretient avec Paris depuis son *indépendance en 1977, l'ancien* territoire français des Afars et des Issas a noué d'autres amitiés dans la région, sur lesquelles il ne souhaite visiblement pas qu'on s'apesantisse.

B. L. G.

Les Amitiés franco-irakiennes

Une lettre du ministre de la défense

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, nous a fait parvenir, dimanche 26 août, la lettre suivante :

Je découvre à mon retour de Djibouti, où je suis allé inspecter les forces françaises avant leur départ pour le Golfe, deux articles du *Monde* parus dans votre édition datée 26-27 août.

Le premier, intitulé « Bagdad et les retours d'épices », justifie la propagation d'une répugnante calomnie par le fait que j'aurais refusé de recevoir M. Greilsamer la semaine dernière. Où va-t-on, si les contraintes d'un emploi du temps ministériel fort chargé entraînent de pareilles rétorsions ? Il eût suffi de poser la question ; la réponse serait venue sans tarder, croyez-moi.

Or la question n'a pas été posée. De même pour l'association d'Amitiés France-Irak à laquelle j'ai accepté, en 1984, de participer, de manière toute théorique d'ailleurs, comme je participe ou ai participé à une bonne dizaine d'autres : France-USA, France-RFA, France-Algérie, le seul groupe d'amitié dans lequel j'ai pu réellement m'investir étant France-Suisse.

A tous ceux qui parlent à mon sujet de lobby irakien sans que j'aie jamais pris aucune des grandes décisions qui ont marqué notre coopération avec ce pays, je conseille la lecture de l'Evangile : *« Avant de chercher la paille qui est dans l'œil de ton prochain, regarde la poutre qui est dans le tien... »*

Le second article paru dans votre édition du même jour s'intitule : « A Djibouti, sur le *Clemenceau*, M. Chevènement en visite expiatoire ». « Sachez que je n'ai rien à expier. Je fais mon travail. » J'observerai simplement que, depuis le début de la crise du Golfe, les militaires qui se sont exprimés l'ont fait avec beaucoup plus de pondération que certaines plumes légères. Celles-ci semblent croire que, si une guerre devait éclater, elle serait sans doute une guerre électronique, à 4 000 kilomètres de nos frontières, sans conséquences pour eux, leurs proches et l'ensemble de nos concitoyens, dès lors qu'elle serait faite par des soldats de métier.

Les militaires français, aujourd'hui, ont réfléchi à l'usage gradué de la force dans les sociétés complexes du «Sud». Leur disponibilité, leur compétence, leur motivation, sont remarquables. Ils ont montré leur efficacité en menant à bien des opérations extrêmement délicates, notamment en Afrique et aux Comores, récemment, sans verser le sang inutilement. Notre pays peut être fier de disposer de cette remarquable capacité qui allie force et intelligence.

Dans l'Orient compliqué, la force des armes modernes est telle que, plus encore qu'ailleurs sans doute, elle mérite de n'être engagée qu'à bon escient.

[Une semaine avant la parution de notre enquête sur « Vingt ans d'irakophilie française », « la question » a bien été posée à l'un des proches du ministre de la défense, membre de son cabinet. Nous avons explicitement fait savoir que nous désirions rencontrer M. Chevènement pour l'interroger sur les rumeurs de financement de son courant, au sein du PS, par Bagdad. Après nous avoir *laissé* entrevoir un rendez-vous avec le ministre, il nous fut finalement répondu qu'un entretien sur cette question précise serait *« inopportun »*.

La participation *« toute théorique »* de M. Chevènement aux Amitiés franco-irakiennes ne l'a pas empêché d'être l'un de ses rares membres fondateurs, lors de sa création, en 1984. Le ministre de la défense ne s'est du reste jamais privé de saluer la *« pensée pragmatique »* du président Saddam Hussein. – L. G.]

EUROPE

ROUMANIE : alors que les manifestations se poursuivent à Bucarest

M. Silviu Brucan devra répondre devant la justice de ses « allégations » sur les événements de décembre

Le procureur général de Roumanie a ordonné à M. Silviu Brucan, un des anciens responsables du Front de salut national (FSN), de s'expliquer sur ses déclarations selon lesquelles l'ancien dictateur Nicolae Ceausescu était tombé à la faveur d'un complot bien préparé et non d'une révolution populaire (*le Monde* daté 26-27 août).

« A la suite des allégations de M. Brucan, j'ai ordonné qu'il soit entendu dans le cadre d'une enquête judiciaire sur la révolution de décembre 1989 », a écrit le procureur Gheorghe Robu dans un texte paru samedi 25 août dans la presse roumaine. M. Brucan avait avancé cette version du complot dans une interview, donnée conjointement avec le général Nicolae Militaru (qui avait démissionné en février dernier de son poste de ministre de la défense) au plus important journal roumain, *Adevarul*, considéré jusqu'à présent comme très proche du pouvoir.

Leur thèse contredit le scénario officiel, selon lequel le Front de salut national *serait né spontanément* au cours du soulèvement populaire de décembre. Selon l'un de ses proches, M. Brucan devrait faire de nouvelles révélations la semaine prochaine au cours d'une interview télévisée. A Bucarest certains analystes estiment que ces déclarations répétées de M. Brucan feraient partie d'une campagne visant apparemment à déstabiliser le FSN et à discréditer le président Ion Iliescu et son premier ministre, M. Petre Roman.

Menace de grève à Brasov

Par ailleurs, les manifestations antigouvernementales se poursuivent à Bucarest. Dimanche, pour la cinquième journée consécutive, plusieurs centaines de contestataires, pour la plupart de très jeunes gens, ont occupé la place de l'Université en criant des slogans hostiles au chef de l'Etat. *Un millier de policiers* ont chargé les manifestants, qui bloquaient la principale artère de la ville, et des bagarres ont éclaté en plusieurs endroits de la capitale.

Les forces de l'ordre se sont retirées avant minuit et on ignore le nombre de personnes interpellées. Si les troubles se sont limités à la capitale, des techniciens de Brasov, le deuxième centre industriel du pays, ont annoncé leur intention de se mettre en grève dans les prochains jours pour protester contre la politique économique du gouvernement. Des nationalistes roumains ont, d'autre part, prévu de manifester jeudi en Transylvanie, où vit une forte minorité d'origine hongroise, pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'annexion de cette région par la Hongrie. – (*Reuter, AFP.*)

BULGARIE

Le siège du Parti socialiste (ex-communiste) mis à sac par des manifestants

Le centre de Sofia était toujours bloqué par les forces de l'ordre tôt lundi matin 27 août après une nuit agitée, au cours de laquelle plusieurs milliers de manifestants ont incendié et mis à sac la « Maison du Parti », siège de l'actuel Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) au pouvoir.

Selon des témoins, les incidents ont commencé *dans la* soirée de dimanche lorsqu'un jeune opposant, Plamen Stantchev, a de nouveau menacé de s'immoler par le feu si le PSB ne retirait pas l'étoile rouge qui surmonte la Maison du Parti. Le PSB s'était engagé, la semaine dernière, sous la pression de dizaines de milliers de manifestants, à commencer à démanteler les *« emblèmes étrangers »* des bâtiments publics, mais les travaux n'allaient pas grand train. Dimanche soir, alors que des gens avaient commencé à se rassembler en ville pour empêcher le jeune homme de mettre sa menace à exécution, la télévision a interrompu ses programmes pour diffuser un appel de deux députés, dont le poète Radoï Raline, demandant aux autorités d'agir au plus vite et à la foule de garder son sang-froid. Mais les manifestants ont continué d'affluer vers la place du 9 Septembre, où se trouve l'imposante Maison du Parti.

Les circonstances exactes du début de la mise à sac du bâtiment n'ont pas encore été établies. En fin de soirée, jusqu'à quinze mille manifestants regardaient brûler le rez-de-chaussée en criant des slogans anticommunistes, après que des jeunes gens eurent jeté par les fenêtres ordinateurs, meubles et archives. Selon l'agence Reuter, le porte-parole du PSB, M. Philip Bokov, encerclé par deux cents manifestants, a dû être secouru par des policiers assistés de chiens. Les pompiers ont déclaré avoir été empêchés d'intervenir immédiatement par les manifestants. Une quinzaine de personnes, dont cinq pompiers, ont été blessées.

Dans un message radiodiffusé, le nouveau chef de l'Etat issu de l'opposition, M. Jeliou Jelev, a lancé un appel au calme, dénonçant ces *« actes susceptibles de mener au chaos et à la guerre civile ». « Ce n'est pas ça, la lutte pour la démocratie »*, a-t-il ajouté. Lundi matin à Sofia, où le mouvement de contestation permanent depuis les élections de juin s'était jusqu'ici déroulé sans incident, on parlait beaucoup de *« provocation »*.

URSS : la pénurie provoque des émeutes

Du tabac et de la vodka !

Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées à Tcheliabinsk, en Sibérie, lors d'émeutes qui ont éclaté après que le personnel d'un débit de vodka eut refusé de servir ses clients sans la protection de la police. Les troubles ont gagné, vendredi 24 août, le centre de la ville, où les manifestants ont brisé des vitrines, renversé des véhicules et conspué les responsables locaux qui les appelaient au calme. Un groupe de *manifestants a même tenté de* prendre d'assaut le département du ministère de l'intérieur. Quatre-vingts personnes avaient été arrêtées vendredi, a rapporté l'agence Tass.

A Moscou, c'est la pénurie de tabac qui fait monter la tension des fumeurs, qui ont bloqué la circulation mercredi. La *Komsomolskaïa Pravda*, le quotidien des Jeunesses communistes, offrait samedi un carré blanc prédécoupé dans la première page en guise de papier à cigarette : *« Roulez-la vous-mêmes. Mais l'encre d'imprimerie est dangereuse pour la santé. Fumez seulement la partie qui y est destinée. »*

En guise de tabac, le journal proposait le thé turc, le seul disponible actuellement... Quatorze millions de cigarettes bulgares sont arrivées dimanche en URSS, et la municipalité de Moscou va, dès septembre, rationner les cigarettes à cinq paquets par mois.

□ **IRLANDE : arrivée de Brian Keenan à Dublin.** – Brian Keenan, l'otage anglo-irlandais libéré vendredi 24 août à Beyrouth (*le Monde* du 26 août) après plus de quatre ans de détention, est arrivé samedi soir à Dublin. Avant son départ, il a déclaré avoir vu au Liban les otages américains Terry Anderson et Thomas Sutherland ainsi que le Britannique John Mc Carthy mais n'a fait aucune allusion à Terry Waite, l'émissaire de l'archevêque de Cantorbéry, disparu le 20 janvier 1987. – *(AFP.)*

□ **TCHECOSLOVAQUIE : manifestation pour l'indépendance de la Slovaquie.** – Près de 30 000 personnes se sont rassemblées dimanche 26 août à Ruzomberok pour réclamer l'indépendance de la Slovaquie. Les manifestants étaient venus commémorer la mémoire du prêtre catholique Andreï Hlinka, qui avait fait campagne pour l'autonomie de la Slovaquie jusqu'à sa mort en 1938. – *(AFP, Reuter.)*

ASIE

SRI-LANKA

Violents combats dans la péninsule de Jaffna

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Des combats très violents se poursuivent dans la péninsule septentrionale de Jaffna, bastion des séparatistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul). L'armée sri-lankaise, qui a engagé environ 10 000 hommes, a marqué plusieurs points importants ces derniers jours, prenant notamment le contrôle des îles de Kayts et de Mandaitivu, reliées par une digue au vieux fort hollandais de Jaffna. L'armée espère ainsi être en mesure de briser le siège des quelque deux cents soldats enfermés dans le fort depuis la reprise, le 11 juin, des combats entre les séparatistes tamouls et les forces de l'ordre.

Le succès de cette nouvelle offensive de Jaffna est cependant incertain. Les Tigres tamouls subissent des pertes sévères (environ trois cents morts depuis une semaine, selon les chiffres officiels) et se battent *le dos à la mer*, dans une région dont ils ont miné la plupart des routes. Avec des effectifs bien supérieurs et un bilan humain et financier très lourd, l'armée indienne avait mis de nombreuses semaines pour prendre le contrôle de Jaffna en 1988 et obliger les Tigres à quitter la péninsule. M. Ranjan Wijeratne, secrétaire d'Etat à la défense et « homme fort » du régime du président Premadasa, a expliqué qu'il s'agissait de *« bombarder les rebelles tamouls de tous côtés »*, ajoutant : *« Nous les aurons, ils ne s'échapperont pas. »*

Les bombardements des hélicoptères de combat font de nombreuses victimes parmi la population civile. Des milliers de Tamouls, dont les habitations *ont été détruites, ont* quitté la péninsule. *« Il se peut qu'il y ait quelques civils tués, mais nous avons nos objectifs »*, a commenté M. Wijeratne. Les six principaux partis de l'opposition viennent de lancer un appel pour demander l'arrêt de ces bombardements *« inhumains »*. Ce texte met également l'accent sur les meurtres et les enlèvements qui se produisent de nouveau dans le sud de Sri-Lanka.

La « pacification » de cette région en proie au terrorisme des militants cinghalais extrémistes du JVP (Front de libération du peuple) avait fait 25 000 victimes en 1989. Alors que près de 16 000 personnes, notamment des jeunes, sont encore internées, on assiste *depuis plusieurs* semaines à des exécutions sommaires. La situation dans l'est de l'île est tout aussi préoccupante : outre les affrontements entre forces gouvernementales et militants du LTTE dans la région de Batticaloa, les opérations punitives entre Tamouls et musulmans se multiplient. Depuis un mois, ces massacres intercommunautaires ont fait plusieurs centaines de victimes civiles.

LAURENT ZECCHINI





MICRO-INFORMATIQUE. APPRENEZ A LIRE A VOTRE SOURIS OU DECOUVREZ LE NOUVEAU SVM.

Le nouveau SVM, c'est encore plus de rubriques pratiques : conseils, comparaisons, bancs d'essais... pour vous permettre de mieux exploiter votre ordinateur et ses périphériques. Actualités, point sur la recherche et les nouveaux logiciels... SVM fait le tour de tout ce que vous devez savoir sur la micro-informatique. Que vous soyez passionné, professionnel ou débutant, SVM est le prolongement naturel de votre micro-ordinateur, il vous permettra de l'utiliser à 100%. On n'est pas numéro 1 de la presse informatique par hasard... Parlez-en à votre souris.

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

LE N° 1 DE LA PRESSE IN

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après les affrontements dans les ghettos de Johannesburg

Le chef Buthelezi entend être associé aux négociations

Les forces de l'ordre ont procédé sans incident, samedi 26 et dimanche 27 août, à la confiscation de plusieurs centaines d'armes dans les ghettos des alentours de Johannesburg déclarés « zones d'émeute ». Lundi matin, devaient avoir lieu, à Soweto, les obsèques des victimes des récents affrontements entre groupes rivaux noirs.

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

Les habitants des ghettos noirs à *Johannesburg, où se sont affrontés* ces deux dernières semaines partisans du Congrès national africain (ANC) et du mouvement zoulou Inkatha, ne sont plus sûrs de rien. Aujourd'hui, c'est l'accalmie, mais demain, sous n'importe quel prétexte, les violences ne risquent-elles pas de reprendre de plus belle comme un feu de brousse mal éteint ?

Quoi d'étonnant à cela ? Vaille que vaille, une nouvelle Afrique du Sud, débarrassée du système de l'apartheid, est en train de se construire. Ceux qui s'en alarment, comme ceux qui revendiquent une place à la mesure de l'importance qu'ils se donnent, commencent à s'agiter en tous sens pour arriver à leurs fins. Dans un pays où, pour beaucoup, l'intolérance est encore une seconde nature, il paraît difficile de passer en douceur de l'ordre ancien à un ordre nouveau.

Ce n'est pas un hasard si les affrontements dans les cités noires ont commencé le 13 août, une semaine après l'accord de prénégociation conclu entre le gouvernement et l'ANC. La voie était ainsi ouverte à de vraies négociations sur le contenu d'une nouvelle Constitution, élargies aux autres composantes de l'échiquier politique.

M. Mangosuthu Buthelezi, chef de la très remuante Inkatha, a donc voulu sans tarder prendre date à sa manière. Le temps de régler son contentieux avec le pouvoir – libération des prisonniers et retour des exilés, levée de l'état d'urgence et suspension de la lutte armée –, l'ANC s'était trouvée en *position de meneur de jeu, d'interlocuteur privilégié* – pour ne pas dire unique, – au grand dam de ses adversaires blancs et noirs. De son côté, le président Frederik De Klerk avait hâte de ne plus réduire la vie politique à des tête-à-tête avec Nelson Mandela et d'ouvrir la négociation aux *« autres forces représentatives »* du pays censées être plus conciliantes.

La carte tribale

Partisan d'une *« révolution tranquille »*, M. Buthelezi n'a, paradoxalement, pas trouvé de meilleure arme que celle de la violence pour rappeler à ceux qui, du côté de l'ANC, auraient été tentés de l'oublier, que dans les futures discussions il fallait compter avec lui. Dans son fief du Natal, où il se bat depuis trois ans pour imposer sa loi – on y compte déjà plus de trois mille morts, – il a donc tenté d'exporter la guerre dans la région de Johannesburg en jouant sur les frustrations des Zoulous venus en grand nombre y chercher du travail.

Tout en misant sur la carte tribale *(les quelque six millions de* Zoulous forment la plus importante ethnie du pays), ce transfuge de l'ANC veut à tout prix acquérir une stature nationale. Aussi a-t-il essayé de lier le retour au calme à une rencontre avec celui qu'il aurait tendance à considérer comme son *égal*, Nelson Mandela.

Au cours d'un rassemblement à Durban fin février, le vice-président de l'ANC n'avait-il pas émis l'espoir de *« partager un jour la même tribune »* avec son ancien compagnon de route, même si des *« différences fondamentales »* les avaient opposés sur la manière de conduire le combat contre l'apartheid ? Rendez-vous avait été pris pour le 2 avril à Pietermaritzburg, mais, jugeant que *« l'atmosphère n'était pas idéale »*, il avait déclaré forfait à la dernière minute, sous la pression de certains de ses *« camarades »* soucieux de ne pas faire la partie belle à ce *« collaborateur du pouvoir blanc »*.

Nelson Mandela ne pourra pas indéfiniment ignorer M. Buthelezi. Mais si, à la demande insistante de M. De Klerk, il a accepté, semble-t-il, le principe d'une telle rencontre, il tient à demeurer maître de son agenda. Pas question pour lui de céder au chantage du chef de l'Inkatha, de parler avec lui à chaud.

Et ce d'autant moins que si ce politicien retors et quelque peu mégalomane manipule des membres de son ethnie, il est lui aussi très probablement manipulé par ceux qui, au sein de la communauté blanche, prônent le statu quo. Ils trouvent en effet plus habile et plus sage d'agir par personnes interposées pour tenter de bloquer le processus de négociation. Il est ainsi avéré que lors des récents affrontements certains éléments de la police ont couvert des agissements criminels des commandos de l'Inkatha.

Pas de solution de rechange

Quoi qu'il en soit, l'ANC a encore du mal à ne pas succomber à la tentation totalitaire. Il s'attribue *« une responsabilité particulière »* pour conduire la marche vers une *« nouvelle Afrique du Sud »*. L'ancienneté de son engagement – la création du mouvement nationaliste remonte à 1912 – et sa combativité lui donnent à penser qu'il mérite une place de choix sur l'échiquier politique. Seul le verdict des urnes – lorsque les Noirs seront enfin invités à voter – dira où vont leurs préférences. Mieux que de fallacieux sondages.

Au reste, l'après-apartheid conduira inévitablement à une recomposition du paysage politique. Déjà, l'Inkatha a évoqué la possibilité de faire alliance avec le Parti national (NP) au pouvoir, considéré comme un *« partenaire potentiel séduisant »*. Le NP, quant à lui, s'apprête à lancer une vaste campagne d'information pour élargir, toutes communautés confondues, le cercle de ses sympathisants.

Dans l'immédiat, la question – ô combien épineuse ! – est de savoir qui prendra place autour de la table de négociation, selon quels critères et suivant quelles procédures les constituants seront choisis. Malgré la violence inouïe des derniers affrontements qui ont fait plus de cinq cent dix morts, ce processus de paix n'est pour le moment remis en cause ni par le gouvernement ni par l'ANC, pour la bonne raison qu'il n'y a aucune solution de rechange.

M. Buthelezi avoue qu'ici, comme ailleurs sur le *continent*, *« les Noirs ne sont pas des anges »*. Est-ce à dire que le changement de pouvoir en Afrique du Sud s'opérera aussi douloureusement qu'au Libéria ?

JACQUES DE BARRIN

LIBERIA : alors que les « casques bleus » débarquent à Monrovia

Les chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest tentent d'imposer un président intérimaire

Le président gambien, M. Dawada Jawara, a confirmé son intention d'organiser une table ronde avec les différentes factions libériennes, lundi 27 août à Banjul, afin de négocier un cessez-le-feu et de désigner un gouvernement de transition au Liberia. Les principaux protagonistes du conflit – les partisans du président Samuel Doe et ceux du rebelle Charles Taylor – se sont déclarés hostiles à la tenue de cette réunion. Seul, Prince Johnson, le « rebelle dissident », a donné son accord.

Selon des sources proches de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le futur président de ce gouvernement pourrait être le docteur Amos Sawyerr, ancien professeur de sciences politiques à l'université de Monrovia. Après avoir fondé, en 1982, un parti d'opposition au président Doe, il avait été emprisonné pendant un an puis contraint à l'exil. Réfugié aux Etats-Unis, le docteur Sawyerr présidait l'Association pour la démocratie constitutionnelle au Liberia (ADCL).

L'enjeu de cette nomination serait de couper l'herbe sous le pied du rebelle Charles Taylor, dont les hommes se sont brièvement opposés, samedi matin à Monrovia, au débarquement des troupes de la force d'interposition de la CEDEAO. Les « casques bleus » ouest-africains ont réussi à repousser ces attaques au cours desquelles cinq ou six soldats ont été blessés et plusieurs rebelles arrêtés. – *(AFP, AP, Reuter.)*

AMÉRIQUES

Un palace volant pour le président Bush

Suite avec lits jumeaux et salle de bain, quatre ordinateurs, 85 téléphones, un petit hôpital... C'est un véritable palace volant dont va prendre possession le président Bush, l'avion de transport le plus perfectionné, le plus confortable-et le plus cher-jamais construit.

Avec près de deux ans de retard du à d'extrêmes complexités électroniques, la compagnie Boeing a livré jeudi 23 août le nouvel « Air Force One », un 747 qui remplacera le vénérable 707 ayant servi de Maison Blanche volante à sept présidents américains. L'ancien pilote de l'aéronavale qu'est M. Bush devrait pouvoir s'émerveiller de son nouvel avion dès le mois de septembre.

HAÏTI

Les ministres démissionnaires ont été remplacés

Le président provisoire d'Haïti, Mme Ertha Pascal Trouillot, a remplacé les membres de son gouvernement qui avaient démissionné vendredi 24 août pour exprimer leur désaccord avec la politique suivie par le chef de l'Etat.

Les nouveaux ministres nommés sont :

– Alex Toussaint, haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, qui remplace à la tête de la diplomatie haïtienne M. Kesler Clermont, démissionnaire,

– André Jean-Louis à l'agriculture, aux ressources naturelles et au développement rural où il remplace M. Lionel Richard, démissionnaire ; M. Jean-Louis était haut fonctionnaire à ce même ministère,

– Jean Mainville, qui était directeur de la section industrie au ministère du commerce et de l'industrie prend la direction de ce même ministère, remplaçant M. Maurice Lafortune, démissionnaire,

– Chavanne Douyon, un éducateur de l'éducation nationale où il remplace M. Charles Tardieu, démissionnaire,

– Carlo Désinor, un médecin et journaliste qui occupait les fonctions de ministre de l'information et de la coordination et qui devient ministre des affaires sociales en remplacement de Mme Claudette Werleigh, démissionnaire,

– Alfred Mentor à l'information et à la coordination, où il remplace le docteur Carlo Désinor. M. Mentor était directeur général à ce même ministère.

Les autres membres du cabinet restent inchangés. – *(AFP.)*

POLITIQUE

Réunis en université d'été à Strasbourg

Les rocardiens dénoncent « l'intégrisme écologique »

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Après les amis de M. Laurent Fabius en juillet à Poitiers (*le Monde* du 10 juillet), les rocardiens, réunis en université d'été à Strasbourg, les vendredi 24 et samedi 25 août, ont consacré à l'écologie l'essentiel de leurs travaux, dénonçant à cette occasion *« l'intégrisme écologique »*.

La problématique de départ – réaliser la *« synthèse »* entre l'écologie et le socialisme – est la même pour les fabiusiens et les rocadiens, tout comme sont similaires les tâches qu'ils assignent à leur parti pour parvenir à cette *« synthèse »*. En revanche, alors que M. Fabius s'en était surtout tenu, à Poitiers, à ce premier aspect des choses, les amis du premier ministre se sont démarqués du président de l'Assemblée nationale en multipliant critiques et interpellations à l'égard des « Verts » de M. Antoine Waechter.

De M. Jean-Pierre Sueur, député du Loiret, premier orateur, samedi matin, à M. Gérard Lindeperg, coordinateur national du courant, qui a clôturé les travaux samedi soir, la quasi-totalité des intervenants ont rivalisé de propos, parfois aigre-doux, parfois franchement désagréables, à l'égard des écologistes réputés « purs et durs », au premier rang desquels figurent, à leurs yeux, bon nombre des amis de M. Waechter. Ce qui fit dire à l'un des participants, dans les couloirs du Palais des congrès de Strasbourg, avec une perfidie délibérée, que les rocardiens manifestent *« plus d'exigence et moins de soumission »* que M. Fabius vis-à-vis du mouvement écologiste.

Ainsi, notamment, M. Sueur a-t-il mis en cause *« l'intégrisme écologique »* en affirmant que l'écologie est aujourd'hui une *« composante essentielle »* du combat pour la démocratie et la justice et qu'il y a *« imposture philosophique »* à défendre une *« alternative »* écologiste globale. Député européen, M. Gérard Fuchs a jugé que *« le risque d'un totalitarisme de l'environnement est un risque réel »*. Député du Val-d'Oise, M. Alain Richard a souligné que les « Verts » ont déjà *« tous les travers »* d'une force politique, tandis que M. Lindeperg soutenait que le parti Vert, *« même quand il pose de bonnes questions, apporte de mauvaises réponses »* et que l'écologie est donc *« un problème trop important pour le laisser au parti Vert »*.

L'attitude des rocardiens vis-à-vis des « Verts » est cohérente avec l'analyse de l'Hôtel Matignon qui juge que M. Brice Lalonde, le secrétaire d'Etat à l'environnement, est en train de tailler des croupières, dans la partie de l'opinion sensible à ces questions, à M. Waechter. Les rocardiens se sentent d'autant plus fondés à enfoncer le clou que, disent-ils, un débat serait en train de s'instaurer au sein du parti des « Verts » autour des thèmes soulevés à Strasbourg – c'est-à-dire, schématiquement, le choix d'une écologie pour l'homme ou, au contraire, sans l'homme, voire contre l'homme.

Diviser les Verts

En interpellant les « Verts », les rocardiens veulent les priver d'une position d'opposants plutôt confortable. L'idée est d'exploiter les présumées dissensions internes en appuyant là où ça fait mal, et même, si l'occasion se présente, de contribuer à diviser le mouvement, afin d'isoler les *« intégristes »* tout en ralliant les autres à la majorité présidentielle.

Cette tactique, si elle réussit, peut effectivement détourner du vote « Vert » une partie de ceux qui s'y sont ralliés, faute de mieux, sans épouser l'ensemble des thèses de M. Waechter. Mais les réticences manifestées par les rocardiens pour enfourcher, sans se poser de questions, le cheval de l'écologie peuvent aussi, notamment parmi les jeunes, accréditer l'idée que les amis du premier ministre sont beaucoup plus sensibles à la dimension politique et électorale du problème qu'aux questions de fond soulevées par les écologistes.

Ce risque est d'autant plus réel que les rocardiens – qu'ils le veuillent ou non – ont partagé avec les autres socialistes la responsabilité collective de la myopie persistante du PS sur ce sujet, jusqu'en 1988. En outre, les rocardiens, à Strasbourg, n'ont guère montré beaucoup d'imagination. Les quelques orientations ou propositions concrètes avancées (budget écologique de la nation, intégration de cette dimension dans la fiscalité, mise en œuvre d'un développement moins productiviste, définition d'un nouvel internationalisme, d'un projet politique moins collectiviste, etc.) avaient toutes déjà été formulées à Poitiers par M. Fabius.

Jusqu'à nouvel ordre, c'est donc sur les épaules de M. Lalonde que repose la « crédibilité écologique » de la majorité. M. Lalonde le sait, qui prêche inlassablement pour une écologie « humaniste », tout en jetant avec ardeur moult pavés dans la mare. Dans ce registre, le secrétaire d'Etat a fait, comme à l'accoutumée, un « tabac ». Après avoir daubé, à son tour, sur le *« poujadisme écologique »* et sur *« le parti vert, qui cherche à Lourdes l'inspiration divine »*, M. Lalonde a demandé que l'on fasse *« attention de ne pas annuler par des inégalités écologiques des gains en termes monétaires »*. Le secrétaire d'Etat a souligné les effets pervers, pour les populations, du développement des autoroutes. Pour lui, *« l'industrie automobile devient folle »*. La course à la vitesse engagée entre les constructeurs allemands l'incite à suggérer, dans une demi-boutade, de *« suspendre l'importation des véhicules d'origine allemande »*.

Tout en étant *« heureux de participer à ce gouvernement »*, M. Lalonde a encore souligné : *« L'outil que j'ai actuellement est défaillant. »* Enfin, le secrétaire d'Etat a lancé : *« Je plaide pour que le politique s'affirme, que le Parlement s'affirme (...), je ne confonds pas les questions du mercredi avec le travail parlementaire ! »* (1).

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) M. Lalonde avait déclaré, le 19 avril à Cahors, que la vie politique française est *« nulle »* et qu'il va au Parlement *« parce qu'il paraît qu'il faut qu'on y aille »*.

□ **Les rocardiens *« pôle de rassemblement »* au PS.** – A l'occasion de l'université d'été des amis de M. Michel Rocard réunie à Strasbourg, M. Gérard Lindeperg, coordinateur national de ce courant, a déclaré, vendredi 24 août, que le congrès socialiste de Rennes du mois de mars avait représenté *« un tournant historique »* pour le courant rocardien. Selon lui, le PS passe *« d'un système de fonctionnement fondé sur un axe majoritaire à un système inédit où, personne n'ayant la majorité, chacun se retrouve à égalité de droits et de devoirs »*. Les rocardiens doivent donc constituer, selon lui, *« un môle de stabilité et un pôle de rassemblement »* au sein du PS.

Au Parti socialiste

Le courant de M. Poperen retrouve son unité

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a réuni ses amis, du samedi 25 au lundi 27 août, pour une « université d'été » à Hourtin, en Gironde. Ce courant du Parti socialiste, qui avait réuni 7 % des mandats au congrès de Rennes, en mars dernier, avait connu, ensuite, quelques tensions internes, marquées par un désaccord feutré entre son chef de file et son numéro deux, M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes. La réunion d'Hourtin concrétise, au contraire, un retour à l'unité, qui repose davantage sur des questions communes que sur les réponses à y apporter.

HOURTIN (Gironde)

de notre envoyé spécial

Mme Marie-Thérèse Mutin, ancien premier secrétaire de la fédération socialiste de la Côte-d'Or, est un des personnages les plus populaires du courant Poperen. Cette petite femme énergique, qui cultive le franc-parler et l'irrévérence, est quasiment assurée, avant même de monter à la tribune, des applaudissements qu'elle recueillera. Samedi 25 août, à Hourtin, Mme Mutin a, une fois de plus, fait plaisir à ses camarades en leur confiant qu'elle avait songé, après le congrès de Rennes, à quitter le PS, mais qu'elle avait décidé, finalement, d'y rester pour *« essayer de faire en sorte qu'il redevienne un grand parti de transformation sociale du mouvement ouvrier »*.

« Essayer quand même » pourrait être la devise des poperénistes cinq mois après un congrès qui aura probablement été celui de leur dernière tentative pour porter leur chef de file au poste de premier secrétaire du PS. Amer, M. Poperen diagnostiquait alors, dans son bulletin hebdomadaire, *Synthèse-Flash*, la suprématie acquise au sein du PS par le courant issu de la gauche chrétienne, dont la caractéristique serait de renoncer, en fait, à tout projet de transformation sociale, au profit d'une gestion consensuelle, immobile, fataliste, mais non pas indolore pour tous ceux qui souffrent de l'aggravation des inégalités. Le ministre des relations avec le Parlement, ancien numéro deux du PS, songeait à une rupture radicale avec la rigueur économique, qu'il avait pourtant lui-même, défendue, et à une conversion écologiste, qui laissait une partie de ses amis perplexes.

Solidarité ou justice sociale ?

M. Poperen n'a pas renoncé à fustiger le *« productivisme »* dans ses deux versions – libérale à l'Ouest, étatiste à l'Est, – ni à dénoncer, dans l'idéologie aujourd'hui dominante à gauche, la substitution de la *« solidarité »* à la *« justice sociale »* et celle du *« consensus »* à la *« dialectique des forces sociales »*. Pour lui, si l'*« identité »* des socialistes *« s'est modifiée parce que le monde a changé »*, ils n'ont pas pour autant *« changé d'identité »*. *« La liberté par l'équité »* reste, selon M. Poperen, le credo philosophique de tout socialiste, et il doit conduire à la recherche de *« nouveaux équilibres »* au sein de notre société comme entre le monde industriellement développé et le tiers-monde, et entre *« la croissance, le milieu naturel et la démographie »*.

Dans la crise du Golfe, le ministre des relations avec le Parlement voit la première manifestation majeure de l'opposition, dans un monde devenu *« unipolaire »*, entre les pauvres et les riches. Non que M. Saddam Hussein lui apparaisse comme animé par une légitime volonté de faire évoluer le rapport des forces en faveur des premiers : M. Poperen voit au contraire, dans l'aventure saddamiste, la tentative d'un dictateur pour exploiter à son profit une situation génératrice de souffrances et de frustrations. De même que *« seule la justice sociale peut couper les racines du lepénisme populaire »*, M. Poperen estime que *« c'est l'équité mondiale qui enlèvera à Saddam ses légions »*.

PATRICK JARREAU

M. Alain Rodet a été élu maire de Limoges

LIMOGES

de notre correspondant

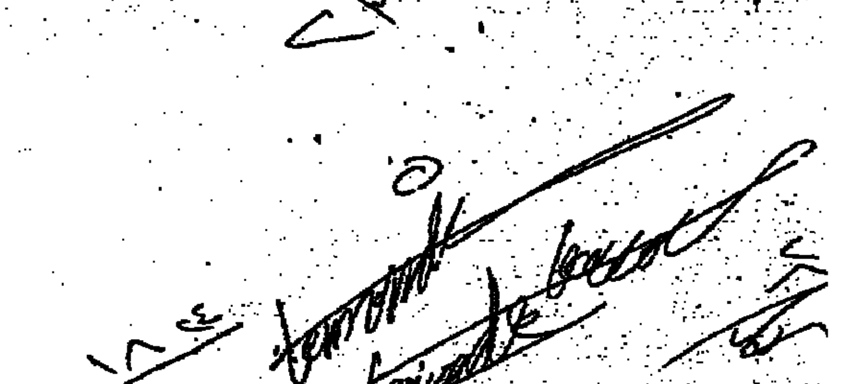
M. Alain Rodet (PS) a été élu maire par le conseil municipal de Limoges réuni dimanche matin 26 août. Son élection ne faisait plus de doute compte tenu des soutiens dont il avait bénéficié face à son concurrent, M. Robert Savy, président du conseil régional du Limousin, au sein de l'appareil du PS et parmi les militants socialistes de Limoges (*le Monde* daté 26-27 août). M. Robert Savy avait retiré sa candidature la veille.

M. Rodet a recueilli trente-neuf voix, celles du groupe socialiste et des apparentés (vingt-neuf élus) et celles du groupe communiste (dix élus). Les onze conseillers de l'opposition de droite n'ont pas pris part au vote. Le seul candidat opposé à M. Alain Rodet était un écologiste, M. Jean-Louis Ranc, qui a obtenu quatre voix sur les cinq que comptent les Verts au conseil municipal de Limoges. M. Robert Savy, malgré son retrait, a obtenu une voix.

Quinze maires adjoints ont été élus, neuf socialistes, trois communistes, deux personnalités indépendantes et un écologiste.

G. C.

[M. Alain-Rodet, né le 4 juin 1944 à Dieulefit (Drôme), est économiste, diplômé de la Fondation nationale de sciences politiques. Il est arrivé en Limousin en 1970 en qualité de chargé de mission pour le secteur des métiers à la rénovation rurale. Il a enseigné à l'IUT de Limoges, avant d'être chef de cabinet de M. André Chandernagor, président du conseil régional du Limousin de 1974 à 1981. Conseiller municipal de Limoges depuis 1971, conseiller général depuis 1976, adjoint au maire depuis 1977, député depuis 1981, il est l'auteur d'un ouvrage sur les *Commerçants et artisans* (éditions du Centurion, 1977), écrit alors qu'il était collaborateur national du Parti socialiste pour ce secteur.]



Un bilan catastrophique pour les forêts du Var

Les Maures, martyres du feu

Après cinq jours de lutte, les incendies de forêts dans le Midi ont été circonscrits samedi 25 août. Le bilan en est particulièrement lourd. S'ils n'ont fait aucune victime dans la population civile, ces incendies ont été à l'origine de deux accidents de camions qui se sont soldés par un mort et cinq blessés dans les rangs des sapeurs-pompiers. Au total, 23 000 hectares de forêts, de garrigues et de maquis ont été parcourus par les flammes, dont 12 500 hectares dans le seul massif des Maures.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Les Maures, massif martyr. Selon un bilan encore provisoire, le feu a parcouru, en cinq jours, le quart de sa superficie forestière. Du jamais vu depuis vingt-cinq ans. Les Maures pourtant constituent un massif cristallin où *« la nature,* comme l'explique M. Albert Maillet, chef du service forestier du département du Var, *a des potentialités de réaction plus fortes que dans les massifs calcaires ».*

La végétation y est, en effet, largement dominée par le chêne-liège (de 70 à 80 % dans les zones brûlées), essence particulièrement résistante au feu. *« Nous pourrons, à terme, recréer un peuplement en faisant l'économie d'un reboisement toujours aléatoire en terrains incendiés »*, précise M. Maillet. Le reverdissement du paysage sera assez rapide. Mais il faudra attendre plusieurs décennies avant que les arbres atteignent leur plein développement et une centaine d'années pour leur maturité... Sur le plan économique, les destructions auront, cependant, un impact limité, car les récoltes de liège dans les Maures sont assez faibles (de 200 à 800 tonnes par an) et les réserves plus que suffisantes.

Quant aux pins maritimes, ceux, rares, qui auront échappé aux flammes n'ont aucun avenir. Les races locales sont condamnées à périr sous les attaques de la terrible cochenille *Matsucocus Feytaudi*, qui dévaste depuis des décennies la forêt méditerranéenne. Si l'incendie a relativement épargné la magnifique châtaigneraie de Collobrières, le doyen et symbole de la forêt, dit *« châtaignier de Mme de Sévigné »*, âgé, assure-t-on, de plus de mille ans, a succombé dans la tourmente.

Dix hommes se tenant par la main en faisaient à peine le tour et on venait de loin pour l'admirer. Il a été abattu au bulldozer, après avoir brûlé pendant trois jours, pour sauver, à proximité, une plantation expérimentale de l'INRA.

En ce qui concerne la faune, beaucoup de sangliers ont probablement été victimes, dès les premières heures du sinistre, de la folle course du feu attisée par le mistral. L'incendie a durement éprouvé le peuplement de tortues d'Hermann, la dernière tortue terrestre et le vertébré le plus ancien (trente-cinq millions d'années) vivant en France, dont le massif des Maures est, à la fois, le lieu d'origine et l'unique sanctuaire. Selon M. Bernard Devaux, responsable du « Village des tortues » de Gonfaron, près de dix mille seraient mortes, soit 10 % environ du cheptel.

« On récupère d'un véritable K.-O, confie M. Guy Albisser, maire (PS) de Collobrières. *On va travailler deux fois plus pour panser les plaies. »* Le conseil général du Var a déjà décidé d'attribuer des secours substantiels aux communes sinistrées (1).

Pour *« sauver ce qui reste »*, jusqu'aux pluies d'automne, M. André Werpin, maire (PS) de La Garde-Freinet et président de l'union régionale des communes forestières de Provence-Alpes-Côte d'Azur, préconise, pour sa part, le développement du guet aérien armé, puis un nouvel effort d'aménagement du massif en pistes et points d'eau, ainsi que la création de grandes coupures agricoles (en subventionnant les agriculteurs). C'est-à-dire encore beaucoup d'argent et des sacrifices supplémentaires pour les contribuables, car *« la sécurité coûte cher et il ne faut pas entretenir l'illusion qu'on peut l'obtenir à moindre prix »* ...

GUY PORTE

(1) Six communes ont été touchées, dont celles, particulièrement éprouvées, de Bormes-les-Mimosas, La Londe-les-Maures, Collobrières et Pierrefeu-du-Var.

Incendiaires en tout genre

Une petite bombe incendiaire a été découverte par un passant, vendredi 24 août, en bordure de la basse-corniche, près de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes). Il s'agirait d'une pièce d'artillerie d'origine militaire reliée à un réveil-matin, l'ensemble étant alimenté par deux piles électriques. L'engin avait été conçu pour provoquer une forte déflagration susceptible de communiquer le feu à la végétation toute proche. Le parquet de Nice a ouvert une information judiciaire.

D'autre part, à La Londe-les-Maures (Var), on a également trouvé, dans des broussailles, un dispositif rudimentaire de mise à feu, composé d'une... bougie de ménage entourée de papier toilette. Pour le maire (sans étiq.) de la commune voisine de Bormes-les-Mimosas, M. Michel Lambotin, *« il ne fait aucun doute »* que la majeure partie des 19 incendies qui se sont produits sur sa commune depuis le 14 février dernier avait une origine criminelle.

Un adolescent de seize ans, enfin, a été interpellé et placé en garde à vue, dimanche 26 août, près de Nice, à la suite d'un départ de feu rapidement maîtrisé par les pompiers. Il aurait été aperçu sur les lieux de l'incendie par plusieur personnes muni d'un chiffon et d'une bouteille de White Spirit.

G. P.

Le cyclone « Gustave » au large de la Guadeloupe

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Avec des vents soufflant à 130 km/h et poussant des pointes à 155 km/h, le cyclone « Gustave » tourne au large de la Guadeloupe. L'alerte numéro un du plan Orsec a été déclenchée sur l'île dimanche 26 août. Depuis, un lancinant appel radio répète les consignes de sécurité : *« Consolidez portes et fenêtres; mettez à l'abri les objets encombrants; faites des réserves d'eau potable. »* Stations-service, supermarchés, épiceries et quincailleries ont rouvert leurs portes, devant lesquelles se sont aussitôt pressées des files d'attente. Des bougies aux conserves, de l'essence à l'eau minérale, du contreplaqué aux billets de banque, tout ce qui peut permettre de tenir durant le cyclone a été pris d'assaut.

Le souvenir du catastrophique cyclone « Hugo » de septembre 1989 est encore dans tous les esprits. Les îles ont donc à nouveau résonné du bruit sourd des marteaux bloquant portes et fenêtres, du froissement métallique des tôles ondulées que l'on renforce sur les toits, du crissement des rubans adhésifs que partout on entrecroise sur les carreaux. Puis a commencé l'attente, alors que pas une feuille ne bougeait encore. Même pas une brise d'alizé ! S'il venait, « Gustave » devrait toucher la Guadeloupe lundi 27 août durant la soirée.

EDDY NEDELJKOVIC

□ **Inculpation d'un vigile pyromane.** – Un vigile âgé de vingt-six ans, soupçonné d'avoir allumé vingt et un feux à l'hôtel Garden Beach de Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes) et au Carlton de Cannes entre le 9 et le 23 août, a été inculpé, samedi 25 août, d'incendies criminels et écroué à la maison d'arrêt de Grasse (Alpes-Maritimes). Jean-Adrien Lobbrecht, qui a déclaré n'avoir pas agi par vengeance, sera soumis à une expertise psychiatrique.

□ **Des centaines de caves inondées à Douai (Nord).** – Un violent orage s'est abattu samedi après-midi 25 août sur la ville de Douai (Nord), y causant d'importants dégâts. Les canalisations ayant été saturées, les rues du centre-ville ont été recouvertes de 30 cm d'eau. Les caves de deux cliniques ont été inondées, ainsi que celles de plusieurs centaines d'habitations.

ARCHÉOLOGIE

Une nouvelle armée de terre cuite découverte en Chine

Une nouvelle armée de terre cuite aurait été découverte à 25 kilomètres au nord de Xi'an (Chine centrale) en mars dernier au cours de travaux de construction d'une route. Contrairement à l'armée découverte à partir de 1974 dans le village de Xiyang (à 30 kilomètres à l'est de Xi'an) qui est un peu plus grande que nature et qui gardait la tombe du premier empereur Qin Shihuangdi (221-210 avant Jésus-Christ), les statuettes découvertes en mars dernier seraient hautes seulement d'une soixantaine de centimètres et seraient l'escorte funèbre de Jingdi, un empereur qui a régné de 151 à 141 avant Jésus-Christ et qui appartient à la dynastie des Han (206 avant Jésus-Christ – 220 après Jésus-Christ).

On y compte des dizaines de milliers de statuettes d'hommes, de jeunes garçons nus, ainsi que de chevaux, alignées en rangées successives dans des sortes de caveaux s'étendant sur une surface aussi vaste qu'une dizaine de terrains de football. Chaque statuette serait très finement modelée et chacune serait différente des autres. Les figures seraient soit souriantes, soit sérieuses. L'ensemble serait d'une facture de qualité exceptionnelle.

REPÈRES

ÉDUCATION

M. Jospin rouvre le débat sur la physique et la chimie

Le ministre de l'éducation, au cours du Forum RMC-*Libération* du dimanche 26 août, s'est déclaré prêt à engager le débat avec les représentants des syndicats d'enseignants sur la suppression des cours de physique et de chimie, prévue à partir de la rentrée 1991 en classe de 6e et de la rentrée 1992 en 5e par deux arrêtés publiés le 27 juillet dernier.

« Je n'accepte pas l'argument selon lequel ce serait pour faire uniquement des économies de postes qu'on propose de ne plus enseigner la physique et la chimie en 6e et 5e, pour renforcer ce programme en 4e », a souligné le ministre. Les syndicats d'enseignants auront cependant beau jeu de rappeler que le débat a eu lieu début juillet au Conseil supérieur de l'éducation et que l'ensemble des organisations d'enseignants et les associations de parents d'élèves, à l'exception de la FCPE, s'étaient alors prononcés contre le projet du ministère.

ENVIRONNEMENT

Le Tiercé retardé par des chasseurs

Le prix de Lancel, course servant de support au Tiercé, a été retardé, dimanche 26 août sur l'hippodrome de Deauville, à la suite d'une intervention de plusieurs centaines de personnes appartenant à l'Association des chasseurs d'oiseaux migrateurs du Calvados (plus de 23 000 adhérents). Profitant de la présence de la télévision, les chasseurs entendaient ainsi protester contre la date, à leurs yeux trop tardive, de l'ouverture de la chasse au gibier d'eau à l'intérieur des terres, fixée par le préfet au 5 août. Le Rassemblement des opposants à la chasse (ROC) a condamné la prétention des chasseurs *« à décider seuls des espèces à tuer et de la longueur des périodes de chasse. Comme pour l'ours,* affirme-t-il, *ce qui motive les porteurs de fusil n'est pas la protection des espèces, mais leur simple plaisir. »*

SCIENCES

La Turquie choisit Aérospatiale pour ses satellites de télécommunications

Les Postes turques viennent de choisir un consortium européen, conduit par l'Aérospatiale, pour la construction d'un système de télécommunications par satellite (Turksat) qui devrait être opérationnel en 1993. Aux termes de ce contrat, dont le montant et les modalités restent à préciser, l'Aérospatiale fournira deux satellites (téléphone, télévision, communications d'affaires et liaisons avec des mobiles), ainsi qu'une station au sol permettant de contrôler les deux engins.

Cette affaire vient à point nommé pour l'Aérospatiale, qui n'avait pas gagné de contrat dans le domaine des télécommunications spatiales depuis quelques années. Le dernier remontait à la signature du contrat Eutelsat-II, dont le premier satellite va être lancé par Ariane dans les prochains jours.

EN BREF

□ **Profanation de douze tombes juives dans deux cimetières de l'Eure.** – Douze tombes juives ont été profanées, dans la nuit du samedi 25 au dimanche 26 août, dans les cimetières voisins d'Evreux et de Gravigny (Eure) : étoiles de David arrachées, plaques funéraires brisées, stèles décollées... On a même retrouvé des excréments sur une des tombes d'Evreux. Aucune inscription n'a été relevée.

□ **Suicide d'un détenu placé en isolement à Bois-d'Arcy.** – Un détenu de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) s'est pendu, samedi 25 août, à la potence du téléviseur de sa cellule où il avait été placé en isolement. Inculpé d'infraction à la législation sur les stupéfiants, Eric Franiatte, un franco-américain âgé de trente-six ans, avait récemment écrit à un de ses proches qu'il pensait *« ne pas avoir le courage de faire long feu ici »*.

□ **La lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue.** – Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue, la direction générale des douanes à Paris a adressé, vendredi 24 août, les coordonnées du secrétariat général du TRACFIN (Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins), à toutes les institutions financières françaises. Le TRACFIN, créé en mai dernier, est composé d'une douzaine de fonctionnaires, principalement des douanes, dirigés par M. Jean-Claude Saffache. Il est installé au 27, rue de l'Université dans le septième arrondissement de Paris, tél. : 42 86 00 67.

MÉDECINE

En l'absence de législation sur la mort cérébrale

Les transplantations d'organes divisent le Japon

La mort du petit Yuya Sugimoto, vendredi 24 août, a relancé le débat sur les transplantations d'organes au Japon. Agé d'un an et neuf mois, l'enfant, atteint d'une malformation congénitale, avait reçu une partie du foie de son père en novembre dernier. C'était la première opération de ce genre réalisée au Japon et la quatrième dans le monde.

TOKYO

de notre correspondant

Interrogé sur la poursuite d'interventions aussi sophistiquées, le docteur Naofuni Nagasue, qui opéra le petit Yuya, a répondu au cours d'une conférence de presse : *« Nous y sommes contraints, tant que les malades n'auront pas d'autres choix. »* Allusion évidente au tabou qui frappe toujours au Japon les transplantations d'organes prélevés sur des personnes en état de mort cérébrale.

Pour contourner ce tabou, renforcé par une absence de définition légale de la mort cérébrale, les chirurgiens doivent se livrer à des prodiges. En décembre 1989, une femme de vingt-neuf ans a dû subir une double opération : ablation du cœur présentant une tumeur et réimplantation de celui-ci après avoir été soigné. Deux interventions jugées plus complexes et risquées que la transplantation d'un cœur prélevé sur une personne décédée.

En mars dernier, le gouvernement a mis sur pied un organisme consultatif chargé d'étudier les conditions de réalisation des transplantations d'organes et de proposer une définition de la mort cérébrale. Un projet de loi attend devant le Parlement depuis près de deux ans (*le Monde* du 1er décembre 1988).

Dix ans de procès

La transplantation d'organes prélevés sur une personne en état de mort cérébrale a été pratiquement suspendue à la suite d'une opération effectuée en 1968 par le docteur Juro Wada, qui avait greffé le cœur d'un de ses patients, dont il avait diagnostiqué la mort cérébrale, chez un jeune homme souffrant d'insuffisance cardiaque : le chirurgien avait été traîné devant les tribunaux pour *« négligences professionnelles ayant entraîné la mort »*.

Son procès a duré dix ans. Bien qu'il n'ait pas été condamné, ce précédent a constitué une sérieuse dissuasion.

De nombreux praticiens ont, depuis, pris position en faveur de telles transplantations d'organes. La commission de déontologie médicale de l'université d'Osaka, après celle de l'université de Tokyo, s'est récemment déclarée favorable à la transplantation de rein, de cœur et de foie prélevés sur des personnes déclarées cérébralement mortes.

L'Ordre des médecins pour sa part a donné, en janvier 1988, une définition de la mort cérébrale. Le nombre des transplantations d'organes reste néanmoins faible au Japon.

Selon une enquête de la Société japonaise en faveur des transplantations d'organes, publiée le 20 août, on a compté l'année dernière 757 greffes de reins, dont 233 furent prélevés sur des personnes dont le cerveau ou le cœur avaient cessé de fonctionner. *« En ce qui concerne les transplantations plus délicates du cœur ou du foie, de grands progrès sont encore à accomplir »*, estime le professeur Takao Sonoda, de l'université d'Osaka, auteur du rapport. Aucun progrès ne pourra être accompli avant le dépôt des conclusions de la commission gouvernementale.

Faible confiance dans le médecin

L'opposition n'en reste pas moins encore vigoureuse. Selon le docteur Katsunori Honda, de l'université de Tokyo, une définition de la mort cérébrale est dangereuse, car elle pourrait se traduire par de graves atteintes aux droits des malades (notamment des retardés mentaux et des pauvres). Le docteur Honda dirige une association de défense des droits du malade, qui a intenté des poursuites après cinq transplantations effectuées depuis 1960.

Dans un pays où l'opinion publique reste attachée à de vieilles croyances sur une phase transitoire entre la vie et la mort, et tient par conséquent à préserver l'intégrité du corps des défunts – car l'âme serait supposée y demeurer pendant quelque temps après le décès, – l'idée de mort par simple arrêt de l'irrigation du cerveau a quelques difficultés à s'imposer. L'euthanasie, en revanche, ne paraît guère faire de problème : l'Ordre des médecins a reconnu récemment le droit du malade à une *« mort dans la dignité »*.

Selon le professeur Michio Nagai, ancien ministre de l'éducation, qui préside la commission chargée par le gouvernement d'étudier le problème des transpantations d'organes, la question n'est pas seulement d'ordre culturel ou religieux. *« Le problème fondamental est celui de la confiance dans la profession médicale,* explique-t-il. *Or au Japon, elle est plus faible qu'ailleurs. Seul un climat de confiance entre le corps médical et la population nous permettra de faire accepter le principe de la mort cérébrale. »* Un débat au moins aussi délicat que celui des transplantations d'organes s'ouvre ainsi : celui de l'image du praticien dans l'opinion publique.

PHILIPPE PONS

Epidémie soudaine en Côte-d'Ivoire

Le sida, première cause de mortalité à Abidjan

La gravité de l'épidémie de sida qui frappe la Côte-d'Ivoire se confirme. Selon une étude menée sous l'égide du Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta et publiée dans le dernier numéro (daté du 17 août) de l'hebdomadaire scientifique américain *Science*, 41 % des adultes de sexe masculin et 32 % des adultes de sexe féminin, morts en 1988 et 1989 à Abidjan, étaient séropositifs. Dans 15 % des cas pour les hommes et dans 13 % des cas pour les femmes, la cause du décès était directement imputable au sida.

Ces données confirment l'étendue, autant que la soudaineté de l'épidémie dans cette région d'Afrique de l'Ouest : il y a six ans, la Côte-d'Ivoire était connue pour être l'un des rares pays d'Afrique noire relativement épargnés par le sida. De tels chiffres ne manquent pas d'inquiéter les autorités sanitaires ivoiriennes. D'autant, font-elles remarquer, qu'ils sont probablement sous-estimés.

Si l'on s'en tient à ces données, le sida est d'ores et déjà devenu la première cause de mortalité chez les adultes de sexe masculin d'Abidjan et la deuxième chez les femmes (après les causes obstétricales et les accidents liés aux avortements).

F. N.

□ **Niger : 15 millions de francs pour lutter contre le sida .** – Le Niger va recevoir de divers bailleurs de fonds une enveloppe de 750 millions de francs CFA (15 millions de FF) pour son plan de lutte à moyen terme contre le sida. La moitié de cette somme sera destinée à la prévention. Le plan prévoit notamment l'équipement de trois nouveaux centres hospitaliers, qui viendront s'ajouter aux cinq déjà équipés pour les tests de depistage. Selon le docteur Ousseini Amadou, responsable du programme nigérien, on estime à 0,7 % le nombre des séropositifs dans la population nigérienne.

SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix de Belgique

Ayrton Senna en magicien victorieux

Pour la troisième année consécutive, le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) a remporté le Grand Prix de Belgique de formule 1 automobile, couru dimanche 26 août sur le circuit de Spa-Francorchamps. Alors qu'il ne reste plus que cinq courses à disputer cette saison, son avance au championnat du monde des pilotes est désormais de treize points sur *Alain Prost* (Ferrari), deuxième en Belgique.

Dans les milieux de la formule 1, Ayrton Senna a depuis longtemps un *surnom* : « Magic ». Sa virtuosité de surdoué au volant s'exprime pleinement dans ces exercices de vitesse pure que sont les séances de qualification, où le pilote se doit d'exploiter à leur *maximum* les possibilités de sa voiture pour réussir le meilleur temps possible sur un tour. A ce jeu-là, le Brésilien est inégalable. A Spa, il s'est montré le plus rapide des *pilotes pour* la quarante-huitième fois en cent cinq grands prix, reléguant loin derrière lui tous les grands noms de l'histoire de la formule 1, l'Ecossais Jim Clark (trente-trois *pole positions*), l'Argentin Juan-Manuel Fangio (vingt-huit), l'Autrichien Niki Lauda et le Brésilien Nelson Piquet (vingt-quatre) et Alain Prost (vingt).

A Spa-Francorchamps, Ayrton Senna a apporté une autre preuve de ses dons de magicien en escamotant la vedette à Alain Prost. A peine arrivé dans les Ardennes belges, le triple champion du monde avait annoncé la prolongation pour un an de son *contrat chez Ferrari. Le* pilote français avait de bonnes raisons de se réjouir. Son expérience et ses talents de metteur au point pour assurer le développement des mono*places rouge, avaient prévalu* aux yeux des responsables de la Scuderia sur la plus grande jeunesse et la virtuosité de son grand rival brésilien, qui convoitait le même volant.

Coup de bluff chez McLaren

Le week-end s'annonçait prometteur pour le pilote français, soulagé pour son avenir et enfin rassuré sur la fiabilité de la nouvelle version, plus puissante, du moteur V 12 Ferrari. *Le magnifique tracé vallonné* de Spa-Francorchamps, l'un des plus exigeants de la saison pour les moteurs, les châssis et les pilotes, lui offrait une belle occasion de com*bler une partie* de son retard au championnat sur Ayrton Senna, qui pouvait être handicapé par la moins bonne tenue de route des McLaren.

Dès le samedi matin, Ayrton Senna *était pourtant le premier à* faire parler de lui. Ron Dennis, directeur de l'écurie McLaren, qui souhaitait conserver le pilote brésilien pour les trois prochaines saisons, avait dû céder au souhait de ce dernier en signant un contrat d'un an seulement avec une *option pour* une saison supplémentaire. Ayrton Senna se réserve ainsi la possibilité de passer chez Ferrari à la fin de la saison prochaine ou de rester chez McLaren si le V 12 Honda domine ses concurrents.

Pour amener Ron Dennis à céder à ses exigences, Ayrton Senna a *tenté et réussi un joli coup de bluff* en lui laissant croire qu'il était en pourparlers avancés avec *Ferrari* – au point que le manager britannique avait repris contact avec Alain Prost, – mais qu'il était aussi très intéressé par l'écurie Williams-Renault. En misant sur la rivalité entre Ron Dennis et Franck Williams et *sur la concurrence entre Marlboro* et Camel, principaux commanditaires des deux écuries la saison prochaine, le Brésilien aurait réussi à faire monter les enchères à 15 millions de dollars. Mais, s'il donnait le change en discutant avec Franck Williams, *le Brésilien, pourtant si pointilleux* pour ses choix techniques, n'a même pas pris la peine de rencontrer les responsables de Renault pour s'informer de leurs projets.

Les derniers espoirs de Prost

Peut-être vexé par le choix des responsables de la Scuderia, Ayrton Senna s'est efforcé tout au long du week-end d'apporter la preuve qu'il pouvait exercer une domination sans partage sur la formule 1 en portant à quarante-huit son record de pole positions le samedi, puis en *signant le lendemain son vingt-cin*quième succès en grand prix au terme d'une course qu'il a menée de bout en bout.

Après deux départs annulés à la suite d'un carambolage provoqué par *Nigel Mansell (Ferrari)* et Nelson Piquet (Benetton-Ford) avant le premier virage en épingle, puis par un accident de Paolo Barilla (Minardi-Ford), Ayrton Senna a encore été *le plus prompt* à s'élancer la troisième fois. Et, malgré une voiture fonctionnant sans problème, Alain Prost, jamais distancé de plus de 12 secondes, n'a pu réussir à revenir dans ses roues en profitant du trafic ou de leur arrêt simultané pour changer de pneus à la mi-course.

Distancé de treize points au championnat du monde, Alain Prost n'a pas renoncé à conserver son titre. Presque toujours précédé sur la ligne de départ par le Brésilien, qui dispose d'un moteur Honda beaucoup *plus puissant* pour *les qualifi*cations et d'un châssis McLaren mieux équilibré depuis quelques semaines, le pilote français place ses derniers espoirs dans de nouvelles évolutions du moteur Ferrari. *« Ces évolutions se feront peut-être au détriment de la fiabilité, mais nous devons prendre ce risque*, explique-t-il. *En début de saison, notre objectif n'était pas d'être champion du monde cette année, mais de devenir compétitif face aux McLaren. Nous avons beaucoup progressé, mais nous restons en position d'outsider. Il sera toujours temps de chercher à assurer si nous devenons favori la saison prochaine. »*

GERARD ALBOUY

MOTOCYCLISME : Grand Prix de Tchécoslovaquie

Wayne Rainey, champion de la régularité

Vainqueur du Grand Prix motocycliste de Tchécoslovaquie, dimanche 26 août à Brno (Tchécoslovaquie), le Californien Wayne Rainey (Yamaha) a remporté son premier titre mondial dans la caté*gorie 500 cm3*, alors qu'il reste encore deux courses à disputer. Dernier pilote qui pouvait encore l'inquiéter, son compatriote Kevin Schwantz (Suzuki) a chuté dès le troisième tour.

Pour les deux hommes, ce Grand *Prix de Tchécoslovaquie aura été à* l'image de leur saison. Si Kevin Schwantz, *auteur* du meilleur temps des essais à Brno, s'est souvent montré le plus rapide mais a collectionné les chutes, Wayne Rainey a été, de loin, le plus régulier. En treize grands prix, il totalise sept victoires et a terminé les six autres fois sur le podium.

Né le 23 octobre 1960 dans une petite ville proche de Los Angeles où il a décidé d'habiter, Wayne Rainey pourrait symboliser l'efficacité et le professionnalisme si souvent mis en avant par les Américains. *Avant lui*, Roberts, Spencer et son actuel coéquipier Eddie Lawson, quatre fois champion du *monde* et tenant du titre, avaient montré la voie en quittant les Etats-Unis pour venir battre les Européens sur le « Continental Circus ».

« Des garçons comme Rainey ou Kocinski ont pratiqué la moto dès leur plus jeune age, explique Kenny Roberts, son manager. *Pour certains, les compétitions ont commencé à treize ans. A vingt ans, ils ont autant d'expérience et de maturité qu'un pilote européen de trente ans. »* Habitués très jeunes à rouler sur des pistes de terre *(dirt track)* pour apprendre et comprendre l'art de la glisse, les Américains ont introduit un nouveau style sur les circuits européens et n'ont guère été inquiétés dans la catégorie reine des championnats du monde.

A trente ans, Wayne Rainey rêve désormais de fonder sa propre écurie pour perpétuer cette *filière* américaine qui lui a si bien réussi.

CYCLISME : championnats du monde

Un titre et un record pour les Français

Le Grenoblois Laurent Biondi est devenu champion du monde de la course aux points, dimanche 26 août au vélodrome de Maebashi (Japon). *Dans cette épreuve longue de 50* kilomètres, entrecoupée de sprints dispensateurs de points, le Français a fait preuve de jugeotte et de sens de l'improvisation pour prendre, en compagnie du Danois Michael Marcussen, un tour d'avance aux deux favoris, l'Australien Danny Clark et le Suisse Urs Freuler, huit fois champion du *monde de la discipline*.

Champion de France sur route amateur en 1982, Laurent Biondi n'avait *jamais pu confirmer* chez les professionnels, sans doute en raison de son trop petit gabarit (1,64 m pour 53 kg). Il s'est donc contenté d'un rôle d'équipier au sein de huit formations différentes depuis 1983. Il évolue actuellement aux côtés de l'Irlandais Stephen Roche et du Français Francis Moreau. Ce dernier retourne également du Japon avec les honneurs puisqu'il a décroché la médaille d'argent en poursuite derrière le Soviétique Viatcheslav Ekimov. Le Bordelais Armand De Las Cuevas a, lui, terminé troisième de cette épreuve.

Le bilan français s'agrémente en outre d'un record du monde. Francis Moreau est en effet remonté seul sur la piste samedi 25 août en fin de programme pour établir un nouveau record du monde du cinq kilomètres sur piste couverte en 5 min 41 s 104. Le précédent record appartenait au Danois Oersted en 5 min 54 s 344

ATHLÉTISME : championnats d'Europe

Daniel Sangouma, pur-sang dompté

Les sprinters anglais et français se sont partagés les meilleures performances à la veille des championnats d'Europe qui ont lieu à Split (Yougoslavie) du lundi 27 août au samedi 1er septembre. Tenant du titre sur 100 m, le Britannique Lindford Christie, qui est également vice-champion olympique 1988 de la distance, est le favori de cette épreuve dont la finale est programmée mardi 28 août. Mais Daniel Sangouma, qui a porté le record de France à 10 s 02 au mois de juin, est bien décidé à ne pas lui faciliter la tâche.

SPLIT

de notre envoyé spécial

La famille athlétique est très typée. Un sauteur en hauteur, c'est le genre grand duduche contorsionniste. Un coureur de fond, ce n'est pas très loquace, avec juste la peau sur les os. Un décathlonien, cela joue volontiers les Apollon, avec de *beaux biceps. Un lanceur*, c'est *tout* en rondeur, impressionnant. Un *sprinter*, c'est une cocotte minute, toujours sous pression, toujours prêt à exploser. Au physique comme au moral. En tout cas, Daniel Sangouma est comme cela.

Quand le *nouveau recordman* de France du 100 m est dans les blocs de départ, il n'est pas besoin de connaître son couloir pour le repérer. Alors que les autres concurrents ont la tête au ras du sol, en position de bascule, il est, lui, ramassé comme un chat qui va sauter sur un oiseau, le buste à l'horizontale, frémissant. *« C'est dans cette position que je me sens le plus à l'aise. Je n'ai pas besoin de monter les fesses en l'air comme les autres pour exprimer ma puissance. »* Cette manière personnelle d'exploser au départ est, en effet, son principal atout (il a tendance à se désunir dans les quinze derniers mètres). *Elle lui a permis* d'établir la meilleure performance européenne de la saison (10 s 02) qu'il partage avec le Britannique Lindford Christie.

La moindre évocation de ce nom le met en rage. Le Britannique né à la Jamaïque s'est souvent montré dédaigneux à l'égard des sprinters français. En réponse à cette morgue, le Réunionnais avoue qu'*« il le bat toujours avec plaisir »*. Mais à Split ce plaisir serait décuplé par la motivation : *« Je n'ai pas besoin de psychologue ou de sophrologue pour me concentrer. Je me fais mon « cinoche » tout seul. Et Christie c'est un type comme les autres, qui n'a rien de plus que nous. »* Des mots qu'il faut entendre comme une antiphrase : l'antipathie du Français pour le Britannique a, pour une large part, *son origine dans* le soupçon de dopage dont Christie a été lavé aux Jeux de Séoul. Daniel Sangouma n'aime pas les tricheurs. Il est tout d'une pièce, nerveux comme un pur-sang.

C'est Fernand Hurtebise, l'*entraîneur-inventeur de Laurence* Elloy et de Florence Colle (100 m haies), de Laurence Bily (100 m) et d'Amadou Dia Ba (400 m haies) qui a su le dompter après une prise de contact un peu rude en 1984. A cette époque, Louis-José Gaspardo, l'entraîneur du CO Les Ulis (Essonne), avait pensé qu'il ne pouvait plus rien apporter au gamin qu'il avait sous sa coupe depuis 1978, année où un club de football, le trouvant trop chétif, n'en avait pas voulu. *« Je connaissais sa réputation de garçon impulsif, très sensible, prompt à s'emporter*, raconte Fernand Hurtebise. *Mon travail a été celui d'un éducateur. Je n'ai jamais le moindre problème avec lui. Maintenant, il est mûr. Il possède la faculté d'analyse, la réflexion, le recul nécessaire dans toutes les situations. Je n'y suis pas pour grand-chose, c'est la vie qui a fait son travail. »*

Né à Saint-Denis de la Réunion *en 1965, Daniel Sangouma* a débarqué avec sa famille dans la région *parisienne à huit ans. Les Sangouma* se sont fixés aux Ulis, où le père est devenu infirmier et où la mère travaille dans une crèche. Tout en *rêvant de devenir*, en football, le plus grand ailier de tous les temps, le jeune Daniel a passé un CAP d'ajusteur. Quand ses talents de sprinter lui ont permis d'intégrer l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP), il a repris un cycle long d'études sans parvenir à réussir le bac.

Objectif Tokyo 1991

Tout cela n'est pas facile à vivre. D'autant que les lauriers sportifs sont tout aussi durs à décrocher. Après une blessure au ménisque en 1985, Daniel Sangouma a dû s'entraîner sévèrement pour recommen*cer à courir à un haut niveau*. Il en a « bavé » également lors de son séjour aux *Etats-Unis en 1987* au contact des cracks de la spécialité, plus enclins à « enterrer » un rival potentiel qu'à lui venir en aide, surtout s'il s'exprime avec difficulté en anglais. Enfin, il lui a fallu montrer qu'il était du niveau des Français qui le précédaient jusqu'alors dans les bilans, Max Morinière, Gilles Quénéhervé et Bruno Marie-Rose.

Médaille de bronze avec le relais 4 x 100 m aux Jeux de Séoul, Daniel Sangouma est devenu champion de France, début août à Blois, après avoir amélioré le record national fin *juin. Il laissera donc sa trace sur* les tablettes de la distance. Toutefois cela ne devrait être pour lui qu'une étape avant les championnats du monde 1991 à Tokyo et les Jeux olympiques 1992 à Barcelone : *« Nous avons un plan d'entraînement pour que je sois performant sur 200 m lors de ces rendez-vous. »* Un calcul savant, bien dans la manière de son entraîneur. En 1989, Daniel Sangouma avait, en effet, réussi la deuxième meilleure performance mondiale sur cette distance, mais sa vélocité s'était avérée trop limitée pour espérer franchir le cap des *20 secondes. En quelque sorte il a* reculé pour mieux sauter.

ALAIN GIRAUDO

Les résultats

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX DE BELGIQUE DE FORMULE 1

1. Senna (Bré., McLaren – Honda), les *305,380 km en 1 h 28 min 31 s* (211,729 km/h de moyenne) ; 2. Prost (Fra., *Ferrari*) à 3 s ; 3. Berger (Autr., McLaren-Honda), à 28 s ; 4. Nannini (Ita, Benetton-Ford), à 49 s ; 5. Piquet (Bré., Benetton-Ford), à 1 min 29 s ; 6. Gugelmin (Bré., March-Leyton House), à 1 min 48 s.

Championnat du monde des pilotes (après onze courses) : 1. Senna (Bré.), 63 pts ; 2. Prost (Fra.), 50 ; 3. Berger (Autr.), 33 ; 4. Boutsen (Bel.), 27 ; 5. Piquet (Bré.), 24 ; 6. Nannini (Ita.), 16

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Sixième journée)

*Nantes et Marseille	1-1
*Caen b. Toulouse	2-0
*Metz b. Saint-Etienne	3-1
Cannes b. *Lille	2-0
*Bordeaux et Monaco	0-0
*Lyon b. Sochaux	1-0
*Nice et Paris-SG	1-1
*Auxerre et Brest	2-2
*Montpellier b. Nancy	5-0
*Toulon b. Rennes	1-0

Classement. – 1. Marseille, 10 pts ; 2. Brest, Caen et Monaco, 8 ; 5. Auxerre et Lyon, 7 ; 7. Montpellier, Paris-SG, Metz, Nantes, Cannes, Toulouse et Rennes, 6 ; 14. Sochaux, Lille, Bordeaux et Saint-Etienne, 5 ; 18. Toulon, 4 ; 19. Nice et Nancy, 3.

Deuxième division

Groupe A

*Gueugnon et Rodez	1-1
Nîmes b. *Mulhouse	2-1
*Bastia b. Chaumont	4-0
*Alès b. Strasbourg	2-1
Dijon b. *Epinal	1-0
*Valenciennes et Louhans-Cuiseaux 71	0-0
*Martigues b. Istres	3-0
*Annecy b. Dunkerque	2-0
*Avignon et Ajaccio	1-1

Classement. – 1. Bastia, 10 pts ; 2. Martigues, 9 ; 3. Istres et Valenciennes, 8 ; 5. Gueugnon, Nîmes, Alès et Dijon, 7.

Groupe B

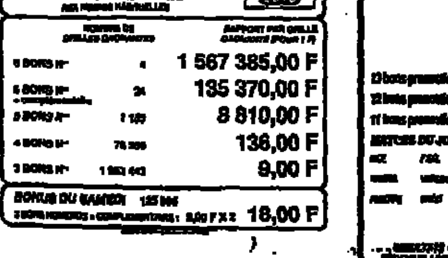
*Red Star 93 b. Rouen	2-0
*Reims et Bourges	1-1
*Laval b. Saint-Quentin	8-0
*Le Havre b. Lens	3-2
*Guingamp b. Tours	2-0
*Orléans et La Roche-sur-Yon	1-1
*Angers et Le Mans	2-2
*Niort b. Créteil	2-1
*Beauvais b. Saint-Seurin	2-0

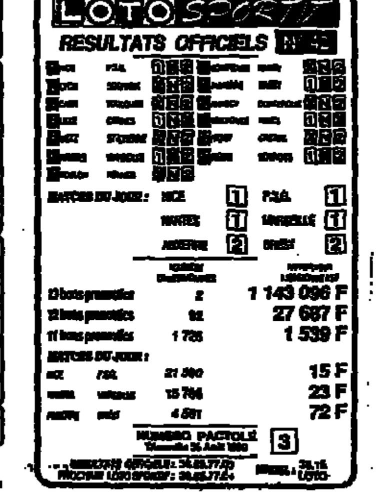
Classement. – 1. Red Star 93, 12 pts ; 2. Angers, 10 ; 3. Le Havre, 9 ; 4. Laval, Beauvais, Créteil, La Roche-sur-Yon, 7.

VOILE

CHAMPIONNATS DU MONDE

Les Français Marc Bouet, Alain Pointet et Fabrice Levet, déjà champions du monde de Soling (quillard à trois équipiers retenu pour les Jeux olympiques), sont devenus champions du monde, samedi 25 août à Medemblick. Un autre équipage français, composé de Christophe Clevelot et de Maurice Eisenblatter, a obtenu la médaille d'or en Tornado (petit catamaran) tandis que Gilles Espinasse et Olivier Ponthieu s'adjugeaient la médaille de bronze en 4700.





Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

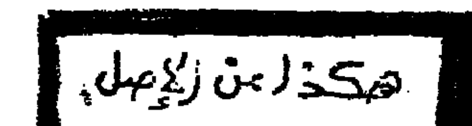
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

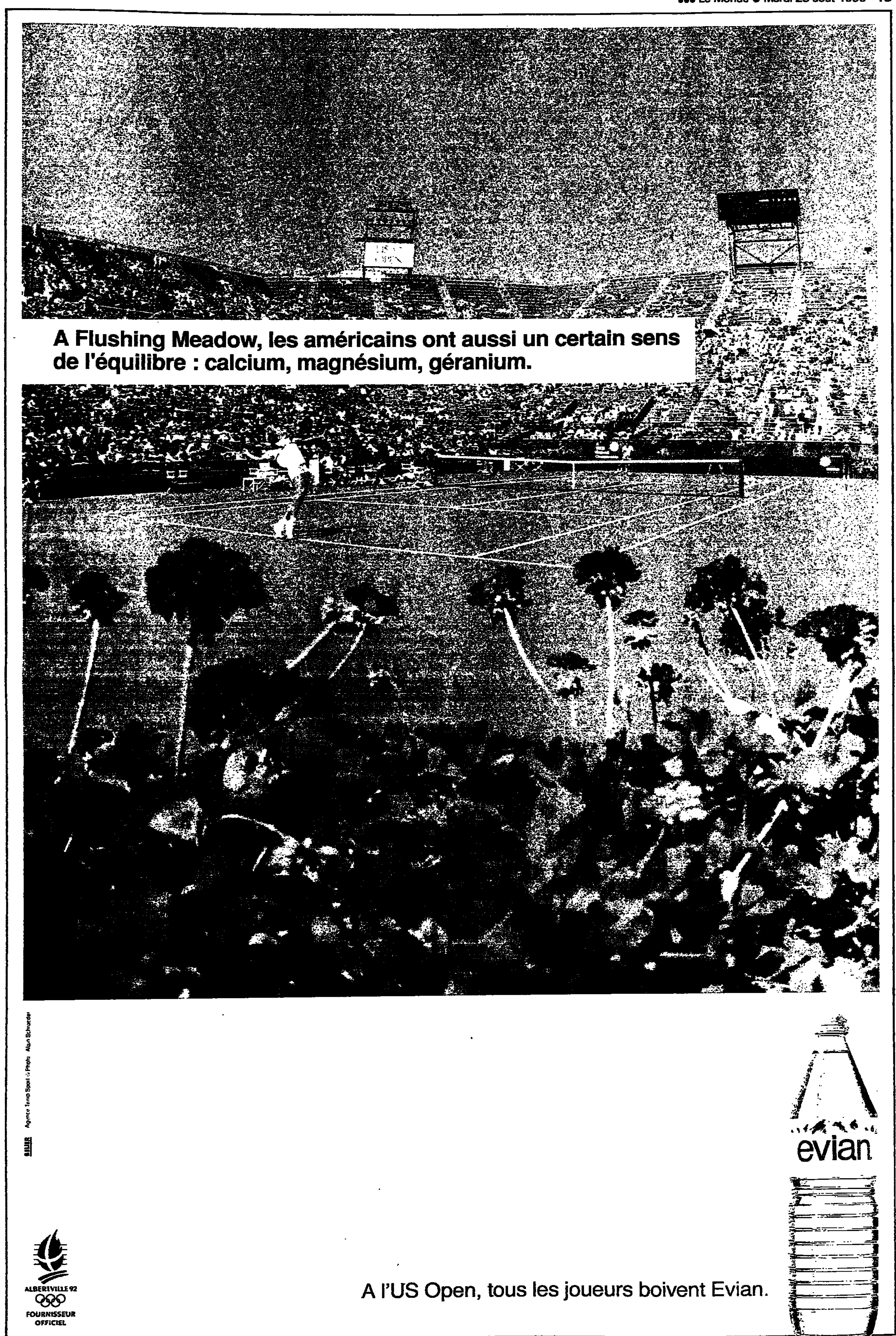
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20





هكذا من الأصل



CULTURE

THÉATRE

Vingt-quatre heures de la vie de la Terre

« Reportages » de guerre, la survie du globe en question... Des dizaines de compagnies de théâtre de rue ont présenté à Aurillac un faux-vrai journal télévisé

AURILLAC

de notre envoyée spéciale

Il pourrait surgir de la poussière du Koweït, de la fumée âcre de la poudre des fusils du Libéria ou marteler le pavé de la place Tiananmen. L'image de ce char d'assaut de la compagnie Générik Vapeur qui se gonfle tout à coup sur la place des Carmes d'Aurillac : spectaculaire et effrayant à souhait.

Un journal télévisé géant. C'est peut-être le souvenir que l'on retiendra de la cinquième édition du Festival européen du théâtre de rue d'Aurillac, qui s'est tenu du 22 au 25 août. Sur les trottoirs de la ville, aucun spectacle n'a vraiment tiré son épingle du jeu, comme le Licedei de Leningrad en 1988 ou les Néerlandais de Dogtroep l'an dernier, mais chacun a offert de belles images, somptueuses, abruptes.

Sans aucun doute, les comédiens lisent les journaux avec voracité, connaissent les dernières positions de l'armée américaine en Arabie saoudite et le dernier décompte des « hôtes » de Saddam sur le bout des doigts. Parfois, les informations sont sobres, mais le plus souvent violentes, essentielles, totales, comme l'est le théâtre de rue. Et Aurillac prouve que ces spectacles pleins de la fureur du feu, de l'eau, de l'air et de la terre qui assiègent les esprits et rappellent les jeux d'enfants, ouvrent réellement une porte *(lire ci-dessous)*.

CLAUDE BRICAGE

Les ravages de la pollution vus par la compagnie catalane AFIC

La planète est morte

Il ne faut surtout pas rater les premières images de la journée. Elles déboulent dans les cerveaux embrumés dès huit heures. Feu d'artifice, pétards et accords désordonnés d'un rock déchaîné, le réveille-matin de Générik Vapeur est rude, poignant. *Délit de sale gueule* parle de HLM, de racisme, de routine, d'attentat, improvise un mini-débarquement parachuté, et, pour bien s'assurer que la clientèle est bien réveillée, une troupe de flics hargneux matraque quelques spectateurs.

Sur une place, dans le style *« la fin du monde est proche »*, un vieux militant en haut-de-forme enjoint ses concitoyens de respecter la planète en danger de mort. Il fait rire. Zappons. Quelques mètres plus loin, l'AFIC, une compagnie catalane, réserve un enterrement de première classe à la Terre. Des dizaines de jeunes survivants crasseux, hébétés, accrochés à des sacs poubelle, déambulent dans les rues, se vautrent dans les caniveaux. Ils suivent une étrange procession, qui ressemble au Vendredi saint de Séville.

Cachée sous un crêpe noir, la planète est portée jusqu'à sa dernière demeure par quatre croque-morts malheureux. Un couple de mariés la précède ; derrière, des enfants portent ses derniers vestiges colorés. Et les rues résonnent d'un glas glacial.

Zappons encore. Jean Georges présente un vrai-faux journal. Mimiques malicieuses pour les bonnes nouvelles, gueule d'enterrement pour les mauvaises, sourcil dansant, voix étranglée, mèche faux négligé, il tire la langue pour faire son addition des morts du jour, avant de passer à un sujet sur *« la désotagisation des pays en voie d'anéantissement »*. Jean Georges connaît tous les clichés du métier.

On ploie sous l'avalanche d'informations, on voudrait respirer. On pousse des coudes pour voir le clou du Festival. Dans *la Véritable Histoire de France*, le Royal de Luxe zappe lui aussi à sa façon, usine ferme pour feuilleter son époustouflant livre d'images. La compagnie n'a décidément pas de chance. Après le mistral d'Avignon (*le Monde* du 21 juillet), l'orage d'Aurillac et le genou broyé d'un comédien ont retardé le spectacle. Ils ne l'auront pas empêché de pulvériser les records d'audience.

Les images de cette comédie qui vire à la tragédie laissent sur le carreau, abasourdi, heureux comme un gamin. Il faut retrouver ses esprits, grimper vers la carrière qui domine la ville. Là-haut, dans le silence du ciel enfin calmé, les Espagnols de Zotal Teatre sont des êtres humains, lents, patauds, mal à l'aise. Ils se posent des questions stupides et laissent filer leur existence. Sur la scène de caoutchouc pentu, ils s'aiment, se perdent, réapparaissent, dérapent, se raccrochent *in extremis* à un baril de pétrole, une pile de journaux, encore eux, et une télévision salvatrice.

BÉNÉDICTE MATHIEU

L'appel de la rue

Marché de professionnels ou manifestation estivale ? Quatre ans seulement après sa première édition, en 1986, avec onze compagnies invitées et une cinquantaine de « off », le Festival européen du théâtre de rue d'Aurillac doit aujourd'hui trancher. Tout est allé très vite. Grâce à Archaos, Zingaro et plus récemment Royal de Luxe, le théâtre de rue est dans le vent et son public augmente. Michel Crespin, directeur du festival, voit enfin poindre la reconnaissance de cette forme de théâtre. Il dit alors la nécessité de travailler avec les institutions, mais bondit au mot d'institutionnalisation.

Bernard Faivre d'Arcier, le directeur du théâtre au ministère de la culture, juge lui aussi ce mot un peu barbare. Il est venu se rendre compte de l'importance du théâtre de rue. Il réfléchit déjà à ses ouvertures possibles ; il envisage d'aider financièrement les compagnies – il l'a déjà fait pour Royal de Luxe – ou de leur permettre de s'installer dans des communes, à l'exemple de Zingaro à Aubervilliers.

Michel Crespin parle aussi d'Aurillac comme d'un creuset, où les compagnies européennes confrontent leurs cultures. Peut-être accueillera-t-il plus tard des compagnies du monde entier : *« J'ai encore autour de moi un bon ferment en Europe »*, assure-t-il. Il imagine un tremplin aussi : « in » ou « off », de nombreux artistes trouvent des acheteurs à Aurillac. Le nombre des professionnels a triplé – cent cinquante cette année contre cinquante en 1989. *« J'ai d'ailleurs demandé aux compagnies de ne pas présenter des premières, de rôder leurs créations. C'est trop dangereux maintenant devant tant de professionnels. »* Et il s'en va voir *l'Embarquement pour les îles Sandwich*.

Un spectacle-rébus découvert par hasard l'an dernier, un coup de cœur couronné par une invitation dans le « in ». Art en ciel était aussi venu avec une flottille de navires de fortune bourrés de feux d'artifice qui ont illuminé un soir d'orage les bords de la Jordanne.

B. M.

PATRIMOINE

Jumelage Blois-Weimar

Le ministre de la culture, Jack Lang, a signé, dimanche 26 août à Weimar, l'acte de jumelage entre la ville de Blois dont il est maire et la cité est-allemande. A l'issue d'entretiens avec M. Klaus Bütner, le nouveau maire de Weimar, le quatrième en moins de cinq mois, les deux hommes ont annoncé la création d'un musée Franz-Liszt et l'édition commune de la correspondance complète du musicien hongrois : plus de dix mille lettres dont les trois quarts en français. Ils ont également évoqué le projet de réunir dix cités européennes, *« dix villes symboles du patrimoine européen »*, selon M. Lang, et d'installer, à Weimar, *« ville de Goethe, de Schiller et de Bach »*, une fondation culturelle européenne.

Jack Lang a par ailleurs rencontré le secrétaire d'Etat à la culture est-allemand, Mme Gabriele Muschter, qui s'est inquiétée, à la veille de la réunification, de *« voir disparaître cette culture alternative qui, pendant quarante ans, s'est développée en contradiction avec le pouvoir en place et qui est aujourd'hui menacée »*. Le ministre français a donc promis d'intervenir en faveur des studios de cinéma de Potsdam Babelsberg, menacés de fermeture.

N. H.

DISQUES

Passage à tabac

▶ **Sonic Youth : Goo.**
Disque, cassette, CD, David Geffen Company/WEA.

Au bout de neuf ans d'existence, Sonic Youth a franchi le pas. Le groupe touchait le plafond de l'underground new-yorkais. Il avait tourné dans le monde entier, secouant Anglais, Britanniques ou Soviétiques (ils furent parmi les premiers à profiter de l'ouverture à l'Est) sans distinction de race ou de nationalité. Sonic Youth avait également sorti une demi-douzaine d'albums sous des labels plus ou moins obscurs. Arrive David Geffen, magnat libéral (mais pas trop, il vient de refuser de distribuer un album de rap des Geto Boys), qui leur garantit une liberté artistique totale et deux fois plus d'argent et de temps de studio que le groupe n'en a jamais eu.

Marché conclu, voici *Goo* (en français machin visqueux), le premier-album-sur-un-grand-label. Sonic Youth n'a pas reculé d'un pouce. Le groupe appartient à la nombreuse descendance du Velvet Underground. Par amour du rock, il le triture, le pervertit, le passe à tabac, s'arrêtant juste avant qu'il ne soit méconnaissable. La méthode (dont les meilleurs représentants actuels sont les Pixies) nécessite de l'audace, de l'humour et de l'inspiration. C'est sur le dernier point que l'on peut chipoter Sonic Youth. A force d'intégrité, ils frisent par moment l'intégrisme. Les guitares dérangées n'effraient plus personne, les longues avalanches de feedbacks n'ont d'autres raisons d'être qu'un esprit un peu potache. La remise en chantier du rock, tel que Sonic Youth l'aime et le pratique, passe sans doute par l'ouverture. Dans le micro-univers claustrophobe de Sonic Youth, il serait quand même dommage de passer à côté du reste : les rêveries qui se déroulent malgré les saccades, les petits couplets pops qui s'alignent gracieusement malgré la tourmente.

T. S.

L'outsider

▶ **Gustav Mahler :**
le Chant de la Terre,
par Maureen Forrester (contralto), Richard Lewis (ténor),
l'Orchestre symphonique de Chicago, Fritz Reiner (direction).
Un disque compact RCA.

L'antépénultième œuvre de Gustav Mahler a été maintes fois enregistrée, souvent de façon excellente. *Le Chant de la Terre* est le type même d'œuvre qui intimide tant les interprètes qu'ils n'osent l'interpréter sans nécessité.

Mais l'interprétation légendaire de Kathleen Ferrier et Bruno Walter gravée en 1951 pour Decca occupe toujours la première marche du podium. Pour des raisons musicales et pour des raisons sentimentales : deux années après avoir chanté l'*Adieu* qui clôt cette « symphonie », Kathleen Ferrier mourait d'un cancer. Elle n'avait que quarante et un ans. Une situation peut-être injuste pour Christa Ludwig (avec Otto Klemperer ou Leonard Bernstein) et Maureen Forrester.

Réédité en compact, le disque de Fritz Reiner et Maureen Forrester ne peut prétendre remplacer celui de Ferrier et Walter, mais certains mélomanes pourront le préférer.

Forrester n'a sans doute pas la voix androgyne, le timbre voilé de Ferrier, mais son interprétation est plus engagée, plus charnelle. Elle déprimera moins ses auditeurs.

ALAIN LOMPECH

Précision. Les interprètes du *Duo* de Ravel et de la *Sonate* de Kodaly (*le Monde* daté 21 août) enregistrés par Harmonic Records sont Gérard Poulet (violon) et Christophe Henkel (violoncelle).

MUSIQUES

La quintessence du baroque selon Brüggen

Dans l'abbatiale gothique de La Chaise-Dieu, le grand festival d'Auvergne

LA CHAISE-DIEU

de notre envoyé spécial

Comme on voit, sur la route de Péguy, la cathédrale de Chartres monter peu à peu au-dessus des blés, en venant de Brioude on savoure longuement à l'avance l'abbatiale Saint-Robert de La Chaise-Dieu dominant prés et bois, comme un grand signe de ralliement en ce pays rude et clairsemé.

La Chaise-Dieu même n'a que neuf cent cinquante-trois habitants, qui tiendraient tous à l'aise dans cette église forteresse... Mais celle-ci a retrouvé sa vocation d'antan et tous les soirs, ces jours-ci, elle est pleine, recevant quelque mille six cents personnes qui, du Puy, de Clermont, de Saint-Etienne, sont appelés par la musique en ce haut-lieu des festivals d'Auvergne.

Depuis vingt-quatre ans, en ce lieu où des moines ont repris la tradition austère qui fit la grandeur de cette abbaye du XIe au XVe siècle, le vent de la musique souffle aussi fort dans l'arrière-été que l'aigre bise qui balaie les monts en hiver. Et les concerts se déploient à l'aise dans l'architecture gothique de Jacques Morel, si « dilatée en largeur » et lumineuse, où le chœur, entouré de stalles de bois, s'ouvre sur une vaste abside, en une montée vers l'autel majestueuse comme un plein-jeu d'orgue.

L'orgue lui-même est à l'autre bout de l'église, dans un magnifique buffet du XVIIe siècle, qui a gardé miraculeusement claviers, mécaniques et sommiers, et retrouvé sa voix en 1976 (une nouvelle révision s'impose d'urgence), face au jubé de pierre où le Christ en croix, la Vierge et saint Jean dominent la foule de ceux qui n'ont pu trouver place dans le chœur . Des écrans vidéo de tous côtés transmettent les images des concerts aux auditeurs de ces places aveugles.

Autorité et délicatesse

Après *la Création* de Haydn, pour l'ouverture du festival, dans une vigoureuse interprétation de Jean-Claude Malgoire, toujours débordant d'enthousiasme, le programme de Frans Brüggen avec l'ensemble de chambre du Concerto Köln et Andreas Staier fut comme une quintessence de l'art baroque d'aujourd'hui.

Les jeunes musiciens réunis depuis 1985 dans le Concerto Köln ont atteint, sur leurs instruments anciens, à une perfection et une homogénéité prodigieuses, un raffinement individuel qui donne un scintillement inouï à l'orchestre. Et lorsqu'ils sont dirigés par un chef comme Brüggen, dont chaque geste, presque gauche et contracté en apparence, condense une image parfaite de la musique, phrasé, rythme, couleur, les œuvres voient leurs pouvoirs décuplés, tel le ballet écrit par Gluck pour *Don Juan*, coffret de bijoux étincelants où Mozart puisera le fandango de ses *Noces* et Gluck lui-même la transcendante chacone des furies d'*Orphée*.

Ou bien c'est la simple transparence du génie, comme dans cette *Symphonie Oxford*, où la grandeur, la sérénité, la tendresse et la fraîcheur de Haydn jaillissaient d'une musique souverainement libre par-delà la perfection du métier le plus subtil.

Pour compléter cette fête baroque, Andreas Staier, le jeune pianiste et claveciniste de Göttingen, qui se consacre modestement au pianoforte, jouait le *Concerto en mi bémol « Jeunehomme »* K.291 d'un Mozart de vingt ans avec tout à la fois une autorité, une délicatesse et une sonorité étonnantes, sur un instrument encore rudimentaire. C'était tout à la fois le style fervent, lyrique, d'un Fischer et puis, dans les cadences, dans l'andante surtout qui descend au fond de l'être, comme une interrogation, une auscultation du mystère, avec une poésie frissonnante, une ornementation magique.

JACQUES LONCHAMPT

▶ **Prochains concerts : Mozart, par l'Orchestre et les Chœurs de Silésie, le 28 août ; deux concerts de l'Orchestre philharmonique de Moscou, direction Dimitri Kitaenko, avec Viktoria Mullova et Alexander Rudin, les 29 et 30 ; deux créations de Liszt, par l'Orchestre de la Résidence de La Haye, le 31 ; *Requiem* de Berlioz, par l'Orchestre de Moscou, les 1, 2 et 3 septembre. Renseignements : 71-00-01-16.**

□ **Subventions pour la musique sacrée.** – Le ministre de la culture a annoncé, en inaugurant le 23 août le Festival de la Chaise-Dieu, plusieurs mesures en faveur de la musique sacrée : un crédit de 200 000 francs pour la création, qui permettra de passer une dizaine de commandes. D'autre part, la relance des maîtrises de cathédrales, inaugurée en 1982, sera reprise en 1991. Un projet de l'archevêque de Paris pour la création, la diffusion et l'enseignement de la musique liturgique est actuellement à l'étude. Par ailleurs, le ministère a réservé 14 millions de francs (1 million de plus qu'en 1990) pour aider à la réfection de carillons et orgues de cathédrales non classées, ainsi qu'à la réfection et à la construction d'orgues d'églises.

CINÉMA

Suivez cet homme

Avec « l'Amour poursuite », Alan Rudolph arrange un polar paresseux en charmante comédie

Première règle du métier de privé : ne pas suivre de confiance un homme dont on ne vous a fourni qu'un vague signalement. Pour l'avoir oubliée, Tom Berenger va se trouver dans des situations pour le moins délicates. Il était excusable. Il venait d'avoir avec sa maîtresse, aimante mais maladivement jalouse, une scène plus violente encore que d'habitude. Et la femme qui l'avait engagé pour suivre l'homme dont elle n'avait fourni qu'un vague signalement lui avait donné rendez-vous dans un club très smart.

Il se sentait plouc, elle était très belle. Très belle, très bien habillée, elle lui caressait la main, lui tendait ses lèvres. Sa voix rappelait Ertha Kitt, et le personnage d'Anne Archer rappelle celui de Mimi Rogers, la milliardaire branchée du film de Ridley Scott *Traquée*, où Tom Berenger, déjà flic mais appartenant à la police, était son partenaire fasciné.

Pourtant, *l'Amour poursuite* de Alan Rudolph n'est pas un film policier. C'est un chassé-croisé vaudevillesque traité en forme de comédie douce-amère. Donc, Tom Berenger se trompe de cible, suit un homme qui lui paraît louche, et qui en effet est bigame. Le privé est à son tour suivi par une jolie brune, Elisabeth Perkins, elle-même détective, engagée par la maîtresse jalouse, qui bien entendu la vire rapidement.

Tout s'arrangera pour le mieux, mais entre-temps le scénariste ne sait pas trop comment s'en tirer. Les scènes s'enchaînent n'importe comment, plus par maladresse que dans un esprit de burlesque. Les personnages sont des fantoches encore plus flous que le signalement fourni par la belle Anne Archer. Quant à elle, son personnage est si mystérieux qu'il en est anéanti.

Les acteurs ont du mérite et Alan Rudolph aussi. Il s'en sort en s'attardant sur des détails aigus, en traquant les visages avec une douceur équivoque. Quant aux acteurs, ou plutôt – car les hommes ne sont pas gâtés, et Tom Berenger pousse le trait, prend une voix grasseyante qui ne le met pas à l'aise – quant aux actrices, en particulier Elisabeth Perkins, elles jouent en finesse et parviennent de temps en temps à sauver le film.

COLETTE GODARD

□ **Palmarès du Festival du film de comédie de Vevey.** – Le jury du 10e Festival de Vevey, présidé par Oona Chaplin, a décerné la Canne d'or au film britannique *Nuns on the Run*, de Jonathan Lynn. Le Prix du public est allé au film suisse *Leo Sonnyboy* et le Prix du meilleur espoir au Tunisien Selim Boughedir pour son rôle dans *Halfaouine*, de Ferid Boughedir – qui avait été présenté à la Quinzaine des réalisateurs au dernier Festival de Cannes.

هكذا من الأصل

AGENDA

CINEMAS

LUNDI 27 AOUT

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BIENVENUE A BORD ! (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr., v.f.) : UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASET (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOUBLE JEU (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FIRE BIRDS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

IMMEDIATE FAMILY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA NURSE (*) (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LE PREMIER POUVOIR (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

TU MI TURBI (It., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR POURSUITE. Film américain d'Alan Rudolph, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

FAUX ET USAGE DE FAUX. Film français de Laurent Heneymann : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

GREMLINS 2. Film américain de Joe Dante, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA LIBERTÉ, C'EST LE PARADIS. Film soviétique de Sergueï Bodrov, v.f. : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE. Film français de Michel Deville : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT. Film américain de Lou Scheimer, v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT. Film italien de Vittorio et Paolo Taviani, v.o. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

ZAN BOKO. *Film burkinabé de* Gaston Jean-Marie Kabore, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES GRANDES REPRISES

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ARDENTE GITANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BABY DOLL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

FANTASIA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LUDWIG (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

OTELLO (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80).

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THÉORÈME (**) (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE VOYAGE A SOPOT (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

PARIS EN VISITES

MARDI 28 AOUT

« Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures et 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'Opéra Bastille », 14 h 15, métro Bastille, sortie rue de la Roquette (Tourisme culturel).

« Cours et jardins du quartier Mouffetard », 14 h 30, métro Monge, escalator (M.-C. Lasnier).

« L'Opéra Garnier et les fastes du second empire », 14 h 30, en *haut des marches (Connaissance de* Paris).

« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 14 h 30 ; « Hôtels célèbres du Marais », 21 heures, métro Saint-Paul/le Marais (Lutèce-Visites).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, *sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).*

« Toute l'île Saint-Louis », 14 h 45, métro Pont-Marie (M. Banassat).

« De la rue Saint-Honoré à la place des *Victoires : le quartier du* Palais-Royal », 15 heures, sortie métro Palais-Royal, côté Louvre des antiquaires.

« Le monde des courses à l'hippodrome d'Auteuil, dans les tribunes et sur la pelouse », 15 heures, sortie métro Porte-d'Auteuil, côté hippodrome (Monuments historiques).

« L'hôtel Le Pelletier de Saint-Fargeau : l'histoire de Paris, de Napoléon Ier au second Empire », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Paris et son histoire).

« Sur les pas de Madame de Sévigné », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).

THÉATRES

***CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE* SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04) Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30.

CONCERTS

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Ludovic de San, Dominique Cornil, 20 h 30, lun. Baryton, piano. Œuvres de Franck, Ropartz, Duparc. Dans le cadre du Festival estival de Paris. Téléphone location : 48-04-98-01.

Bob van Asperen, 20 h 30, mar. Clavecin. Œuvres de Van Soldt, Adriansen, Bustyn, Sweelinck, Noordt, Reincken. Dans le cadre du Festival estival de Paris. Téléphone location : 48-04-98-01.

ÉGLISE DE LA MADELEINE. Le Sinfonietta de Paris. 21 h, mar. Dir. Dominique Fanal. Œuvres de Mozart, Vivaldi.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Ensemble instrumental A Piacere, 18 h 30, 21 h, lun., mar. Œuvres de Mozart.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Catherine Le Bris, Françoise Paul. 21 h, lun., mar. Harpes. Œuvres de Bach, Escosa, Fauré, Martini, Ravel. Téléphone location : 40-30-10-13.

OPUS CAFÉ (40-38-09-57). Quatuor Aloysia. 21 h, lun., mar. Œuvres de Britten, Mozart.

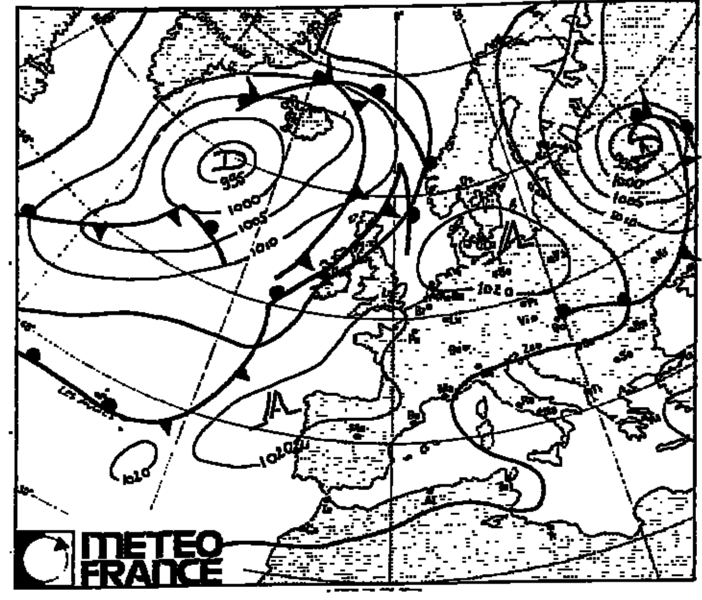
SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ars Antiqua de Paris. Les 22, 23, 24, 25, 26, 29, 30, 31 août. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 12, 13, 14 septembre, 19 h 15, 21 h 15, dim., lun., mar. Musique de la Renaissance, œuvres de Dufay, de Machaut. Téléphone location : 43-40-55-17.

Gabriel Fumet, Irena Krainik. 21 h, *lun., mar. Flûte, clavecin. Intégrale des* sonates pour flûte et clavecin de Bach. Téléphone location : 40-30-10-13.

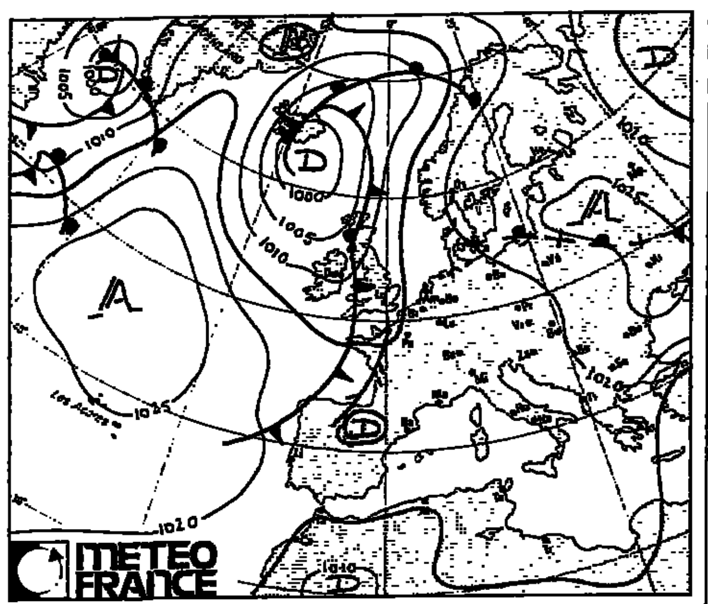
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 AOUT 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 AOUT A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 27 août à 0 heure et le mardi 28 août à 24 heures.

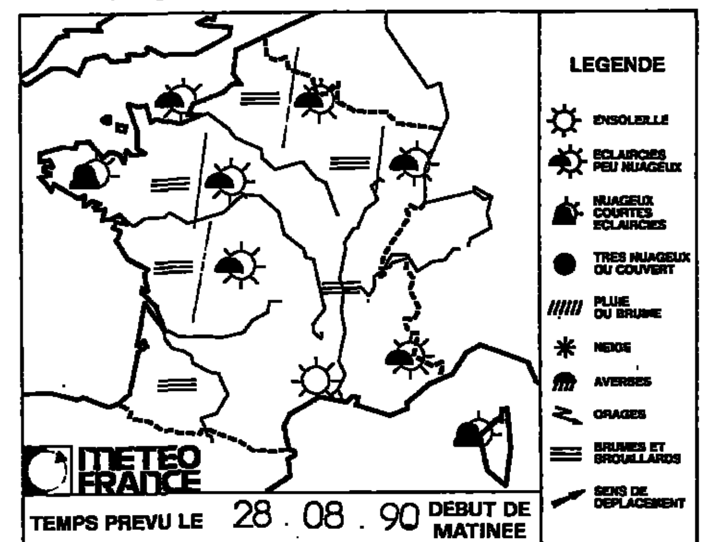
Le temps orageux sur la Corse et l'extrême Sud-Est de la France s'évacuera vers l'Est. Une perturbation abordera en soirée la Bretagne et la Normandie.

Mardi 28 août : en général du soleil.

Le matin, le ciel sera très brumeux sur une grande partie du pays. Quelques résidus orageux persisteront sur la Corse et les Alpes, mais le soleil se montrera et les orages s'atténueront. Sur la Bretagne et la Basse Normandie, les passages nuageux deviendront plus nombreux à l'approche d'une perturbation. Partout ailleurs, le soleil brillera.

Les températures minimales seront de 12 à 15 degrés sur une bonne partie du pays. Elles pourront descendre jusqu'à 10 degrés dans le Massif central et les Alpes et pourront atteindre 18 à 20 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, les températures seront voisines de 22 degrés près de la Manche, 25 à 28 degrés dans l'Ouest et le Nord, 27 à 29 degrés dans le Centre et le Nord-Est, 26 à 30 degrés sur la moitié Sud. Elles pourront dépasser les 30 degrés dans l'intérieur méditerranéen.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 27-8-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 26-8-90 à 6 heures TU et le 27-8-90 à 6 heures TU

FRANCE

AJACCIO	28	19	-
BIARRITZ	24	17	N
BORDEAUX	27	15	D
BOURGES	26	15	D
BREST	22	15	B
CAEN	24	14	C
CHERBOURG	20	14	N
CLERMONT-FER.	24	16	A
DIJON	25	15	N
GRENOBLESIM-H	26	17	C
LILLE	26	14	B
LIMOGES	22	14	B
LYON	26	19	-
MARSEILLE-MAR.	30	17	D
NANCY	25	13	B
NANTES	25	14	D
NICE	27	21	C
PARIS-MONTS	26	18	B
PAU	25	14	C
PERPIGNAN	27	22	N
RENNES	23	14	B
ST-ETIENNE	25	18	B
STRASBOURG	24	16	N
TOURS	26	14	B
TOULOUSE	26	17	N
POINTE-A-PITRE	33	36	N

ÉTRANGER

ALGER	31	20	D
AMSTERDAM	24	11	B
ATHÈNES	31	21	D
BANGKOK	34	26	C
BARCELONE	27	19	N
BELGRADE	31	13	D
BERLIN	24	12	D
BRUXELLES	26	13	D
LE CAIRE	31	23	D
COPENHAGUE	22	11	B
DAKAR	31	26	N
DELHI	36	26	D
DJERBA	33	23	N
GENÈVE	23	16	N
HONGKONG	31	28	C
ISTANBUL	27	18	D
JÉRUSALEM	27	18	D
LISBONNE	30	17	D
LONDRES	27	16	B
LOS ANGELES	24	16	D
LUXEMBOURG	26	17	C
MADRID	31	16	D
MARRAKECH	43	26	D
MEXICO	26	13	A
MILAN	24	18	P
MONTRÉAL	29	20	D
MOSCOU	14	10	A
NAIROBI	19	14	C
NEW-YORK	31	22	D
OSLO	20	11	C
PALMA-DE-MAJ.	29	18	D
PÉKIN	26	21	P
RIO-DE-JANEIRO	23	16	D
ROME	27	22	N
SINGAPOUR	31	27	C
STOCKHOLM	18	5	D
SYDNEY	14	10	D
TOKYO	32	23	C
TUNIS	31	21	N
VARSOVIE	22	6	D
VENISE	27	19	N
VIENNE	30	18	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 27 août

TF 1

20.40 Téléfilm : Personne ne m'aime.
De Bernard Dubois, avec Luis Rego, Eric Vieillard.
Un séducteur sommé d'en finir avec ses conquêtes.

22.05 Variétés : Salut les 60 !
Emission présentée par Claude François junior. 1969.
23.10 Magazine : Minuit sport.
23.40 Journal, Météo et Bourse.
0.00 Série : Intrigues.
0.30 Série : Côté cœur.
0.50 Série : Passions.
1.15 TF 1 nuit.
1.45 Feuilleton : C'est déjà demain.
2.10 Info revue.
2.55 Feuilleton : L'homme à poigne
(3e épisode).

A 2

20.40 Théâtre : Folle Amanda.
Pièce de Barillet et Grédy, mise en scène de René Clermont, avec Line Renaud, Alain Chamrobert, Pascal Liévin.
Une ex-star de cabaret et son ex-mari.
23.05 Série : Disparitions.
Double fond, d'Yves Ellena.
0.00 Journal et Météo.
0.15 Divertissement : Anne Roumanoff.
Spectacle enregistré au Théâtre des Blancs-Manteaux.

1.00 Sport : Athlétisme.
Championnat d'Europe à Split (Yougoslavie).

FR 3

20.35 Téléfilm : Les jeunes filles.
De Lazare Iglésis, d'après Henri de Montherlant, avec Jean Piat, Yolande Folliot (1re partie).
22.10 Journal et Météo.
22.35 Magazine : Océaniques.
Un autre regard sur la folie : Bruno Bettelheim, de Daniel Karlin.
23.50 Documentaire : Histoire de l'art.
D'Alain Ferrari. 11. L'art celtique en Gaule.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma :
Tarzan et le safari perdu. ■
Film américain de Bruce Humberstone (1956). Avec Gordon Scott, Robert Beatty, Yolande Donlan.
21.50 Flash d'informations.
21.55 Corrida.
Novillade de la Feria d'hiver de Nîmes, avec Chamaco et Jesulin de Ubrique.
23.10 Cinéma : Résurrection. ■
Film américain de Daniel Petrie (1980). Avec Ellen Burstyn, Sam Shepard, Richard Farnsworth (v.o.).
0.50 Cinéma : Natalia. ■■
Film français de Bernard Cohn (1988). Avec Pierre Arditi, Philippine Leroy-Beaulieu, Ludmila Mikael.

LA 5

20.35 Téléfilm : Les amazones.
De Paul Michael Glaser, avec Jack Scalia, Madeline Stowe.
L'élimination méthodique des hommes.
22.15 Sport : Automobile.
Résumé du Rallye des 1000 Lacs.
22.20 Sport : Tennis.
US Open 1990.
0.00 Journal de minuit.

LA 6

20.35 Téléfilm :
Les rescapés de Sobibor.
De Jack Gold, avec Alan Arkin, Rutger Hauer.
Un camp de la mort en Pologne.
23.05 Téléfilm : Madame Ex.
De Michel Wyn, avec Emmanuelle Riva, Jean-Pierre Darras.
Divorce difficile.
0.25 Six minutes d'informations.

LA SEPT

19.30 Documentaire : La guerre oubliée, voyage au Sud Soudan.
De Jean-Claude Luyat.
21.00 Téléfilm : Puccini.
De Tony Palmer, avec Robert Stephens, Virginia McKenna.
23.00 Documentaire : L'eau des fleuves.
De Jean-Paul Allegre.

FRANCE-CULTURE

20.00 Ile-de-France, chef-lieu Paris.
Descente au Forum des Halles (rediff.).
20.50 Lectures d'été.
Poèmes en prose, de Gustave Roud.
21.05 La fureur de lire, destin d'écrivains.
Jean-Paul Sartre en Angleterre.
22.05 Du ça dans le pastis.
Jacques Séguéla, fils de pub.
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli.
Le coucou.
22.40 Musique : Nocturne.
Jazz à la belle étoile. Les frères de la Côte : Le quintet de Harold Land, saxo ténor, et Blue Mitchell, trompette.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 mai lors du Festival de Vienne) : Sonate pour piano nº 13 en mi bémol majeur op. 27, Sonate pour piano nº 14 en ut dièse mineur op. 27 nº 2, de Beethoven ; Sonate pour piano op. 1, de Berg ; Variations pour piano op. 27, de Webern ; Petrouchka (extraits), de Stravinski, par Maurizio Pollini, piano.
23.07 Nuits chaudes.
Mes nuits chez Maud Rayer.
0.58 Les valses de l'été.

Mardi 28 août

TF 1

14.25 Série : Tribunal.
14.55 Club Dorothée vacances.
Jem et les hologrammes ; Les Popples ; Jayce ; Les chevaliers du zodiaque ; Série : Salut les musclés ; Le clip Top jeune ; Les jeux.
16.50 Tiercé à Deauville.
17.00 Série : Chips.
17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.35 Jeu : Une famille en or.
Animé par Patrick Roy.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : la Passante du sans souci.
Film français de Jacques Rouffio (1981). Avec R. Schneider, M. Piccoli.
22.35 Documentaire : Histoires naturelles.
Un jour ici... ou les mystères de la migration.

A 2

14.10 Téléfilm : Thomas Guérin, retraité.
De Patrick Jamain, avec Charles Vanel, Anémone.
15.40 Magazine : Eté show (suite).
Invité : Richard Gotainer.
16.45 Série : Larry et Balki.
17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.35 Magazine : Giga.
Les années collège.
18.10 Série : Mac Gyver.
19.00 Feuilleton : Châteauvallon.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Cinéma : Le lion et le vent. ■
Film américain de John Milius (1975). Avec Sean Connery, Candice Bergen, Brian Keith.
22.40 Journal et Météo.
22.55 Cinéma : Magnum force. ■
Film américain de Ted Post (1973). Avec Clint Eastwood, Hal Holbrook, Mitchell Ryan.

FR 3

15.00 Série : Mission casse-cou.
15.50 Magazine : 40e à l'ombre de la 3.
Présenté par Vincent Perrot, en direct de Menton.
18.00 Feuilleton : Sixième gauche.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 Jeux : La classe.
20.35 Téléfilm : Les jeunes filles.
De Lazare Iglésis, d'après Henri de Montherlant, avec Jean Piat, Yolande Folliot (2e partie).
Le séducteur est tombé amoureux.
22.10 Journal et Météo.
22.35 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité.
D'André Langanay et Gérald Calderon. 5. Deux parmi les autres.
23.25 Documentaire : Histoire de l'art.
D'Alain Ferrari.
12. Les paradis bouddhiques chinois.
23.35 Musique : Carnet de notes.
Airs de Buzzi et de Gordano Umberto, par Luciano Pavarotti.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Avant le déluge. ■
Film français d'André Cayatte (1954). Avec Bernard Blier, Paul Frankeur, Marina Vlady.
16.00 Cinéma :
Bunker palace hôtel. ■
Film français d'Enki Bilal (1989). Avec Jean-Louis Trintignant, Carole Bouquet, Benoît Régent.
17.35 Documentaire : Les allumés...
Raid delta au Maroc, d'Eric Marguerite.
18.00 Cabou cadin.
Captain N ; Barney.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
Présentés par Philippe Dana.
18.50 Top 50.
Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 Cinéma : Aigle de fer. □
Film américain de Sydney J. Furie (1985). Avec Louis Gossett Jr, Jason Gedrick, David Suchet.
22.20 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Huit millions de façons de mourir. □
Film américain de Hal Ashby (1986). Avec Jeff Bridges, Rosanna Arquette, Alexandra Paul (v.o.).

LA 5

14.30 Série : L'enquêteur.
15.25 Série : Kung fu.
16.35 Dessins animés.
18.05 Série : Riptide.
19.00 Journal images.
19.10 Jeu : Je compte sur toi.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Cinéma :
Mon nom est personne. ■
Film italo-français de Tonino Valerii (1973). Avec Henry Fonda, Terence Hill, Jean Martin.
22.35 Sport : Tennis.
US Open 1990.
0.00 Journal de minuit.

LA 6

14.40 Feuilleton :
Jo Gaillard (10e épisode).
17.15 Informations : M 6 info.
17.20 Série : Laredo.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.35 Série : Espion modèle.
19.25 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : La course au bonheur.
22.10 Série :
La malédiction du loup-garou.
22.35 Cinéma : Du rififi à Paname. □
Film français de Denys de La Patellière (1965). Avec Jean Gabin, Nadja Tiller, Mireille Darc.
0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (11).
15.00 Téléfilm : Sacrifice. De Patrick Meunier.
16.30 Vidéo-danse : Dernière fuite.
17.00 Documentaire : Barenboïm joue Beethoven (3).
18.00 Série : Médecins des hommes.
(Les Karens : le pays sans péché, d'Yves Boisset).
19.30 Moyen métrage : L'éternelle idole. De Gilles Bourdos.
20.00 Documentaire :
Le temps des cathédrales (9).
21.00 Documentaire : Hôtels, the story
(Hôtel de Paris, Monte-Carlo).
22.00 Documentaire : Seuls.
De Thierry Knauff.
22.15 Documentaire : L'ange et le barbare.
D'Yves de Peretti.
22.30 Magazine : Imagine.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.

FRANCE-CULTURE

20.50 Lectures d'été.
Poèmes en prose, de Gustave Roud.
21.05 La fureur de lire, destin d'écrivains.
Louis Aragon en Allemagne.
22.05 Du ça dans le pastis.
Alexis Philonenko, philosophe.
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli.
Le rouge-gorge.
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Le pianiste Paul Bley.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Nuits bleues.

FRANCE-MUSIQUE

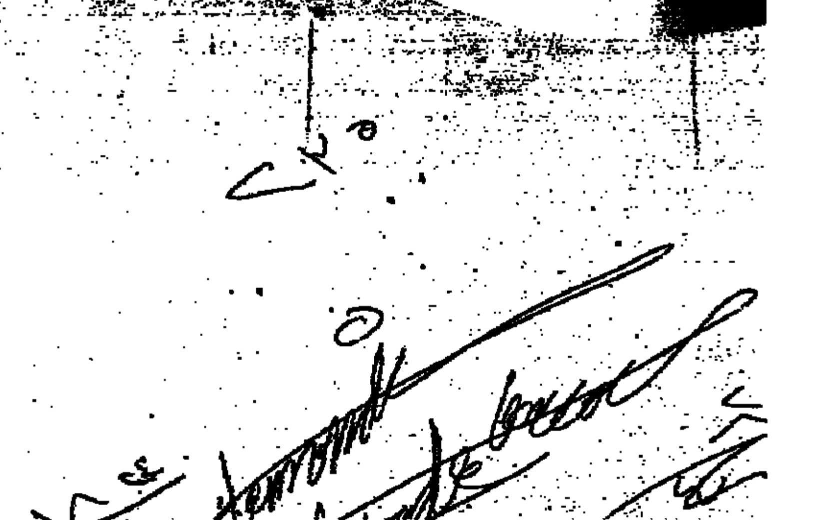
20.30 Concert (donné le 22 et 23 avril à la Philharmonie de Berlin) : Ouverture tragique en ré mineur op. 81, de Brahms ; Concerto pour violon et orchestre en mi mineur op. 64, de Mendelssohn ; Symphonie nº 3 en ut majeur op. 43, de Scriabine, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. Vladimir Ashkenazy, sol : Midori, violon.

Audience TV du 26 août 1990

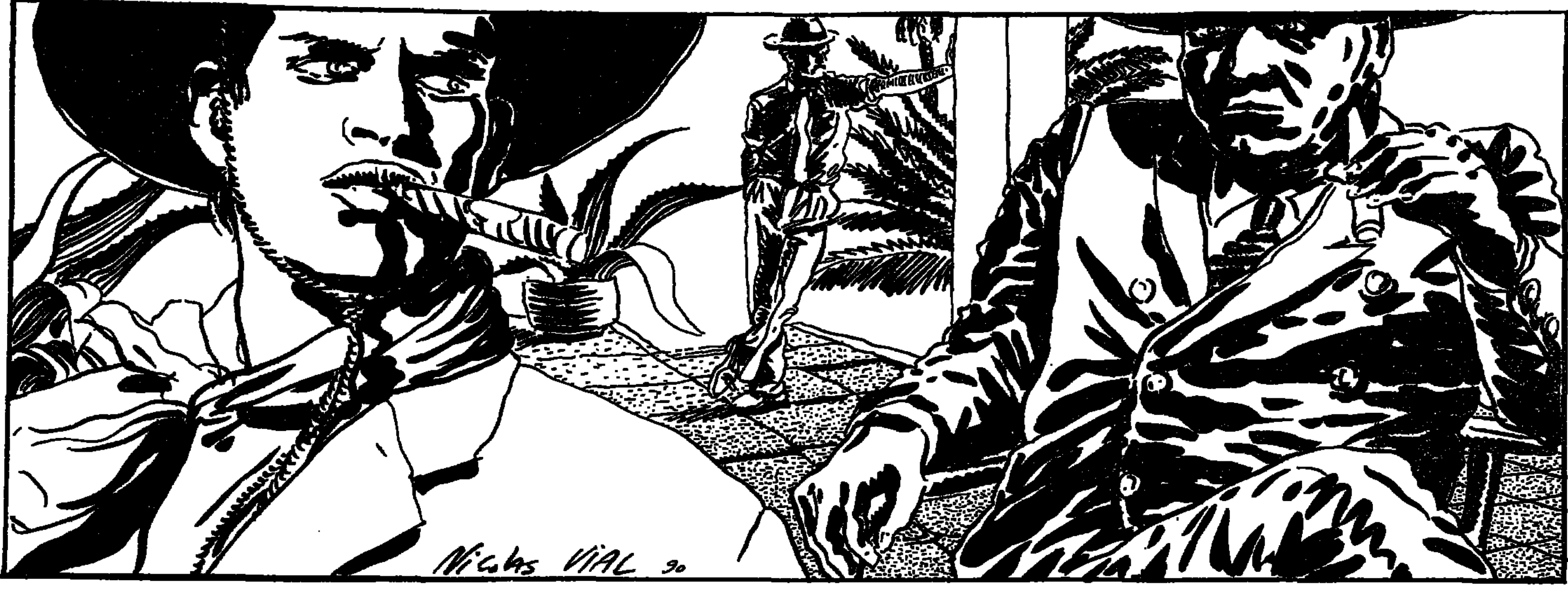
Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	34,8	Bande ann. 9,7	Stade 2 8,2	Actual. rég. 8,8	Sans espoir... 1,1	Enfer du dev. 5,4	Culture pub 1,6
19 h 45	39,6	Vidéo gags 17,5	Meguy 10,4	19-20 infos 7,3	Catch 0,8	Journal 2,1	Années... 1,4
20 h 16	47,6	Journal 20,5	Journal 12,9	Benny Hill 6,8	Catch 0,9	Journal 4,2	Pub 2,3
20 h 55	51,3	Airport 80... 23,5	Perry Mason 12,0	Guerre d'Alg. 6,2	Julia et Julia 1,0	Ecole dangers 6,4	Impensable... 2,7
22 h 8	51,2	Airport 80... 26,8	Perry Mason 12,1	Soir 3 4,9	Flash 0,9	Bande ann. 3,0	Impensable... 3,9
22 h 44	29,0	Pub 10,6	Nord et sud 5,9	Le divan 4,1	Snooker 1,6	Cyclisme 5,4	Chasseurs... 2,2



CHAMPS ECONOMIQUES



Pauvreté et richesse dans le monde

Mexique : les mille familles

Un peu moins de dix mille personnes détiennent la moitié des dépôts bancaires du pays et les riches sont encore plus riches

Après la Turquie et l'Allemagne (« Champs économiques » du 7 août), la Grande-Bretagne et l'Inde (14 août), l'Italie (21 août), l'enquête sur *« les riches dans les pays pauvres et les pauvres dans les pays riches »* se poursuit au Mexique.

COMMENT échapper au fisc et se faire plaisir ? Ils étaient près de cinq mille riches Mexicains à avoir trouvé la solution en allant jouer leurs gains dans les casinos de Las Vegas. Jusqu'à ce que le ministère des finances découvre le pot aux roses en décembre dernier lors d'une inspection menée dans les locaux de la vingtaine de représentations ouvertes au Mexique par les principaux établissements du Nevada. Dans les dossiers, les clients disposaient, selon leur capacité financière respective, de marges de crédit de 50 000 dollars à... 2 millions de dollars.

Rien d'étonnant dans ces conditions que les grands hôtels de Las Vegas offrent billet d'avion et séjour total gratuits à ces riches Mexicains disposés à perdre des milliers de dollars en une seule soirée, d'autant plus que les salles de jeux sont interdites chez eux (les paris hippiques et la loterie sont en revanche autorisés).

« Nous avons découvert de nombreux détails sur les comptes bancaires, les propriétés immobilières et les autres biens dont disposent ces Mexicains à l'étranger, explique le secrétaire d'Etat au revenu, Francisco Gil. *Nous leur avons demandé de se mettre en règle avec le fisc et beaucoup ont décidé de faire une déclaration de revenus complémentaire et de payer ce qu'ils croient devoir.* » Les récalcitrants s'exposent à de douloureux redressements fiscaux ou, plus grave encore, à la prison où se trouvent déjà quelques fraudeurs de gros calibre. Le durcissement des autorités, jusque-là très laxistes à l'égard des fraudeurs, s'inscrit dans la politique de *« modernisation économique »* entreprise par le président Carlos Salinas dès son arrivée au pouvoir en décembre 1988. De plus, le gouvernement a un besoin pressant d'argent frais pour son fonctionnement ordinaire, mais aussi pour le financement des grands travaux en prévision d'élections difficiles l'an prochain.

« Pour une fois, le gouvernement est sérieux, constate un des commentateurs politiques les plus en vue, Miguel Angel Granados. *En pratiquant les vérifications au hasard – un contribuable sur dix – il affecte nécessairement les intérêts de ses amis, comme on a pu le voir avec l'arrestation de l'importateur Luis Aguilar qui serait pourtant un proche du ministre des finances.* »

Une alliance étroite

En 1982 déjà, les oligarques mexicains avaient plus de 14 milliards de dollars dans des comptes bancaires aux Etats-Unis, soit plus que le total des investissements étrangers au Mexique à l'époque (11 milliards de dollars). Sans parler des biens immobiliers achetés par les Mexicains aux Etats-Unis : 30 milliards de dollars.

« Quelle honte ! Quel dégoût ! écrit Lopez Portillo dans ses *Mémoires. Deux choses sont claires : l'absence de solidarité et l'accélération de la concentration de la richesse.* » La responsabilité des banques dans la fuite des capitaux et dans l'augmentation de la dette externe du pays ne faisant pas l'ombre d'un doute, elles seront nationalisées mais leurs propriétaires indemnisés.

Huit ans plus tard, les fonds détenus à l'étranger par des Mexicains ont encore augmenté et le président Salinas a décidé de rendre la banque au secteur privé... En fait, explique José Luis Mejias, un des commentateurs politiques du principal quotidien de Mexico, *Excelsior*, la nationalisation de 1982 était une vaste comédie destinée à *« sauver les banques du désastre »* à la suite de la dévaluation du peso et de la ruée des épargnants pour vider leurs comptes en dollars.

« Lopez Portillo a profité de l'occasion, ajoute-t-il, *pour attribuer aux banques la responsabilité de sa politique erronée, alors qu'elles avaient travaillé en parfaite harmonie avec le gouvernement et sous sa protection. De la même façon, on peut dire que la dénationalisation en cours constitue une habile manœuvre politique destinée à satisfaire le secteur privé et à attirer les investissements étrangers.* »

Aujourd'hui, tout le monde en convient, les riches sont encore plus riches malgré la baisse spectaculaire de la croissance économique et entretiennent d'excellentes relations avec le pouvoir en dépit des petits désagréments provoqués par l'agressivité du fisc. En fait, le discours populiste des divers présidents mexicains, qui s'appuient sur les grandes conquêtes de la révolution de 1910 – nationalisme et justice sociale, – sert avant tout à occulter le maintien de l'alliance étroite entre le capital et la classe politique au pouvoir.

Miguel Angel Granados, qui a consacré un livre aux capitalistes mexicains (*Notre banque de tous les jours*, éditions Oceano, 1982, en espagnol), classe ses compatriotes bien nantis en trois catégories. « *Les héritiers – environ 25 % du total – ont une fortune constituée essentiellement en biens immobiliers accumulés par leurs ancêtres depuis le siècle dernier.* » Parmi eux, on trouve encore quelques familles des aristocraties française et espagnole qui sont restées au Mexique après la révolution et continuent d'utiliser leurs titres nobiliaires – discrètement car la Constitution l'interdit.

« Le deuxième groupe – le plus important – *est, représenté par les chefs d'entreprise qui se sont enrichis après la guerre dans les trois principales villes du pays, Mexico, Guadalajara et Monterrey, où ils ont établi de puissants groupes industriels, commerciaux et financiers, grâce aux barrières protectionnistes installées par le gouvernement. Enfin, les 25 % restants appartiennent à la classe politique et ont fait fortune grâce au trafic d'influences et à la corruption.* » (Voir l'encadré « Midas de Tianguistenco »).

Combien sont-ils ces riches Mexicains ? *« Un peu plus de mille familles*, affirme M.-A. Granados, *contrôlent à elles seules 50 % de la richesse nationale.* » La proportion est d'autant plus impressionnante qu'il s'agit d'un pays exportateur de pétrole dont la population atteint 85 millions d'habitants. Les chiffres officiels tiennent compte des nombreux subsides accordés à de larges secteurs de la population pour leur survie quotidienne, mais qui ne parviennent pas vraiment à réduire la distance entre les *« deux Mexique »*.

Quarante pour cent de la population dispose à peine de 13 % du produit intérieur brut et 10 % ont accès à 35 % du revenu. Les statistiques de la Banque centrale donnent une image plus fidèle de la réalité : un peu moins de dix mille personnes détiennent à elles seules 51 % de la totalité des dépôts bancaires dans le pays. Ces privilégiés ont chacun en moyenne l'équivalent de 3 millions de dollars sur leurs comptes, et sans doute beaucoup plus à l'étranger.

Les banques parallèles

Personne ne sait vraiment combien possèdent les riches Mexicains. Outre la résidence principale, *« nécessairement somptueuse*, écrit Irma Salinas *(voir l'encadré « Les cousins de Monterrey »), avec sa chapelle privée, ses tableaux de maître jusque dans les toilettes et les équipements électroniques dernier cri, le vrai multimillionnaire de Monterrey se doit de posséder une grande maison à la campagne, une autre au bord de la mer, avec un yacht, des appartements dans la station de sports d'hiver de Vail (Colorado), à New-York, à Londres et à Paris sur les Champs-Elysées, près de l'Etoile* ». Un des hommes les plus riches du Mexique, Agustin Legorreta, n'hésitait pas à affirmer en 1988 que le fonctionnement de l'économie nationale dépendait de trois cents personnes et entreprises qui traitent d'égal à égal avec le président de la République. Les Legorreta, qui détiennent toujours 5 % de la deuxième banque du pays, Banamex, ont diversifié leurs activités en prenant des participations dans plusieurs sociétés (téléphone, assurances, etc.) et surtout en créant des maisons de courtage en Bourse. Celles-ci – il en existe vingt et une actuellement – sont en fait de véritables *« banques parallèles »* qui font de la gestion de portefeuilles mais sont aussi autorisées à effectuer certaines opérations bancaires (dépôts pour des tiers, bureaux de change, etc.).

Le dynamisme de la Bourse de Mexico – elle a enregistré le taux de rendement le plus élevé (42.3 %) de toutes les places financières internationales au cours du premier semestre de 1990 – a permis aux *« barons de la finance »* de supplanter les *« capitaines de l'industrie »*. Sur la plus belle avenue de la capitale, le Paseo de la Reforma, les vingt étages de la Bourse récemment inaugurée, avec sa corbeille entièrement informatisée sous une superbe coupole de verre – la construction a coûté la bagatelle de 550 millions de dollars ! – symbolisent le triomphe des nouveaux détenteurs de la richesse. *« En fait*, dit un expert financier, *ce sont les mêmes – les fameux trois cents de Legorreta – et quelques nouveaux venus.* »

Les mêmes noms reviennent en effet : Alberto Bailleres, les frères

de Mexico,
BERTRAND de LA GRANGE

Lire la suite page 18

Les cousins de Monterrey

L'histoire d'Irma Salinas est digne de ces feuilletons qui ont contribué à faire la fortune d'Emilio Azcarraga à la tête du monopole de la *télévision privée* au Mexique. Dans les trois livres qu'elle a consacrés à la vie intime du *« clan de Monterrey »*, elle raconte les alliances politiques, la corruption, les mensonges et même les crimes qui ont permis aux familles Garza et Sada de constituer une fortune colossale à partir de l'industrie de la bière.

Irma Salinas règle ses comptes avec ceux qui ont déshérités ses huit enfants sous prétexte qu'elle s'était remariée à la suite de la mort de son mari, Roberto Sada. Elle commettait ainsi une infraction au code de conduite très strict imposé depuis la fin du siècle dernier par les familles qui, pour éviter la dispersion du capital accumulé, organisent les mariages selon des critères purement économiques et, si possible, entre cousins.

Derrière les hauts murs

L'auteur se rebelle contre *« l'hypocrisie des membres du clan qui ne reculent devant rien pour consolider leur pouvoir »*. Elle n'hésite pas à les accuser d'avoir organisé l'assassinat, en septembre 1973, du patriarche de la famille, Eugenio Garza. Selon la version officielle, celui-ci aurait été tué par la guérilla qui voulait l'enlever pour négocier une rançon.

Après avoir mené une enquête personnelle, Irma Salinas affirme que *« Don Eugenio »* a été éliminé par son propre frère, Roberto Garza, à la suite de désaccords sur l'avenir de l'entreprise sidérurgique de la famille.

Ce livre, intitulé *Nostro Grupo* et publié à compte d'auteur en 1978, *n'est jamais arrivé dans* les librairies et continue de circuler comme un samizdat. *« Des hommes armés, au service de la famille Garza, se sont emparés de tous les exemplaires chez l'imprimeur,* raconte Irma Salinas. *Ils sont également venus chez moi et ont emporté mes carnets d'adresses. Pendant trois semaines, j'ai été littéralement assiégée et dans l'impossibilité de sortir. Les autorités mexicaines refusant d'intervenir, j'ai dû faire appel à l'ambassade des Etats-Unis qui a obtenu le départ des hommes armés.* »

Les Garza et Sada avaient réussi jusqu'alors à se protéger de la curiosité des autres, avides de savoir ce qu'il se passait derrière les hauts murs des quartiers riches de la grande ville industrielle du nord du pays. Une des leurs a tout déballé, expliquant comment ils créaient les conditions nécessaires pour provoquer la faillite des entreprises de la région et les racheter à bas prix pour agrandir leur empire.

Aujourd'hui, les *« cousins de Monterrey »* contrôlent les deux principales brasseries du pays, *l'entreprise sidérurgique Hylsa* et une myriade de sociétés (industrie alimentaire, emballage, secteur financier, etc.) regroupées dans quatre conglomérats – Alfa, Cydsa, Visa et Vitro – qui ont plus de cent mille employés et un chiffre d'affaires annuel de près de 5 milliards de dollars. Les révélations d'Irma Salinas et les difficultés financières provoquées par la dévaluation du peso au début des années 80 ont à peine fait trébucher l'empire.

B. de L. G.

Midas de Tianguistenco

« Un politicien pauvre est un piètre politicien », dit-on au Mexique pour illustrer la capacité d'enrichissement de ceux qui *font carrière dans la fonction* publique. Selon ce critère, Carlos Hank est sans doute l'homme le plus talentueux de son pays.

Parti de rien, ce fils d'un Allemand et d'une Mexicaine a bâti en quelques années une des fortunes les plus impressionnantes du pays. Son ascension financière est directement liée à sa *carrière politique, qui l'aurait* mené jusqu'à la présidence de la République si la Constitution n'in*terdisait pas à un fils d'étranger* de se présenter à ce poste.

Le *« Professeur »*, comme on l'appelle avec déférence dans sa ville natale, Tianguistenco (60 kilomètres à l'ouest de Mexico), a la réputation de trans*former en or tout ce qu'il touche*. Comme le roi Midas. Du moins en ce qui concerne ses entreprises personnelles, car il n'a laissé que des dettes dans les organismes publics qu'il a dirigés, notamment au cours des six ans (1976-1982) passés à la tête de la mairie de Mexico lorsque son ami Lopez Portillo était président de la République.

L'Etat a toujours été le principal, voire l'unique client des entreprises de Carlos Hank. Grâce à ses relations, il obtient le monopole de la fourniture de certains équipements lourds pour la société nationale des pétroles PEMEX. Quand il est nommé à la mairie de Mexico, il accorde le contrat d'achat de plus de trois cents bennes à ordures à sa propre société de construction automobile FAMSA. Conflit d'intérêts ? Connaît pas !

Les quarante mille habitants de Tianguistenco, où se trouve l'usine FAMSA, ont fait installer sur la place principale une grande statue de bronze en l'honneur de leur *« bienfaiteur »*, qui possède une magnifique pinède à l'entrée du village. Derrière les hauts murs se cachent cinq ou six maisons et plusieurs dizaines de voitures de luxe – Rolls Royce, Ferrari, etc., – que le *« Professeur »* prête à ses nombreux amis de passage.

Des cadeaux somptueux

Après le départ de Lopez Portillo, qu'il récompense généreusement en lui offrant un grand terrain à Mexico et un *« prêt »* de plus de 1 million de dollars pour construire une maison, Carlos Hank affronte quelques difficultés et ses entreprises périclitent. Temporairement car, après une éclipse de six ans, il est nommé ministre du tourisme en 1988 et détient aujourd'hui le portefeuille de l'agriculture.

Le président Miguel De la Madrid avait pourtant envisagé, en 1982, de le faire emprisonner pour corruption : mais les poursuites n'avaient finalement pas été entamées car une grande partie de la classe politique risquait d'être éclaboussée par certaines révélations. Carlos Hank est, en effet, connu pour les somptueux cadeaux qu'il offre à ses amis et à ceux qui peuvent lui être utiles pour ses affaires.

Tous les ans, à Noël, il achète entre cent et cent cinquante montres Rolex en or à 10 000 dollars pièce, vendues sous le nom de *« Roi Midas »* par l'horloger suisse. *Personne* n'a jamais refusé ce *« petit »* présent.

B. de L.G.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

La crise du golfe la Bourse et le capital

De tous les grands marchés boursiers touchés par les graves événements du golfe Persique, celui de Tokyo, qui était déjà le plus malade, est le plus atteint. *Fin juillet, l'indice Nikkei était* encore aux environs de 31 000. Il est tombé jusqu'aux environs de 23 500, soit une baisse de 23 %. Depuis le début de l'année, la chute dépasse 35 %, alors qu'à New-York elle n'est que de l'ordre de 7 %, à Londres de 13 % et à Paris de 20 %.

Combinée avec la perspective d'une continuation de la hausse du prix du pétrole, cette évolution a, en un mois, changé du tout au tout le climat économique et financier mondial. Le souvenir des précédents historiques, récents ou moins récents – krachs boursiers et chocs pétroliers – *joue, selon le cas, le rôle d'amplificateur* des craintes ou plus souvent de modérateur de ces mêmes inquiétudes.

Trois raisons expliquent pourquoi, dans l'incertitude générale bien com*préhensible, la situation du marché* de Tokyo attire une attention particulière. La première n'a pas besoin d'être mentionnée : elle tient tout simplement au fait qu'il s'agit du Japon.

La deuxième est plus sérieuse et mérite en effet considération : les conséquences que pourrait avoir pour le reste du monde une crise financière généralisée dans l'archipel *nippon*.

La troisième est le pendant de la deuxième en ce sens qu'elle est plus rassurante : elle est liée au phénomène dit de la bulle *(voir nos chroniques des 7 et 14 août)*. Il conviendrait, me semble-t-il, d'en ajouter une quatrième, peut-être plus décisive que les autres, et qui s'apparente, comme on le verra, à la question que les ennemis de Jean-Jacques Rousseau posaient à son sujet : est-ce qu'un homme qui a confié ses enfants à l'Assistance publique est le mieux placé pour parler d'éducation ? Comme on a déjà oublié le premier motif invoqué, on désignera tout simplement par un, deux et trois les sujets annoncés.

Sur le premier point, l'affaire n'est pas nouvelle mais le centre d'intérêt s'est, au vu de l'expérience, déplacé. Il y a trois ans, pendant l'été 1987, les opérateurs de Wall Street et d'ailleurs s'attendaient déjà au grabuge japonais.

C'est que les cours à Tokyo paraissaient très gonflés. Ils l'étaient *aussi à New-York, mais comme* l'ambiance était alors à la hausse on préférait montrer du doigt le voisin pour désigner l'endroit d'où venait la menace principale.

A l'époque on redoutait surtout les conséquences économiques d'un brutal rajustement boursier. Comme le grief fait aux Japonais était de ne pas consommer suffisamment, qu'en serait-il, se demandait-on, si, brusquement, les innombrables épargnants nippons se sentaient plus pauvres à la suite d'une diminution plus ou moins importante de la valeur de leur portefeuille ?

C'est du reste en ces termes qu'on *analysait le plus souvent l'effet* d'une baisse boursière en général. Celle-ci était supposée devoir agir par l'intermédiaire de l'effet dit *richesse*. L'explication paraissait d'autant plus pertinente qu'elle portait le nom d'un économiste célèbre, mais connu seulement par les happy few.

Aujourd'hui on s'attache davantage, et cela est *a priori* une démarche plus saine, à des facteurs plus objectifs. On rappelle que c'est la spéculation boursière qui a nourri, au Japon encore plus qu'ailleurs, la spéculation immobilière, laquelle, on le sait, a porté sur le papier la valeur du sol nippon à un montant supérieur à la valeur du patrimoine foncier américain, situé sur un territoire vingt-cinq fois plus étendu. Selon les estimations courantes, 30 % environ des créances portées à l'actif des banques japonaises sont directement ou indirectement des prêts à l'achat de terrains et à la construction. Les banques japonaises jouent un rôle désormais déterminant sur le marché international. Qu'adviendrait-il si elles restreignaient brutalement leurs crédits ?

A ce premier type d'argument, fort préoccupant, répond une autre analyse, de caractère *également partiel, mais comment* pourrait-il en être autrement ? Cette analyse s'appuie sur l'idée du retour à l'ordre à travers le désordre. La Bourse de Tokyo, comme on l'a répété à satiété, *« défiait la loi de la gravitation »*. Le fameux rapport (ratio) cours/bénéfices y était cinq ou six fois supérieur à celui qui est jugé normal dans les pays normaux.

L'année dernière, une action sur douze cotée sur ce marché à vue voyait son cours doubler. Il fallait bien, pour user d'une métaphore mise à la mode par les économistes, que « la bulle se dégonfle ». Le bon côté de cette image, c'est de dissi*per l'illusion richesse : quand la* capitalisation boursière s'effondre, cela ne signifie pas qu'un capital proprement dit disparaît.

Pour compléter le raisonnement, on ajoute que les performances de l'économie nippone réelle ont rarement été aussi brillantes qu'actuellement. Le taux de croissance sera probablement supérieur à 5 % pour 1990 et il a même atteint les 10 % au cours du premier *trimestre de* l'année, au moment où le vent a tourné à la Bourse.

La troisième raison pour s'intéresser de près au phénomène japonais pour des motifs qui dépassent de beaucoup le cas de ce pays tient précisément à l'importance décisive des notions qu'on appelle vaguement capital et épargne. L'épargne, c'est aujourd'hui une notion qu'on redécouvre. Les économistes, et à leur suite les politiciens, tout au plaisir de rhabiller d'habits neufs la vieille vertu bourgeoise, naguère méprisée comme telle (à commencer par les théoriciens), la mettent à *contribution* à tout propos.

Si, par exemple, les Etats-Unis connaissent un déficit extérieur chronique et les Japonais un excédent, la raison en serait que les Américains n'épargnent pas assez et les Japonais trop. Cependant, à partir du moment où on cherche à donner une expression statistique au phénomène de l'épargne, celle-ci échappe à toute mesure précise. Il s'agit, du reste, comme disent les statisticiens, d'une grandeur implicite, c'est-à-dire non appréhendée directement, mais calculée par différence.

Sur le capital règne une confusion au moins aussi grande, qui laisse *toutefois de côté le drame de l'économie* moderne. Les marchés dits des capitaux ne sont plus que très partiellement des marchés du capital, tel semble être le fait essentiel sur lequel on glisse le plus souvent.

Les obligations d'Etat qui occupent tant à Tokyo qu'à New-York, à Londres ou à Paris une place si importante sont seulement des créances sur les revenus fiscaux à venir des Etats qui les émettent. Ils ne représentent pas un capital productif de revenus.

Au contraire, *pour servir* les intérêts futurs, les Etats devront ponctionner par la voie des impôts les revenus engendrés par le secteur productif. Encore que cette définition du *capital par la notion de secteur* productif soit à la fois trop restrictive et imprécise.

LES économistes prémodernes étaient plus près de la réalité quand ils soupçonnaient que tout bien ou service a vocation d'être un capital à condition d'être consommé productivement. Si un hôtelier renouvelle l'ameublement de son *établissement* et *ajuste ses* tarifs en conséquence, les meubles doivent être comptés comme un capital productif, au même titre qu'une machine mise en service par *un industriel*.

La réalité est plus économique et à la fois plus présente et plus triviale qu'il n'y paraît au premier abord. Le raisonnement précédent s'applique parfaitement au pétrole et devrait servir à supputer les conséquences d'un renchérissement de l'or noir. Au Japon, les deux tiers environ du pétrole consommé sont brûlés dans les usines. Autrement dit, ce pétrole est consommé productivement, et une bonne partie des produits fabriqués est vendue soit sur le marché intérieur, soit très souvent sur le marché *international*. En Amérique du Nord et en Europe occidentale, la proportion est à peu près inverse : les deux tiers du pétrole utilisé sont consommés « improductivement » (voitures de tourisme, chauffage domestique), ce qui veut dire que le coût n'en est pas *récupéré*.

Les mille familles

Suite de la page 17

Cosio, les Brener, la famille Vallina, les Garza et les Sada du fameux « *groupe de Monterrey* », Antonio Madero, sans oublier le « *banquier rouge* », Carlos Abedrop, qui, parti de rien et après avoir milité clandestinement au sein du Parti communiste vers 1940, était devenu le principal actionnaire de la cinquième banque du pays – Banco del Atlantico, contrôlée à 20 % par la Banque nationale de Paris – et détient aujourd'hui des participations dans de nombreuses sociétés (assurances, ingénierie, association avec Lazard Frères, Atochem, Dupont de Nemours, Ericsson), ainsi que la présidence de la compagnie aérienne Mexicana).

Parmi les nouveaux venus qui ne sont malgré tout pas des inconnus, on cite les noms de Carlos Slim, Gilberto Borja – il a construit le métro de Mexico dans les années 60, – Claudio Gonzalez et surtout Roberto Hernandez. Tous les quatre sont considérés comme les « *hommes du président* » Salinas, ce qui expliquerait leur ascension fulgurante. « *Pour s'enrichir au Mexique, il suffit d'avoir des relations et d'être en bons termes avec les dirigeants politiques*, soutient Guadalupe Loaeza, qui décrit avec humour dans ses nouvelles la vie quotidienne de l'élite financière. *Les bénéficiaires changent bien sûr tous les six ans, en même temps que le président, mais c'est suffisant pour se constituer une petite fortune qu'il s'agira de faire prospérer ensuite.* »

Roberto Hernandez, quarante-huit ans, a commencé dans la commercialisation de fruits et légumes avant de s'intéresser à la Bourse, dont il est nommé président en 1974. Il s'associe à Carlos Slim pour créer une maison de courtage, Acciones y Valores, qui progresse très vite grâce à des opérations judicieuses. Ses acquisitions de gros paquets d'actions de Telmex (téléphone) et de deux banques (Banamex et Serfin), avant l'annonce de leur privatisation, confirment ce dont tous les spécialistes se doutaient : Roberto Hernandez aurait accès à des « *informations privilégiées* ».

Malgré l'adoption en décembre dernier d'une loi qui prévoit des sanctions, le délit d'initié n'existe pas en fait au Mexique et personne n'a jamais été condamné pour avoir eu accès à des informations privilégiées. « *L'achat de terrains par des particuliers avant l'annonce d'un projet touristique ou de la construction d'une route*, affirme un expert financier, *est une pratique courante depuis la fin des années 20. Les ministres et même certains présidents n'ont jamais hésité à utiliser des hommes de paille pour mener ce genre d'opérations et obtenir le prix fort lors de la revente à l'Etat.* »

Des bénéfices détournés

Rien d'étonnant dans ces conditions que les quinze principaux conglomérats du pays, dont les puissants holdings du groupe de Monterrey, aient annoncé une progression de près de 300 % de leurs bénéfices en 1988 par rapport à l'année précédente. Pour échapper à l'impôt, l'essentiel de ces revenus, officiellement « *réinvestis* » dans l'entreprise, est en fait détourné vers l'achat de biens à usage personnel inscrits au nom de la société : voitures de luxe, avions, yachts, propriétés immobilières. « *Notre économie continue de fonctionner comme un casino* », se lamente l'économiste de gauche Jorge Alcocer, qui reproche aux capitalistes mexicains de spéculer au lieu d'investir.

« *Il faut vraiment avoir un poil dans la main pour ne pas s'enrichir au Mexique* », affirme avec un grand sourire le magnat de la presse écrite, Mario Vazquez, qui possède une *chaîne de soixante et onze journaux*, dix-sept stations de radio et l'agence de presse UPI, rachetée au bord de la faillite pour 41 millions de dollars aux Américains en 1985 et toujours en difficultés financières.

A cinquante-sept ans, ce passionné de sport peut se permettre de consacrer beaucoup d'énergie à ses responsabilités de président de l'Association des comités nationaux olympiques, car il fait partie de ces quelques dizaines de Mexicains qui ne savent plus vraiment le montant de leur fortune : plus de 500 millions de dollars, comme le veut la rumeur ? « *Certainement pas*, dit-il. *Je n'aimerais pas avoir tant d'argent mais je vis avec toutes les commodités. J'ai plusieurs maisons, une quinzaine de voitures et un avion qui me permet de me déplacer plus facilement à travers le monde pour assister aux réunions des comités olympiques.* »

Dans son immense bureau, dont les parois sont tapissées des photos de ses rencontres avec les grands de ce monde – le pape Jean-Paul II, Fidel Castro et les quatre derniers présidents mexicains, – il défend une théorie très en vogue dans la classe dirigeante nationale : « *La concentration de la richesse*, dit-il, *n'est pas un problème car les riches investissent leurs capitaux, créant ainsi des biens et des emplois. C'est pourquoi plus il y a de riches, moins il y a de pauvres* »...

Ce point de vue n'est évidemment pas partagé par l'immense majorité de la population, durement touchée par la crise économique qui, depuis le début des années 80, a eu pour effet de réduire de 50 % en moyenne le revenu réel des salariés. Certes, on ne voit pas à Mexico les immenses bidonvilles qui dominent la baie de Rio mais des dizaines de milliers de familles vivent dans une misère totale. Le contraste est saisissant entre ces Indiennes, entourées de leur ribambelle d'enfants dépenaillés, qui vendent des poupées de tissu au pied des immeubles ultramodernes du Paseo de la Reforma, et les riches bourgeoises qui ne se déplacent plus sans leur téléphone portable.

Malgré la crise – certains disent : « *grâce à la crise* » – les villas luxueuses des nouveaux riches poussent *comme des champignons dans le* quartier de Las Lomas qui domine l'agglomération polluée de Mexico où vivent vingt millions d'habitants. Tous les styles sont permis : du chalet suisse à l'architecture coloniale aux influences mauresques, en passant par les imitations texanes ou californiennes d'une prétention sans bornes, qui n'ont rien à envier à la réplique du Parthénon que l'ancien chef de la police de la capitale, Arturo Durazo – en prison pour corruption – s'était fait construire au bord de l'océan Pacifique.

On trouve de tout dans ce Hollywood mexicain où cohabitent quelques aristocrates – ceux qui ne se sont pas réfugiés dans les quartiers plus discrets de Coyoacan ou de San Angel, – des diplomates, des industriels, beaucoup de banquiers et de courtiers en Bourse, des trafiquants de drogue mais aussi des hauts fonctionnaires et même des dirigeants syndicaux dont le salaire ne peut certes pas justifier le niveau de vie. Si le dirigeant nonagénaire de la Confédération des travailleurs mexicains, Fidel Velazquez – « *Monsieur Perpétuité* », comme l'appellent ses nombreux détracteurs – vit à Las Lomas, c'est parce que le parti au pouvoir depuis 1929 a voulu le récompenser de ses « *bons et loyaux services* » qui ont consisté à maintenir la paix sociale pendant plusieurs décennies afin d'assurer la survie d'un système profondément inégalitaire.

de Mexico,
BERTRAND DE LA GRANGE

La semaine prochaine :
NIGÉRIA :
la course à l'enrichissement

CORRESPONDANCE

A propos du Mexique

A la suite de l'article « Le Mexique en quête d'argent » paru dans « Champs économiques » du 24 juillet, M. Jose-Angel Gurria, secrétaire d'Etat mexicain aux affaires financières internationales, nous écrit :

« On peut estimer que la « vraie » dette du pays est maintenant de l'ordre de 30 milliards de dollars, alors qu'elle ressortait à 100 milliards à la fin de 1988. Cela signifie que le Mexique a effacé l'excès d'endettement qui constituait le principal obstacle à sa croissance économique. (...) Grosso modo, les bénéfices de la renégociation viennent satisfaire un tiers des besoins de financement à moyen terme. Un autre tiers sera couvert par des ressources en provenance des organismes multilatéraux et résultant des concours publics bilatéraux. Le dernier tiers sera comblé par des investissements étrangers et des rapatriements de capitaux. On rencontre souvent quelque scepticisme à propos du rapatriement des capitaux placés à l'étranger et du flux des investissements étrangers. Là encore, il convient de faire appel à la réalité des chiffres.

» En 1989, le Mexique a connu un déficit de sa balance des paiements courants de 5,4 milliards de dollars, produit naturel de sa croissance. En même temps, il a fini l'année avec une augmentation de *300 millions* de dollars de ses réserves de change. Au cours de cette année-là, le pays n'a reçu aucun financement de la part des banques commerciales (en raison des négociations alors en cours) et le besoin de financement a été couvert pour 90 %, soit environ 5 milliards de dollars, par des investissements étrangers et des rapatriements de capitaux. On peut escompter une configuration *similaire en 1990, à la différence* près que le Mexique profitera également des bénéfices de la renégociation. Ces résultats n'ont été rendus possibles qu'à la suite d'un retour de la confiance et de l'optimisme.

» Aujourd'hui, l'économie mexicaine est l'une des plus ouvertes qui soient et les finances publiques ont été considérablement assainies (l'excédent primaire – différence entre les recettes et les dépenses courantes – s'élève à 8 % du PIB). On soulignera également que les taux d'intérêt venant rémunérer la dette publique intérieure sont tombés de 57 % en juillet 1989 à 30 % en juillet 1990. Cette détente nous indique, là encore, que la confiance est de retour, d'autant plus qu'elle n'a pas suscité un arrêt des rapatriements.

Les deux années qui viennent verront également la mise en œuvre d'un important processus de privatisations, qui inclut les banques commerciales et la compagnie nationale des téléphones. La décision de privatiser ces entreprises, *qui sont au demeurant rentables*, a été prise au motif qu'elles ne constituaient pas les éléments essentiels d'un Etat moderne qui a d'autres priorités : le Mexique peut (...) entrer dans une nouvelle ère, celle de l'« après-dette ». »

BIBLIOGRAPHIE

Les transports urbains en question

L'institution du versement transport en 1973 avait donné aux transports urbains français un coup de jeune. Cette taxe assise sur les salaires versés par les entreprises dans les agglomérations importantes a permis un renouvellement du parc du matériel roulant et une augmentation des capacités de transport. On a alors pu parler de la réhabilitation du transport collectif urbain.

Deux ouvrages parus récemment sonnent le glas. Envolées, les ressources nouvelles ! Le versement transport ne dégage guère de financements supplémentaires et, dans certains cas, recule ; les facilités financières nées de cette taxe ont généré des comportements laxistes et des déficits ; le retour de la voiture individuelle pose avec acuité le problème du partage de l'espace urbain entre modes de transport ; malheureusement les *instances politiques* n'aiment pas arbitrer dans un domaine hautement conflictuel et préfèrent ne pas se poser trop de questions sur la finalité et le coût des déplacements de leurs concitoyens.

Dans leur *Tranports urbains en question*, Christian Lefèvre et Jean-Marc Offner, deux chercheurs du CNRS, ont voulu inviter à plus de lucidité les responsables qui continuent à recourir à des *solutions de facilité* comme l'innovation technologique ou les subventions. Au terme d'un historique critique, ils appellent les acteurs à une véritable réflexion sur l'utilité économique et sociale de la *mobilité*.

Christian Lefèvre signe seul *la Crise des transports publics (France, Etats-Unis, RFA, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas)* qui décrit deux modèles d'organisation des transports : le modèle libéral, qui joue la carte de la déréglementation et de la privatisation, et le modèle qui s'oriente *vers la constitution de grands* ensembles. Manque une véritable autorité centrale capable de prendre en compte les besoins de déplacement des individus et les nécessités urbanistiques.

▶ ***Les Transports urbains en question*, de Christian Lefèvre et Jean-Marc Offner. Editions Celse, 170 F.**

▶ ***La Crise des transports publics*, de Christian Lefèvre. La Documentation française, nº 4900, 55 F.**



Le Monde de la Gestion

ODA
APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.

Filiale d' HAVAS et de COGECOM, l' ODA est la régie publicitaire des annuaires de FRANCE TELECOM (les pages jaunes, l'annuaire électronique, l'annuaire professionnels à professionnels - PAP-) 3,5 milliards de CA et 1 million d'annonces réalisés, 420 000 clients sont des illustrations concrètes de la performance ODA et de l'importance du contrôle de gestion.

JEUNE
CONTROLEUR DE GESTION H/F

VOTRE MISSION :

- élaborer les budgets en relation avec les directions,
- réaliser les tableaux de bord mensuels
- tenir à jour les prévisions et proposer des recommandations,
- effectuer les études économiques appropriées,
- contrôler les engagements de dépenses et de personnel.

VOTRE PROFIL :

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...), le DECS et une première expérience du contrôle de gestion sont des atouts supplémentaires. Vous vous intégrez au sein d'une équipe motivée. Rigueur, dynamisme et sens des contacts sont des qualités indispensables.

Nombreuses perspectives d'évolution pour un candidat de valeur. A l'ODA vous signez votre réussite.

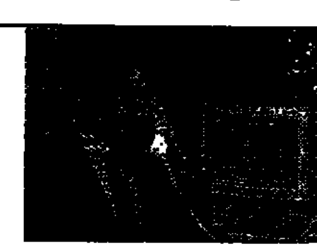
Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. HE/CG/08-90 à



ODA
Evelyne MALACH
7 av. de la Cristallerie
92310 SEVRES

LE PREMIER MOYEN DE SE FAIRE UN NOM

HCAP





- *Intervenant sur les marchés financiers (trader - swapper - market maker).*
- *Gestionnaire, organisateur de back-office.*

- *Ingénieur financier.*
- *Assistant chef de projets.*
- *Auditeur, Organisateur.*
- *Contrôleur de gestion.*
- *Comptable consolidation.*
- *Actuaire.*
- *Chargé d'études économiques.*

- *Responsable d'agence.*
- *Conseiller de clientèle entreprises.*
- *Commercial produits financiers (trésorerie, crédit-bail).*
- *Négociateur - concepteur de financements spécialisés.*

J'AI UN MÉTIER À LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

JEUNES DIPLOMÉS

Venez partager le savoir-faire de nos équipes de spécialistes et devenez un partenaire actif de notre clientèle. Nous vous proposons d'emblée un métier. De multiples opportunités vous sont offertes. Jeunes diplomés BAC + 4/5 d'écoles de commerce, d'ingénieurs ou d'universités, venez vous associer au talent d'une banque universelle présente sur tous les métiers bancaires et financiers.

Société Générale - Service Recrutement (réf. M8 DES) - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

(Organisation et Publicité)



… UN GRAND GROUPE POUR EXPRIMER … TENTIEL AU MEILLEUR NIVEAU

Le Groupe Concept, c'est 4000 collaborateurs et 2,3 Mds de CA, 3e SSII française et 5e en Europe. Il propose à ses clients une gamme complète de produits et services dédiés aux métiers de la finance, de la comptabilité et de la gestion.

GROUPE CONCEPT

Membre de Syntec

JURISTE D'AFFAIRES CONFIRME

Au sein de la Direction Juridique du Groupe Concept, vous aurez en charge des missions variées nécessitant la mise en œuvre d'un réel savoir-faire. Préparation d'analyses juridiques et fiscales, conception et rédaction de procès verbaux, d'actes et de contrats feront de vous un interlocuteur privilégié pour les différentes branches du Groupe.

DESS Droit des Affaires, 3 à 5 ans d'expérience minimum en entreprise ou en cabinet, connaissances techniques en droit des sociétés, droit fiscal et contractuel constituent vos atouts professionnels. Autonomie, initiative, sens des responsabilités constituent vos atouts personnels... nous avons certainement des ambitions communes. Parlons-en.

Merci d'adressez votre dossier de candidature sous référence LM/078 à Stéphane Charbonnier, Concept SA, 35/37 rue des Abondances, 92100 Boulogne.

GROUPE CONCEPT : l'informatique de gestion

MEDIA-SYSTEM

RADIO FRANCE

recherche

UN CADRE pour son Service Financier
BUDGET ET CONTROLE DE GESTION

Titulaire d'un des diplômes suivants :
Maîtrise de Sciences ECO - Maîtrise de Gestion
Sciences PO - DESCAF
Connaissance et pratique de l'informatique souhaitées.
Les candidats masculins devront être libérés des obligations militaires.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. détaillé, photo, prétentions) à :

RADIO FRANCE
Service du Personnel - Pièce 4617
116, avenue du Président-Kennedy
75786 PARIS Cédex 16

SOCIÉTÉ D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE
RECHERCHE

UN(E) OPÉRATEUR(TRICE) POUR LE MARCHÉ DEVISES

débutant ou confirmé

Langues requises : espagnol, portugais.

Merci d'adresser votre dossier : C.V. + lettre manuscrite + photo sous la référence N° 8008 au *MONDE PUBLICITÉ*
5, rue de Monttessuy 75007 PARIS.



HIGH TECH

Juriste d'affaires internationales

LOCSTAR Mandatée par de grandes entreprises internationales, la société Locstar a pour vocation de commercialiser un réseau européen de radio-repérage et de radiomessagerie par satellites, destiné aux mobiles (transports terrestres, maritimes, ferroviaires, etc...).

Le succès de ce système de communication se confirme et implique la mise en place d'accords commerciaux entre notre société et nos différents partenaires tant français qu'européens.

C'est dans ce contexte que notre Direction Administrative et Financière recherche un Juriste en droit des contrats.

Tout à la fois expert et conseil auprès de notre Direction sur le montage juridique des accords commerciaux tant nationaux qu'européens, vous serez chargé d'élaborer, de négocier et de mettre en œuvre les contrats juridiques portant sur des opérations diversifiées et complexes.

Juriste d'entreprise, vous avez acquis, dans un contexte international, la connaissance du droit (notamment anglo-saxon) de la concurrence européenne et la maîtrise de l'anglais.

Ce poste est situé à Evry puis à Marseille.

Thierry de Carné, notre conseil, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/118 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

MEDIA-SYSTEM



RELEVE UN NOUVEAU DEFI...

...Devenir un partenaire actif de la profession comptable dans le domaine de la gestion patrimoniale. Un accord exclusif vient de se conclure avec FRANCE DEFI et CONCEPT CCMC. Il se traduit par la création d'une filiale commune. Soyez

LE COORDINATEUR NATIONAL DE CETTE NOUVELLE ACTIVITE

Votre éducation et votre personnalité sont celles d'un patron. Les succès que vous avez rencontrés dans la conception et la distribution de produits financiers sont incontestables. Vous aimez motiver les hommes et les conduire au succès.

Si le caractère exceptionnel de cette opportunité de carrière ne vous a pas échappé, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 205 M, à notre Conseil A.R.B 15 rue d'Astorg. 75008 PARIS qui vous contactera dans les meilleurs délais et vous garantit la plus grande discrétion.

A.R.B
PARIS SOPHIA-ANTIPOLIS

DESSEIN

Le Monde de la Gestion

Chez Apple, notre approche en matière d'audit est unique. Non seulement nous analysons l'environnement dans lequel s'effectue notre mission mais nous devenons les partenaires de nos clients internes et les aidons dans leur stratégie. Nous jouons un rôle qui privilégie l'action et qui exige une large expertise financière alliée à une réelle expérience du monde des affaires. Nous attachons également une importance cruciale à certaines qualités telles que : ténacité, ingéniosité, vivacité et faculté d'intégrer les idées d'autrui.
Nous formons une équipe solide, habituée aux situations exceptionnelles et nous pouvons utiliser vos compétences.

Senior Internal Auditors

Ref. SIA/LM/890

Auditeur confirmé, vous prendrez la responsabilité de projets en vous attachant aux aspects opérationnels et financiers. Vous superviserez l'équipe d'auditeurs et participerez à la stratégie de l'entreprise. Vous développerez vos compétences dans le cadre de missions variées allant du développement de produits à l'étude des prix, de l'analyse de la qualité et des capacités de production au contrôle interne et à l'assistance des auditeurs externes.

Senior EDP Auditors

Réf. EDP/LM/890

Auditeur confirmé, vous prendrez en charge l'analyse de l'efficacité de nos centres de calculs, de la sécurité de l'environnement informatique et de la cohérence de nos systèmes de développement.

De formation supérieure en informatique, DECS, MBA ou équivalent, vous possédez une expérience d'au moins 6 ans dans le domaine de la finance ou de l'informatique. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature **en anglais** sous la référence du poste choisi à Mable JENKINS, **Apple Computer Europe Inc.**, Le Wilson 2, Cedex 60, 92058 Paris La Défense, FRANCE.

Apple, le Logo Apple et Macintosh sont des marques déposées de la société Apple Computer Inc.

Apple

The power to be your best

CURRICULUM

Gérer notre comptabilité générale

Filiale d'un important groupe de communication et de publicité, nous représentons un ensemble de 600 MF et sommes en position de leader dans notre profession.

Rattaché à notre directeur administratif et financier, en liaison étroite avec les services de contrôle de gestion et de la trésorerie, vous êtes responsable de l'ensemble de la comptabilité générale de plusieurs entités: comptes d'exploitation mensuel, bilan, déclarations fiscales et sociales... et vous animez une équipe de 4 personnes.
Poursuivre les efforts entrepris dans le domaine de l'organisation et des procédures comptables, optimiser la qualité et la sûreté des traitements avec l'aide de l'informatique sont vos missions quotidiennes.
DECS ou équivalent, votre expérience vous permet d'avoir une bonne vision de la gestion et de l'architecture comptable d'une société de cette envergure. Cette mission, d'abord en contrat à durée déterminée de 7 à 8 mois peut conduire vers des opportunités intéressantes au sein d'un groupe porteur.
La rémunération est attractive.



Patrick de Bejarry vous remercie de lui adresser votre candidature sous la référence LM/17CC à Elite Conseil, 15 rue Maison-Dieu, 75014 Paris.

MEDIA-SYSTEM

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN

recherche

JEUNE GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE ACTIONS

Nous sommes une des filiales financières du groupe, dont l'activité est de gérer des OPCVM distribués par un puissant réseau bancaire.
Sous l'autorité du Directeur de la gestion "actions", il aura pour mission :
- d'assurer la gestion des fonds investis sur les sociétés françaises
- de mener les études d'ingénierie financière sur les marchés et sur nos produits
- de participer à l'information du réseau.
Pour ce poste qui nécessite le goût du travail en équipe, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure économique et financière, riche d'une première expérience acquise comme analyste financier ou comme gérant.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08 1165 à CONTESSE - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois-Perret qui transmettra.

CONTESSE



Sur un site nouveau dans le complexe industriel de Notre Dame de Gravenchon - Lillebonne, EXXON CHEMICHAL POLYMERES entreprend la construction d'une usine de polyéthylène linéaire et de polypropylène.
Cette nouvelle usine emploiera environ 250 personnes pour un investissement de 2 milliards de Francs.
Pour cette nouvelle usine nous recherchons

DES HOMMES ET DES FEMMES DIFFERENTS POUR CREER UNE USINE PAS COMME LES AUTRES EN NORMANDIE

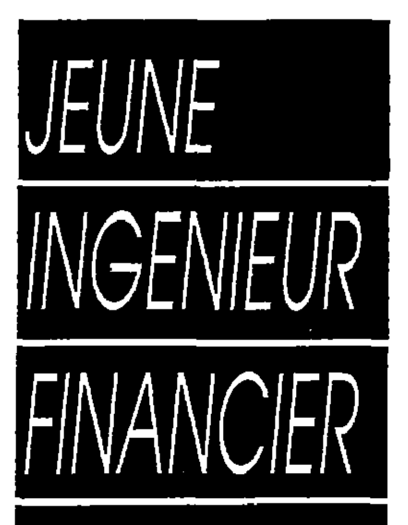
RESPONSABLE ACHATS - COMPTABILITE

Vous prendrez en charge la fonction ACHATS de cette nouvelle usine (produits, équipements industriels), en particulier la mise en place des procédures (appel d'offres, établissements et négociation des contrats, suivi des commandes et des délais...) dans un environnement international. Dans le cadre de cette mission, vous animerez une équipe qui vous assistera dans la gestion au quotidien. A court terme, vos responsabilités s'élargiront en intégrant l'activité comptabilité industrielle.
De formation SUP de CO ou équivalent, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans minimum dans les fonctions Achats et Comptabilité de préférence en milieu industriel.
De réelles qualités relationnelles et une bonne maîtrise de l'anglais sont des atouts essentiels pour réussir dans ce poste évolutif.
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) à François LEVASSEUR, Responsable Recrutement EXXON CHEMICAL POLYMERES, BP 52, 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon.

MEDIA-SYSTEM

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

recherche pour son DEPARTEMENT PRIMAIRE ACTIONS



Pour faire face au fort développement de notre activité, il rejoint le secteur de l'ingénierie et, au sein de cette équipe jeune et performante, il participe :
- aux études techniques des produits émis, à l'analyse du risque de garantie
- à la conception et au montage de nouveaux produits à développer (dérivés...)
- enfin, à la présentation aux émetteurs des diverses solutions proposées.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation BAC + 5 financière ou scientifique, riche d'une première expérience du marché primaire Actions ou des montages financiers ou du trading sur produits dérivés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08 1169 à CONTESSE - 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSE

LE HOME ATLANTIQUE

Recrute

Attaché de Direction chargé du Développement

Ce cadre sera directement responsable :
- de la prospection et des acquisitions foncières (achat, bail emphytéotique, à construction...)
- des études de faisabilité et de la programmation
- du montage juridique (structures appropriées) et financier (recherche de financement) des opérations
- de l'établissement des bilans prévisionnels de chaque opération (prix de vente ou loyers logements, commerces, bureaux)
- des études marketing et politique commerciale

Formation : Niveau Bac + 5 ou équivalent dans les domaines suivants :
- droit (immobilier, construction, urbanisme, fiscalité)
- gestion financière
- réglementation HLM
- aptitude à la relation interne et externe

Rémunération selon compétence et expérience

Adresser dossier de candidature à : SA HLM LE HOME ATLANTIQUE, 8, av. des Thébaudières BP 187 - 44802 SAINT HERBLAIN cedex

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Gerer notre comptabilité générale

هكذا من الأصل



NOUS SOMMES UN CABINET D'AUDIT AYANT DES CORRESPONDANTS EN EUROPE

et nous recherchons dans le cadre de notre développement des

CHEFS DE MISSION

et collaborateurs confirmés

Titulaires d'un diplôme d'école de commerce ou universitaire, vous avez acquis une expérience de 2 à 5 années d'audit et de commissariat aux comptes en cabinet ou en entreprise.

Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activité variés (essentiellement en région parisienne) et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilités au sein d'un cabinet qui privilégie la qualité des prestations et des relations humaines.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à :

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS,
à l'attention de Didier Cardon
19, rue Clément-Marot 75008 PARIS

Responsable des Services Administratifs et Comptables



CA de 6,8 MdF, 16 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

La **DIVISION CABLAGE AUTOMOBILE** conçoit et réalise des systèmes électriques, pour l'industrie automobile. Avec une très forte présence à l'export, elle poursuit son expansion en développant son savoir-faire sur un secteur du marché automobile en forte évolution technologique.

Nous vous proposons de rejoindre une de ses filiales (2700 personnes) implantée en région toulousaine (31).

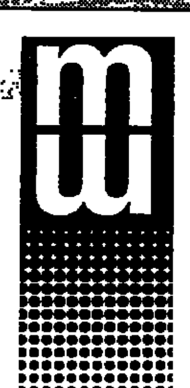
Rattaché au Directeur du site, vous aurez la responsabilité de l'Administration Générale et de la Comptabilité Analytique ; animant une équipe d'une cinquantaine de personnes, vous serez chargé :
- du calcul des prix de revient et de l'établissement des devis,
- du suivi de la productivité des ateliers,
- de la tenue de la comptabilité analytique,
- de l'organisation et du chiffrage des inventaires,
- de l'élaboration des budgets et de leur suivi.

De formation supérieure en finances-comptabilité (Ecole de Commerce et/ou DECS), vous justifiez d'une expérience confirmée dans un poste similaire principalement orienté vers la comptabilité analytique et le contrôle de gestion en milieu industriel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à Labinal, Christian Lefrançois, Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

MEDIA-SYSTEM

1er GROUPE FRANCAIS D'ASSURANCES MUTUELLES



1er groupe français d'assurances mutuelles (9000 collaborateurs, 16 milliards de F. de C.A.), nous connaissons une forte croissance tant sur le marché français qu'au plan international où nous intervenons à travers nos succursales et filiales réparties sur 23 pays.

Notre direction des comptes et du contrôle de gestion (150 personnes) intervient dans l'ensemble des structures de la société et contribue à la stratégie du groupe à travers ses recommandations.

Dans ce contexte, nous recherchons un

Fiscaliste de haut niveau

Rattaché à cette direction, il développera une fonction de consultant interne relative à toutes les questions fiscales liées aux activités nationales et internationales du groupe.

Dans cet esprit, il devra organiser la diffusion des dispositions fiscales dans l'entreprise et contrôler leur application.

Conseiller des services, il les assistera dans leurs relations avec l'administration.

Ce poste, situé au Mans, s'adresse à un fiscaliste ayant acquis une solide expérience qui lui aura permis d'exercer sa spécialité à un niveau élevé de responsabilités.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous la référence FIS/LM à J-C DESNOUES, Service Recrutement - LES MUTUELLES DU MANS ASSURANCES
19-21, rue Chanzy - 72030 LE MANS Cedex.

Organisation et Publicité

CPC France

CONTROLEUR DE GESTION



Groupe CPC France ; 2,5 MMF de C.A., 5 unités de production, des marques de premier rang recherche un CONTROLEUR DE GESTION.

De formation supérieure (Ecole supérieure de Commerce ou maîtrise de gestion), vous avez une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire en milieu industriel où vous utilisez l'informatique.

Vous assisterez le Directeur Général d'une Division Opérationnelle importante en prenant en charge l'élaboration des plans à court et à long terme et le contrôle de gestion de sa Division (C.A. : 1 milliard de F).

Poste très relationnel qui implique d'indiscutables qualités de communication et de fermeté, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Applications informatiques en cours de transfert sur IBM AS-400.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et mention du salaire actuel sous référence 104LF à CPC France - Muriel LEVY 379, avenue du Général de Gaulle - 92142 CLAMART

MEDIAPA

HIGH TECH

Créez le contrôle de gestion de nos filiales

LOCSTAR Voilà ce que vous propose la société Locstar, qui a pour vocation de commercialiser en Europe des services de liaison par satellites destinés aux engins mobiles (transports terrestres, ferroviaires, etc.).

Doté de puissants moyens, notamment financiers, ce système de communication se poursuit avec succès et implique la création de filiales commerciales européennes. C'est dans ce cadre de développement que notre Direction Administrative et Financière recherche dès à présent un Contrôleur de Gestion.

Chargé de créer votre fonction, votre rôle sera d'assister et de conseiller les filiales dans l'élaboration et le contrôle de leurs données financières et comptables.

Bien sûr, la consolidation et le reporting financier feront aussi partie de vos attributions.

Diplômé d'une école ou d'une université de gestion, vous avez acquis une expérience de 3 ans du contrôle de gestion en entreprise et êtes bilingue français-anglais.

Ce poste est situé à Évry puis à Marseille.

Thierry de Carné, notre conseil, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M/119 à Linden, 14, rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

MEDIA-SYSTEM





La Banque HERVET

recherche dans le cadre du développement de son Département des Affaires Immobilières un

Exploitant Immobilier

pour assurer :
- le développement et l'entretien d'une clientèle de promoteurs et de marchands de biens,
- le montage d'opérations financières et immobilières,
- la gestion et le suivi des risques.

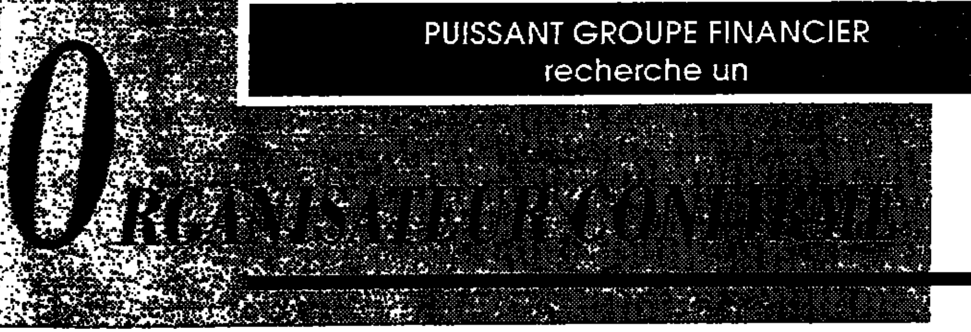
De formation supérieure, vous êtes un excellent technicien qui bénéficiez d'une expérience d'environ 5 ans en Banque ou chez un professionnel de l'immobilier.

Doté d'un tempérament ouvert, dynamique et commercial, vous souhaitez évoluer dans un secteur en pleine expansion où vos connaissances techniques et vos qualités relationnelles seront pleinement appréciées. De larges perspectives d'évolution sont offertes au sein du Groupe.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Bénédicte GUIBOURG, Banque HERVET, Département du Personnel et des Relations Sociales, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf.M30EI.

L.B.W.

PUISSANT GROUPE FINANCIER
recherche un



Organisateur confirmé

Intégré au Service du Budget et de la Comptabilité analytique.

Dans un contexte de refonte de nos systèmes d'information et en liaison avec nos directions et filiales, vous aurez pour mission :
- d'élaborer un schéma directeur "Charges de fonctionnement" allant de la gestion des prévisions de dépenses jusqu'à celle de leur mise en remboursement.
- de mettre en œuvre les systèmes d'informations correspondants (ajustement de l'existant et mise en place d'outils nouveaux).

Pour ce poste qui exige de réelles qualités de négociation et d'autonomie, nous souhaitons rencontrer un professionnel de l'organisation, fort d'une expérience d'au moins cinq ans en comptabilité analytique, acquise dans le secteur tertiaire de préférence dans le milieu bancaire ; une formation supérieure ainsi qu'une maîtrise des méthodes de conduite de projet sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf 081163 à CONTESSE - 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex qui transmettra.

CONTESSE



Leader mondial des matériaux composites souples (activités marine-loisirs et aéronautique), nous poursuivons notre croissance rapide à l'échelle internationale (CA consolidé 2 mds de F, 24 sociétés dont 18 à l'étranger). Notre Direction Financière (Issy-les-Moulineaux) recherche son :

Responsable Consolidation et Méthodes Groupe

Rattaché au Directeur Administratif et Financier Groupe et assisté de 3 collaborateurs cadres, vous assurez une triple mission :
• responsable de la consolidation, vous en conduisez l'automatisation complète autour du logiciel Concept, vous proposez et concevez les améliorations permettant d'établir une consolidation mensuelle et par branche ; • en charge de la formalisation et de l'optimisation des procédures de traitement et de gestion, vous entretenez une assistance et un dialogue permanents auprès des filiales et mettez en œuvre progressivement un guide complet de méthodes à l'échelle de l'ensemble du Groupe ; • enfin, vous supervisez la comptabilité et le contrôle budgétaire holding.

A 30/32 ans, votre solide formation de gestionnaire, votre expérience de la consolidation, acquise dans un environnement dynamique (mise en place de systèmes d'information et de procédures) et votre pratique de la langue anglaise, vous permettent d'assumer les exigences techniques du poste.

Mais, seuls votre créativité, votre ouverture et votre sens du dialogue, vous garantiront une pleine réussite dans cette fonction, au carrefour d'un Groupe où valeurs humaines et implication de chacun sont les maîtres mots d'une décentralisation réussie.

Si ce contexte vous séduit, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous ref. YO620 à notre Conseil :

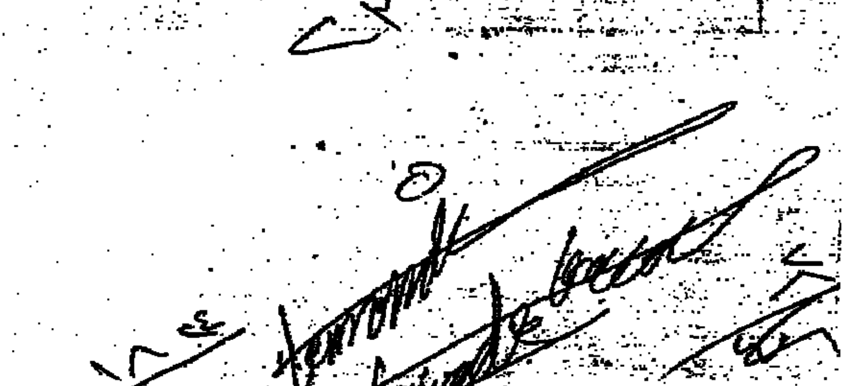
CONCEPT RECRUTEMENT



2, PLACE ANDRE MALRAUX 75001 PARIS

MEDIA-SYSTEM

Le Monde de la Gestion



COMMUNICATION

L'université d'été de la communication

Les incertitudes de la rentrée audiovisuelle

En l'absence de M. Michel Rocard retenu à Paris par le débat parlementaire sur la crise du Golfe, c'est Mme Catherine Lalumière qui devait inaugurer, le 27 août, l'université d'été de la communication à Carcans-Maubuisson (Gironde). Pendant une semaine, près de 3 000 professionnels français et européens vont confronter leurs expériences et leurs stratégies sur les grands dossiers du moment : avenir de l'audiovisuel public, télévision haute définition, économie de la production mais aussi mise en place des nouveaux réseaux de communication en Europe ou distribution de la presse. Mais à côté des débats stratégiques, l'université de Carcans est aussi, comme chaque année, la rentrée politique de l'audiovisuel français : membres du gouvernement, Conseil supérieur de l'audiovisuel et professionnels se retrouvent face aux dossiers laissés en souffrance et à quelques échéances épineuses.

Certes, pour la première fois depuis cinq ans, l'audiovisuel national échappe à ces séismes à répétition dont il a le secret : lois, privatisation, réforme du service public, décrets sur la programmation, directive européenne, etc. Les professionnels, qui redoutent plus que tout le bouleversement permanent des règles du jeu, ne peuvent que s'en féliciter. Mais la stabilité du paysage est toute relative.

A l'exception de TF 1, qui s'adjuge une position dominante sur l'audience et le marché publicitaire, les télévisions se débattent dans des situations économiques difficiles. La Cinq est en péril et, malgré l'arrivée d'Hachette, tarde à définir une politique de relance. M 6 espère équilibrer son compte d'exploitation l'an prochain. Les chaînes publiques auront quelque mal à finir l'année dans le respect des budgets. La production souffre du marasme des diffuseurs et les pouvoirs publics préfèrent supprimer 500 emplois à la SFP plutôt que d'espérer un redémarrage rapide du marché.

La traditionnelle épreuve budgétaire de la rentrée s'annonce difficile. A 2, FR 3 et les autres sociétés publiques espéraient une croissance substantielle de la redevance et un peu plus d'un milliards de francs de mesures nouvelles pour se remettre à flot. Mais l'effet sur l'indice des prix de l'augmentation du tabac et des taxes sur les alcools risque de cantonner la hausse de la redevance à 2,5 %. Et les mesures budgétaires pourraient bien subir les séquelles économiques de la crise du Golfe.

Satellite et septième réseau

Au ministère de la culture et de la communication, on ne veut pas anticiper sur les futurs arbitrages. On affirme seulement que le redressement d'A 2 et FR 3 est plus une question d'hommes que d'argent en observant que l'audiovisuel public a reçu en trois ans plus de 3 milliards de francs supplémentaires sans grande incidence sur ses performances. Une critique qui en dit long sur l'état des rapports entre les pouvoirs publics et les responsables des chaînes nommés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Deux autres échéances attendent le gouvernement et le CSA. Le satellite de télévision directe, tout d'abord, qui, aujourd'hui opérationnel, attend toujours la composition définitive de son bouquet de programmes. Sur la pression du gouvernement allemand, un certain nombre de ministres souhaitent remplacer une des chaînes thématiques, autorisées par le CSA, par Antenne 2 pour mieux promouvoir les nouvelles normes de télévision et aider le rayonnement extérieur de l'audiovisuel français.

Le ministère de la culture et de la communication, pourtant, reste sceptique : le financement de l'opération est loin d'être acquis et la diffusion d'A 2 – de son journal télévisé notamment – en Tunisie ne va pas sans problèmes diplomatiques. Le CSA, lui, attend que le gouvernement se mette d'accord pour revoir, éventuellement, sa copie.

Le second problème concerne le septième réseau de télévision, lui aussi laissé incomplet. Le CSA a autorisé la chaîne payante Canal Enfants à l'utiliser pendant la journée. Reste à meubler les soirées. Président de la SEPT, M. Jérôme Clément milite activement pour que la chaîne culturelle puisse obtenir ce réseau et échapper au ghetto du samedi sur FR 3. Mais les partisans de la chaîne musicale Euromusiques disposent aussi de solides arguments et de quelques appuis gouvernentaux.

C'est sur le marché publicitaire, pourtant, que la rentrée risque d'être la plus mouvementée. On attend en effet pour le mois de septembre la décision du ministre de l'économie et des finances, après avis du Conseil de la concurrence, sur la fusion entre le groupe anglais WCRS et Carat, la plus importante centrale d'achat française. Décision lourde de conséquences pour l'économie de l'audiovisuel comme de la presse écrite.

Carat occupe dans l'approvisionnement publicitaire des médias une place centrale que beaucoup aimeraient voir réduite et le Conseil de la concurrence a, lui-même, entamé une seconde procédure pour sanctionner d'éventuels abus de position dominante.

JEAN-FRANCOIS LACAN

Les frontières de la télévision

Suite de la première page

Mais, à côté de ce tronc commun, chaque chaîne invente environ 25 % de sa programmation, information, musique, magazine et bien sûr habillage d'antenne, qui porte sa griffe nationale. Dès que Canal Plus Belgique a réussi à trouver le ton à travers ses propres émissions d'humour comme « Plus ou moins net » ou d'informations culturelles comme « Next Stop », les abonnements ont progressé sensiblement.

» La télévision doit rester près des gens, respirer l'âme d'un pays. Les Français jugent la rigueur monacale des informations télévisées allemandes ennuyeuse et rétrograde. Mais lorsque la chaîne privée Sat 1 a essayé de faire une information à l'américaine, le rejet a été total. Traumatisé par les manipulations nazies sur l'information, le public allemand exige une information sérieuse dont la forme se démarque nettement de toute idée de divertissement. La même conception du jeu démocratique explique ces grands forums sur des problèmes de sociétés – version grave de « Droit de réponse » – qui fleurissent sur les chaînes allemandes. A côté de cela, on trouve sur les mêmes antennes le flon-flon bavarois des variétés.

» La télévision espagnole, elle, c'est plutôt le mélange détonant entre une modernité agressive et les symboles archaïques de la culture nationale. Le cocktail déconcerterait un spectateur français mais correspond parfaitement au mouvement actuel de la société espagnole. Toute télévision possède ainsi une identité nationale incarnée dans des genres spécifiques – La « télé-verita » en Italie, le « docu-drama » en Grande-Bretagne – qui sont difficilement transposables hors des frontières.

– Dans ces conditions, peut-on encore parler de télévision européenne ?

– Si on entend par là la possibilité de fabriquer la même programmation pour tous les pays du Vieux Continent, c'est une pure utopie. Et les feuilletons ou séries qui tentent, sous prétexte de coproduction, de mélanger un peu de chaque réalités nationales sont à peine de la télévision. L'Europe des patries existe, surtout dans le domaine de la communication, et elle n'est pas près de disparaître.

» La seule réalité de la télévision européenne, c'est un réseau de professionnels qui sont capables de se mettre rapidement d'accord pour financer des œuvres fabriquées par un seul pays. Si j'ai besoin de partenaires pour une production, je peux appeler aujourd'hui deux personnes en Grande-Bretagne, autant en Allemagne, en Espagne ou en Italie. Toutes me font confiance : elles savent que la production que je leur propose, tout en étant d'origine française, sera assez forte pour intéresser leur public. Et la réciproque est tout aussi vraie. Un tel mode de fonctionnement était impossible il y a encore deux ans.

– Comment peut-on aider cette Europe-là ?

– On discute beaucoup aujourd'hui d'un assouplissement du cadre réglementaire, d'un rééquilibrage entre quotas nationaux et quotas européens. On ne peut plus maintenir l'obligation de diffuser 50 % d'œuvres franco-françaises quitte à se montrer beaucoup plus rigoureux sur l'identité des produits nationaux et à faire la chasse aux productions américaines qui se travestiraient en œuvres européennes. Il serait bon aussi que la France ait au moins trois grandes chaînes nationales en bonne santé et capables de produire.

– Depuis l'investissement dans Carolco, Canal Plus paraît plus intéressé par les Etats-Unis...

– Notre prise de participation de 5 % dans le capital de ce gros producteur est notre seule participation aux Etats-Unis. Nous n'avons aujourd'hui aucun autre projet là-bas. Pour une chaîne qui a besoin de vingt-cinq à trente gros films par an, capables d'attirer les abonnés, il est indispensable d'avoir des liens étroits avec un producteur qui sort chaque année cinq à six grands titres comme *Robocop*, *Total Recall* ou *Terminator*. Quand on a ça dans sa manche, la discussion avec les grands *majors* hollywoodiens se passe beaucoup plus facilement. »

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le CSA chasse les immeubles brouilleurs

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel vient de s'en prendre à l'Opéra-Bastille. Motif : le bâtiment de Carlo Ott brouille la réception de la télévision pour certains immeubles du quartier. S'appuyant sur un article du code de la construction et la loi de 1986 sur l'audiovisuel, le CSA a mis en demeure l'administration de l'opéra d'installer, à ses frais, des nouvelles antennes ou des paraboles pour améliorer la réception des immeubles concernés. L'Opéra-Bastille s'est déjà exécuté, en partie, en équipant, pour quelque 100 000 F, l'hôpital Saint-Antoine.

Le nouveau théâtre n'est pas la seule victime de cette chasse aux immeubles brouilleurs. Le CSA a astreint au même exercice des propriétaires d'immeubles à Bordeaux, Toulouse, Villeurbanne ou Saint-Raphaël. C'est la première fois que l'autorité de régulation exerce les prérogatives que la loi de 1986 confiait déjà la Commission nationale de la communication et des libertés. AU CSA, on précise que c'est le Conseil qui instruit, lui-même, les dossiers sur plainte des riverains victimes de brouillage.

Le Monde

Édité par la SARL le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herreman,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Un clip pour une clé

On danse en Espagne sur le rap de la *llave* (la clé). Ce clip endiablé, diffusé à la télévision, à la radio et en disque, avertit depuis plusieurs semaines les téléspectateurs espagnols qu'ils pourront dès le 14 septembre recevoir les émissions de Canal Plus Espagne et obtenir, en échange de leur abonnement, la clé du décodeur. Ces derniers, fabriqués par la filiale de Canal Plus et de la SAGEM, ont déjà été testés avec succès auprès de 10 000 foyers. Ils serviront l'année prochaine à installer Première (Canal Plus Allemagne) et *à remplacer petit à petit les appareils installés en France.*

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 25 août :

UN ARRÊTÉ

– Du 6 août 1990 fixant par pays et par groupe les taux de l'indemnité de résidence pour service à l'étranger.

UN AVIS

– Aux importateurs et exportateurs interdisant les échanges de marchandises entre l'Irak et le Koweït, d'une part, et les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte, d'autre part.

Les élus alsaciens protestent contre la grille de FR 3

STRASBOURG

de notre correspondant

La nouvelle grille de FR 3 provoque une levée de boucliers en Alsace. La diffusion complète du magasine de 19/20 heures dans la région va en effet supprimer les créneaux jusqu'ici consacrés aux émissions en dialecte alsacien, désormais reléguées à la mi-journée les samedis et dimanches.

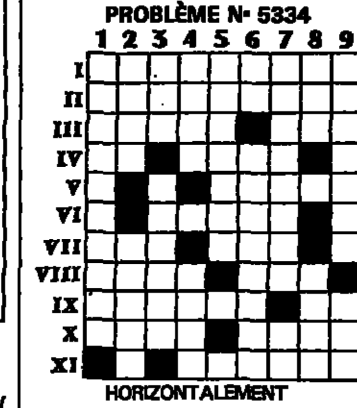
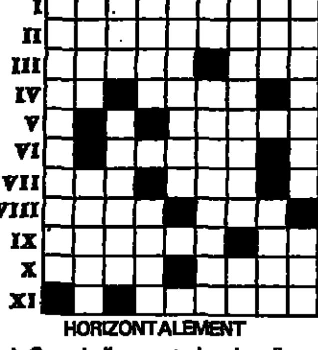
De nombreux élus s'en sont déjà émus : ainsi, le sénateur Henri Goetschy (UDF-CDS), qui préside le haut comité pour le bilinguisme, s'indigne de cette décision. Il a demandé à rencontrer le président Philippe Guilhaume et menace de provoquer une grève de la redevance dans la région.

D'autres élus de l'opposition comme le président du conseil général du Bas-Rhin, Daniel Hoeffel (UDF), mais aussi de la majorité comme le député socialiste Jean-Pierre Baeumler, s'élèvent contre cette disparition. *« Une telle mesure apparaît aberrante à l'heure de la décentralisation »*, estime M. Hoeffel dans une question écrite à Mme Tasca.

JACQUES FORTIER

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5334

HORIZONTALEMENT

I. Quand elles sont chaudes, il y a beaucoup de sang. – II. Bien colorée, vue de face. – III. Machine parfois. A deux ailes et une arête. – IV. Note. Un baron ne lui fait pas peur. – V. Est plus chaud qu'une bise. – VI. Ancienne capitale d'un comté. – VII. Un frère chargé des travaux. Son dos fait une bosse. – VIII. En Italie. Endroit où l'on voit le jour. – IX. Vraiment troublé. Peut courir dans les prés. – X. Placée. Les Mines, dans la Loire-Atlantique. – XI. Ce qu'on peut faire sans effort.

VERTICALEMENT

1. Victimes d'un refroidissement. – 2. Dernier délai pour un paiement. Une vipère. – 3. Cacha. En couche. – 4. Un ensemble de retenues. De grosses tranches. – 5. En Lettonie. – 6. Donné avant une exécution. Qui nous ôte tous nos moyens. – 7. Peuvent être chaussées par celui qui veut suivre un guide. – 8. Dans les Pays-Bas. Une certaine allure. – 9. Dans la Marne. Hurlé par un instructeur.

Solution du problème n° 5333

Horizontalement

I. Naturiste. Motos. – II. Unijambiste. Eu. – III. Tari. Miss. Terre. – IV. Ré. Corseter. Lu. – V. Ire. Iléus. Omer. – VI. Topa. Araire. – VII. Ibis. Tapinois. – VIII. Vie. Dés. Al. Ça. – IX. Eons. Upas. Océan. – X. Stupre. Ingambe. – XI. Me. Cascadeurs. – XII. Uri. Tramée. Pi. – XIII. Nenan. Essoré. – XIV. Draisienne. Sues. – XV. Esus. Osée. Nets.

Verticalement

1. Nutritive. Monde. – 2. Anaérobiose. Ars. – 3. Tir. Éplent. Unau. – 4. Uji. As. Sucrais. – 5. Ra. Ci. Pains. – 6. Immolateurs. Io. – 7. Sbire. Aspect. Ès. – 8. Tissu. Arène. – 9. Esses. Sida. Né. – 10. Ana. Némée. – 11.. Météorologues. – 12. Errai. Caresse. – 13. Ter. Nis. Ems. Out. – 14. Ourler. Cab. Près. – 15. Eure. Aneries.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Décès

– M. Jacques Baumier,
son époux,
Les docteurs Didier Baumier et Dominique Baumier,
Le docteur Thierry Baumier et Mme Sylviane Baumier,
ses enfants,
Diane, Cédric, Lauranne, Amalric,
ses petits-enfants,
M. Léonce Baumier,
son beau-père,
Toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Gisèle BAUMIER,

survenu le 24 août 1990, en son domicile.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 août, à 14 h 30, en l'église de Tavers (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part.

46, avenue Jules-Lemaître,
45190 Tavers.

– M. et Mme Thys
et leurs enfants,
M. Jean de Castella,
M. Kenzo Takada,
ont la douleur de faire part du décès de leur frère et ami

Xavier de CASTELLA,

survenu à Paris, le 12 août 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Eustache, le 29 août, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Kenzo Takada,
Atsuko Kondo,
François Baufumé,
ont la douleur de faire part du décès à Paris, le 12 août 1990, de leur ami

Xavier de CASTELLA,
administrateur de la société Kenzo.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le mercredi 29 août, à 11 heures, en l'église Saint-Eustache.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Kenzo,
3, place des Victoires,
75001 Paris.

– Violaine Michaud,
sa compagne,
Geneviève Laroque
et ses enfants,
Tous ses amis,
ont la douleur de faire part de la mort de

Frédéric LEIBOVICS,

survenue à Champcueil (Essonne), le 22 août 1990, à l'âge de soixante-deux ans.

La crémation aura lieu au columbarium du Père-Lachaise, à Paris-20e, le 29 août, à 15 h 30.

9, rue Orfila,
75020 Paris.
14, place Denfert-Rochereau,
75014 Paris.

M. Henri Gorce-Franklin,
M. et Mme Victor Mosca,
M. et Mme Jacques Hayward
et Agathe, leur fille,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Edith GORCE-FRANKLIN,
ancien membre
du Conseil économique et social,
ancien membre du conseil général
du département des Hauts-de-Seine,
adjointe au maire de Neuilly-sur-Seine,
de 1946 à 1988,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec Palmes,
officier de la Résistance,
combattant volontaire de la Résistance,
membre des Forces françaises libres,

survenu le 23 août 1990, dans sa soixante-seizième année.

Selon sa volonté, ses obsèques ont été célébrées dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

137, rue de Longchamp,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– M. et Mme Lucien Nosbom,
ses enfants,
Mlle Elisabeth Huber,
sa sœur,
Mme Jean Huber,
sa belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre HUBER,
ingénieur en chef (c.r.)
au ministère des DOM-TOM,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre natioanl du Mérite,
commandeur
de l'étoile de la Grande-Comore,
commandeur
de l'ordre de l'étoile d'Anjouan,
croix de guerre 1939-1945,

survenu, muni des sacrements de l'Eglise, à Paris, le 20 août 1990, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 23 août en la chapelle de la Compassion, à Paris-17e, suivie de l'inhumation au cimetière sud de Nancy (Meurthe-et-Moselle), dans le caveau de famille.

36, boulevard de Picpus,
75012 Paris.

– Les docteurs René et Marie-Thérèse Kieny-Meyer (Strasbourg),
Mlle Béatrice Meyer (Paris),
ses enfants,
Marie-Paule Kieny et Eric Degryse (Strasbourg),
Jean-René et Christine Kieny (Mulhouse),
Pierre Kieny et Marie-Line Pocard (Nantes),
ses petits-enfants,
Clémence et Alice,
ses arrière-petites-filles,
Sa famille,
Ses amis,
Ses anciens élèves,
Tous ceux qui l'ont aimé,
ont la grande peine d'annoncer la mort, survenue à Paris, le 22 août 1990, à la veille de ses quatre-vingt-onze ans, de

M. Gabriel MEYER,
ancien combattant 1914-1918,
professeur retraité,
ancien professeur
à l'Institut Sonnenberg de Carspach.

Il nous laisse dans la peine et son beau sourire nous manquera.

La cérémonie religieuse aura lieu à Mulhouse, sa ville natale.

Selon sa volonté, il sera incinéré et reposera auprès de sa chère épouse,

Marie-Madeleine MEYER-SCHNELL,

décédée le 24 mai 1955.

1, rue Frémicourt,
75015 Paris.
14, rue de la Côte-d'Azur,
67100 Strasbourg.

– Mme Fernand Parrain,
née Jally,
son épouse,
Hélène et Philippe Rimboux,
Anne
Et François,
ses enfants,
Mme Clotilde Jally,
sa belle-mère,
M. et Mme René Guittard,
son beau-frère et sa belle-sœur,
M. Michel Guittard,
son neveu,
ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-trois ans, de

M. Fernand PARRAIN.

La levée du corps aura lieu le lundi 27 août 1990, à 15 heures, suivie de l'inhumation dans le caveau familial, à Merinchal (Creuse), le 28 août vers 15 heures.

Anniversaires

– Le 27 août 1986, nous quittait

Philippe CORSON,

à l'âge de trente-trois ans.

Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

ÉCONOMIE

BILLET

Examen de passage

La réforme du financement de la Sécurité sociale va peut-être achever cette semaine son *interminable* gestation. *Le dernier* examen de passage de la contribution sociale généralisée (CSG) est fixé au mercredi *29 août, date à laquelle les* conseillers du premier ministre et les représentants du groupe socialiste de l'Assemblée *nationale se rencontreront pour* se mettre définitivement d'accord.

Appliquée à l'ensemble des revenus, la CSG élargira l'assiette du financement de la « sécu » sans pour autant aggraver le taux des prélèvements obligatoires. Par un effet de vases communicants, elle permettra de réduire la cotisation d'assurance-vieillesse des salariés. L'opération se soldera par un léger gain de pouvoir d'achat au profit des rémunérations inférieures à quelque 15 000 francs mensuels. Au taux de 1 %, 34 milliards de francs seraient ainsi mobilisés.

Les députés socialistes, que le contenu de la *« nouvelle étape sociale »* chère à M. Michel Rocard laisse quelque peu sur leur faim, ont jusqu'ici milité en faveur d'un taux progressif en fonction des revenus et s'inquiètent des répercussions d'une mise à contribution des revenus de remplacement (retraites, allocations chômage, certaines prestations sociales). Soucieux de ménager les couches moyennes, le gouvernement préfère un taux unique comprenant des exonérations pour les plus modestes qui, mercredi, pourraient néanmoins faire l'objet d'un compromis.

Les incertitudes liées à la crise du Golfe risquent pourtant de faire surgir une contestation plus radicale. Alors que la nécessité de surveiller de très près la politique salariale suscite la grogne des syndicats, la mise en place de la CSG – sévèrement critiquée par la quasi totalité de ces mêmes organisations – est-elle vraiment opportune, objectent déjà certains socialistes ? A Matignon, on a l'intention de tenir bon. Ces réserves risquent malgré tout de rendre encore plus délicate la présentation de la CSG. L'opinion, en effet, risque fort de n'y voir qu'un *« nouvel impôt pour la Sécurité sociale »*.

J.-M. N.

Les conséquences de la crise du Golfe

« Il faudra s'adapter à un prix durablement plus élevé du pétrole »

nous déclare M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie

M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, a répondu aux questions du « Monde » sur les conséquences économiques de la crise du Golfe.

« La crise du Golfe met-elle, selon vous, en danger la croissance mondiale ?

– Dès avant la crise, le centre de gravité du pétrole dans le monde était en train de revenir dans le Golfe. La demande mondiale d'énergie était repartie avec le regain de la croissance économique. La production pétrolière de l'OCDE stagnait, celle des Etats-Unis baissait. La production de l'Union soviétique rencontre chroniquement *des difficultés multiples.* Reste le Golfe, où l'on trouve les réserves les plus grandes, accessibles aux coûts les plus faibles. Depuis un an déjà, on sentait une remontée des tensions sur le marché du pétrole : le coup de main de l'Irak sur le Koweït intervient dans ce contexte déja fragile.

» *Arithmétiquement, les 4 millions* de barils qu'extrayaient l'Irak et le Koweït sont compensables par l'Arabie saoudite, les Emirats, le Venezuela et quelques autres pays producteurs. Mais il y a des problèmes d'ajustement sur certaines qualités de produits et toutes les distorsions provoquées par la spéculation. Déjà, *les Japonais, dont l'énergie* dépend à 70 % du pétrole importé, raflent les cargaisons à n'importe quel prix. En outre, les armées dans le Golfe ont des besoins considérables qui sont prioritaires.

» Les Français doivent donc savoir que la situation est sérieuse et va le rester. De surcroît, l'évolution militaire et politique n'ayant rien de rassurant, on peut craindre que les acteurs économiques n'engagent une *escalade spéculative*, aggravant le mal.

– Le prix du baril de pétrole a dépassé les 30 dollars. Le gouvernement va-t-il annoncer des mesures d'économies d'énergie ?

» Beaucoup a été fait depuis quinze ans, et l'économie française est mieux armée pour résister à un nouveau choc pétrolier. La France produisait 22 % de ses besoins en énergie en 1973, elle en produit près de la moitié maintenant, 47 % exac*tement*. Notre consommation dépendait à 69 % du pétrole, le pourcentage est réduit à 43 % aujourd'hui.

» Il est vrai que l'effort d'économie d'énergie avait été relâché pendant un temps. Mais le gouvernement actuel l'a relancé. Nous avons accru le budget de l'AFME, l'agence française d'économies d'énergie, de 25 % en deux ans. Des crédits d'impôts nouveaux ont été accordés pour les travaux d'isolation, et nous avons relancé des recherches sur des moteurs plus économes et sur les énergies renouvelables.

» Faut-il faire plus ? Nous étudions actuellement différentes mesures que l'on pourra mettre en œuvre, étape après étape, en fonction des scénarios possibles dans le Golfe. Mais, pour l'instant, rien n'est arrêté. Je rappelle simplement que l'automobile brûle 58 % du *pétrole importé* : la meilleure économie pour la France est que ses automobilistes modèrent leur vitesse, vérifient leurs carburateurs, la pression de leurs pneus et qu'ils aillent acheter le pain à pied quand c'est possible. Contrairement à ce que l'on peut croire, ce ne sont pas des gadgets, mais une source considérable d'économie pour les stocks nationaux et les porte-monnaie individuels. En tout cas, une chose est probable : il faudra s'adapter à un prix durablement plus élevé du *pétrole*.

– Faut-il relancer le programme nucléaire ?

» Non, pas aujourd'hui. Les événements actuels confirment d'ailleurs, une fois de plus, la justesse de la politique nucléaire que nous avons poursuivie contre vents et marées. Mais nous avons aujourd'hui cinquante-cinq tranches en activité, cinq nouvelles sont en construction et une autre à Civaux est sur le point d'être engagée. Cela suffit pour le moment. Mais il faudrait que les programmes redémarrent en Europe là où ils ont été interrompus.

» D'une certaine façon, nous payons en ce moment les conséquences du gel du nucléaire dans la plupart des pays occidentaux, qui a eu pour conséquence de donner au Moyen-Orient un *poids* énorme dans l'énergie mondiale. Stopper le nucléaire aujourd'hui, c'est donner des atouts à Saddam Hussein.

– A propos du nucléaire, le surgénérateur Superphénix subit des pannes à répétition. Allez-vous décider de l'arrêter définitivement ?

» Superphénix n'est pas une centrale dangereuse, c'est une centrale qui fonctionne mal. Il faut nous laisser encore un peu de temps pour la réflexion, mais aucune hypothèse ne doit être exclue. Nous mettons en balance, d'un côté, les connaissances supplémentaires que nous apporte le fonctionnement du réacteur sur une *filière* où *la* France a *acquis* une bonne avance technique et, de l'autre, le coût de l'exploitation. Si cette balance penche du mauvais côté, il faudra en tirer les conséquences.

– Le prix du gaz va-t-il augmenter ?

» Probablement puisqu'il suit, avec un certain délai, les cours du brut. Mais si gaz et pétrole sont équivalents pour les prix, le gaz nous permet de réduire notre dépendance à l'égard des pays exporta*teurs de pétrole et notamment* du Proche-Orient. Nos sources sont diversifiées : l'Algérie mais aussi la mer du Nord et l'URSS. Il faudra en tenir compte à l'avenir. Même réflexion pour le charbon importé.

– Quelles seront les retombées de la crise sur l'industrie française ?

» Il y a deux risques, *qu'il faut* absolument éviter : l'inflation et la stagnation. A 25 dollars le baril et avec un dollar à 5,50 francs, l'industrie française subirait, selon nos estimations, une charge *supplémentaire* annuelle de 9 milliards de francs. A 30 dollars le baril, la note passe à 15 milliards de francs environ, ce qui représente 7,5 % du résultat *d'exploitation de l'industrie manu*facturière dans son ensemble. C'est beaucoup, et en plus la répartition est très inégale.

» Rien ou presque ne pèse sur l'électronique, tandis que pour la chimie, les matériaux de construction, les industries agroalimentaires, la surcharge sera lourde.

– Mais les concurrents occidentaux ne subiront-ils pas exactement la même surcharge ?

» En effet. On peut même dire *que* les entreprises françaises auront un avantage comparatif puisqu'elles ont basculé leur consommation du pétrole vers l'électricité plus que leurs concurrentes. Il est vrai, aussi, que beaucoup de progrès techniques ont été réalisés : couler 1 tonne d'acier, par exemple, nécessitait moitié plus d'énergie il y a vingt ans qu'aujourd'hui. Mais quoi qu'il en soit, il faudra bien que la surcharge soit payée.

» A mes yeux, la priorité est, à cet égard, de maintenir la possibilité de financer nos investissements c'est-à-dire, dans un contexte de croissance perturbée, de préserver à tout prix nos capacités d'épargne. La rigueur budgétaire doit donc être maintenue pour que l'Etat puise le moins possible sur les marchés de capitaux et contribue à alléger les taux d'intérêt.

– Faut-il abaisser les taux d'intérêt ?

» Il faut essayer. A côté de cela, on peut essayer d'atténuer les effets de la hausse de l'énergie dans les secteurs les plus touchés par certaines mesures ponctuelles. D'une façon générale, il faut tout faire pour *ne pas reproduire* les erreurs commises lors du premier choc pétrolier. Nous avons pour nous l'expérience du passé, le bénéfice de la bonne politique économique qui est menée et le fait que les réflexes inflationnistes d'hier sont cassés.

» Mais la situation est sérieuse car, sauf dénouement très rapide et très improbable de *la* crise, nous allons entrer, pour un certain temps, dans une période de pétrole cher, c'est-à-dire sortir des facilités relatives individuelles et collectives d'hier et d'avant-hier. Il ne faut être ni lénifiant ni alarmiste, mais d'abord que chacun se sente responsable. On croit rêver en entendant *tel* ou *tel*, au retour de vacances, reprendre le fil de la chanson qu'il avait entonnée au printemps.

» L'attitude diplomatique et mili*taire adoptée par le président* de la République a réuni un large consensus. On souhaiterait qu'il en soit de même quant à l'économie. Ainsi aurons-nous une chance que la crise soit absorbée sans effet de choc. »

Propos recueillis par
ÉRIC LE BOUCHER

Les divisions persistent au sein de l'OPEP

Les consultations des membres de l'OPEP entamées le dimanche 26 août à Vienne se poursuivaient en début de semaine dans une atmosphère incertaine. Alors que les Saoudiens menaçaient d'augmenter leur production avec ou sans accord au sein de l'organisation, le Venezuela *préférait* attendre la fin des discussions avant d'accroître son offre de 300 000 barils par jour. L'OPEP n'entend pas supporter *seule le poids de* l'ajustement de la production à la demande et attend implicitement des pays consommateurs qu'ils puisent dans leurs stocks. En France, le litre de super valait 6,03 francs dans la zone C qui compte 27 départements dont Paris.

VIENNE

de notre correspondante

L'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) a entamé dimanche 26 août à Vienne des consultations informelles sur les répercussions de la crise du Golfe sur le marché international pétrolier. La question principale à discuter était l'éventualité d'une hausse des quotas de production des pays membres pour stabiliser le prix du baril à la suite de l'embargo contre le brut koweïtien et irakien. L'Irak et la Libye n'ont pas envoyé leurs ministres du pétrole à Vienne. Le gouvernement koweïtien en exil était par contre représenté par son ministre des finances.

Stabiliser les prix

Pour compenser l'arrêt des livraisons irakiennes et koweïtiennes de 4 millions de barils par jour, l'Arabie saoudite et le Venezuela souhaitent une augmentation de la production afin de stabiliser les prix. Une décision à ce sujet supposerait la tenue d'une réunion extraordinaire de l'organisation dont le principe doit être approuvé par une majorité des treize membres. Or quatre pays seulement (l'Equateur, le Qatar, les Emirats arabes unis et le Koweït) soutiennent actuellement la proposition des Saoudiens et du Venezuela visant à accroître l'extraction. Selon des sources proches de l'OPEP, l'Iran, l'Algérie, la Libye et l'Irak *défendraient* une politique de prix élevés du pétrole et s'opposeraient à une augmentation de la production.

« Approvisionnement régulier et suffisant »

A leur arrivée à Vienne, les ministres vénézuéliens *et saoudiens* du pétrole se sont montrés optimistes. *« Les pays membres se mettront probablement d'accord sur un ajustement des quotas de production »*, a déclaré le ministre saoudien, M. Hichman Nazer. Le ministre iranien du pétrole, M. Gholamreza Aghazadeh, a de son côté exclu toute redistribution des quotas, estimant que les consultations de Vienne porteraient sur *« d'autres sujets »* ...

Pour M. Sadek Boussena, le président en exercice de l'OPEP et ministre algérien de l'énergie, *« toutes les options demeurent possibles »*. Il précisait dimanche que la situation créée dans le Golfe était un *« défi exceptionnel lancé à l'OPEP, qui pourrait être décisif pour son existence ». « Il s'agit,* a-t-il ajouté, *de sauvegarder une certaine unité de l'organisation à ce moment crucial de son histoire où deux de ses membres se trouvent à nouveau en guerre. »*

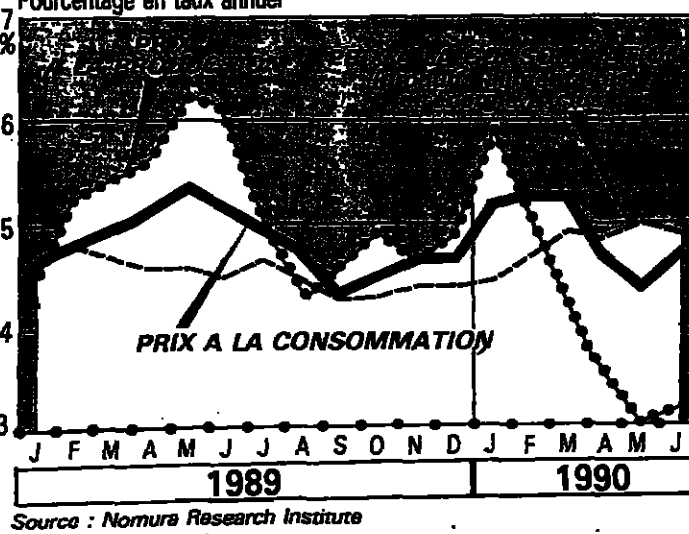
Le ministre vénézuélien du pétrole, M. Celestino Armas, a affirmé qu'il ne restait qu'une solution possible : transformer cette réunion consultative en conférence extraordinaire, les statuts de l'OPEP engageant cette dernière *« à garantir aux pays consommateurs leur approvisionnement régulier et suffisant en pétrole »*. La perte de 4 millions de barils par jour sur le marché international crée selon lui *« une situation de déséquilibre et de hausse excessive des prix avec laquelle le Venezuela n'est pas d'accord »*. Les prix du brut, qui ont dépassé 30 dollars le baril la semaine dernière, soit leur *plus haut niveau depuis cinq ans*, ont augmenté de quelque 50 % depuis la fin juillet.

WALTRAUD BARYLI

La dette de l'Irak vis-à-vis de la RFA serait de 3 milliards de marks

Selon le journal *Augsburger Allegmeine* l'Irak *aurait une dette de 3* milliards de deutsche marks (9,9 milliards de francs) envers la RFA. Le journal allemand rapporte dans son édition du 25 août que cette somme provient *« d'un plan compliqué de reconversion de la dette irakienne envers la RFA, élaboré conjointement par des experts depuis 1983 pour régler le problème du service de la dette irakienne »*. Dans la conjoncture actuelle, les espoirs de voir l'Irak rembourser sa dette sont faibles, ajoute le quotidien *Augsburger Allegemeine*.

Etats-Unis : accélération de la hausse des prix de détail



Source : Nomura Research Institute

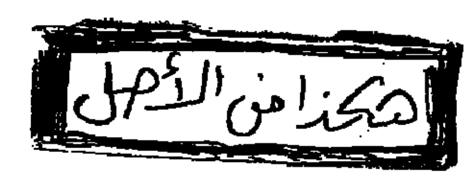
Les prix de détail aux Etats-Unis augmentaient de 4,6 % l'an (juin 1990 comparé à juin 1989) avant la crise du Golfe. Ce taux était moins élevé qu'au début de l'année : + 5,2 % en janvier, + 5,3 % en février. Surtout, l'évolution des prix à la production – qui détermine *les hausses futures des prix de détail* – permettait un certain optimisme : en taux annuel, ceux-ci n'augmentaient plus que de 3,2 % ces derniers mois contre presque 6 % au début de l'année. Cette modération progressive s'expliquait par une demande moins forte, par la modération des coûts de production et par la baisse des prix de *l'énergie.*

La crise du Golfe qui fait flamber les prix pétroliers va faire remonter les prix à la production puis ceux de détail (une hausse de 50 % du prix du pétrole entraîne une augmentation de presque un point de l'indice au détail). Il n'empêche que les responsables du Fed, réunis durant le dernier week-end dans le Wyoming avec quelques experts, auraient prévu une détente des taux d'intérêt à court terme dès que les marchés financiers auront retrouvé leur calme. Une baisse destinée à soutenir l'activité économique.

Des manifestants bloquent un dépôt de carburant dans l'Hérault

Une dizaine de pompistes ont bloqué pendant une heure et demie un dépôt de carburant appartenant à la compagnie Total, à Balaruc-les Bains (Hérault), dans la matinée du lundi 27 août.

Les manifestants, des pompistes indépendants de la région, accompagnés de pompistes mandataires solidaires de leur mouvement, protestaient contre la réduction de leur marge bénéficiaire. Cinq camions-citernes, venus s'approvisionner en carburant, sont restés stationnés *devant les grilles* du dépôt, sans pouvoir effectuer leur chargement pendant la durée de la manifestation. Vers 7 heures les *manifestants ont libéré l'accès au* dépôt, sur l'invitation des gendarmes, et se sont dispersés.



ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe

Exil doré à « Little Kuwait »

Des émigrés Koweïtiens organisent à Londres la gestion des finances de leur pays

LONDRES

(correspondance)

Il y a le Koweït occupé dont on parle et celui qui est en train de se construire à l'extérieur de l'émirat. Trois semaines après l'invasion irakienne, une économie « en exil » s'est mise en place. Avec ses structures ainsi que ses hommes. Et avec une nouvelle capitale : Londres.

La station de métro s'appelle « Edgware Road ». Ses portillons s'ouvrent sur une large avenue du même nom, au long duquel prolifèrent restaurants, boutiques de luxe, magasins d'alimentation et banques, dont les enseignes sont toutes en arabe. C'est ici que bat le cœur de *« Little Kuwait », ce quartier* du centre de Londres où vivent la majorité des 25 000 « immigrés » du Koweït. Résidents depuis des lustres comme réfugiés de fraîche date. A l'est, le grand magasin Selfridge's, à l'ouest, Bayswater et ses petits hôtels, au sud Oxford Street, l'artère commerçante, et au nord le supermarché Safeway enserrent cette enclave cossue et bien policée. En son beau milieu, l'hôtel Churchill de Portman Square se *tapit au centre de cette économie* koweïtienne en exil, véritable toile d'araignée tentaculaire qui s'implante avec impassibilité malgré les événements éprouvants.

Une Mercedes noire aux vitres teintées, immatriculée au Koweït, est garée à l'entrée du Churchill Hotel. Le portier en manteau vert et haut-de-forme n'est guère bavard. Il est vrai que le type de clientèle dont il est chargé de s'occuper tient à l'incognito. D'après les rumeurs de la City, c'est dans une des suites du neuvième étage de ce haut lieu de l'hôtellerie londonienne que se réunit régulièrement un groupe de Koweïtiens dont la discrétion fait partie des qualités maîtresses.

Autour d'une table d'acajou Regency d'une des deux suites du palace (baptisées « Victoria » et « Edward » et dont le tarif s'élève à 10 000 F la nuitée) se retrouvent *régulièrement* toutes les locomotives de l'émirat réfugiées sur les rives de la Tamise : le cheik Salem Al Sabah, gouverneur de la banque centrale, le cheik Khalid Al Sabah, vice-président du Kuwait Investment Office (KIO), Ibrahim Daboub, le directeur général de la filiale londonienne de la National Bank of Kuwait, ainsi que les patrons de l'United Bank of Kuwait et de la Kuwait Petroleum Company (KCP), sans oublier *quelques grosses légumes* de second ordre.

Selon le *Middle East Economic Digest*, revue publiée à Londres *faisant* autorité à propos des affaires du Golfe, ils « pèsent » ensemble entre 100 et 200 milliards de livres. Soit trois fois le poids de l'économie de la Grèce ! Le gouvernement légitime du Koweït exil en Arabie saoudite, a transféré au Portman Square Committae le gestion de ce fabuleux trésor de guerre. Dans l'ombre des antichambres du « Churchill », ceux qui se considèrent comme les dépositaires légaux des richesses du Koweït mettent au point les grandes lignes de la stratégie de leur bras séculier, le KIO. Celui-ci a reçu du ministre koweïtien des finances et de la brochette de barons un chèque en blanc pour faire fructifier le bas de laine dont il est désormais le propriétaire juri*dique*...

« Faire et se taire »

On imagine mal combien les bureaux de St Vedast House, ce petit bâtiment blanc à quelques yards de la cathédrale Saint-Paul qui abrite le KIO, peuvent paraître aussi vieillots. Meubles en bois massif, plantes d'intérieur, fauteuils austères, coffres en style arabe... Les seules notes originales sont les portraits de l'émir et du dauphin accrochés dans l'ascenseur, dont les boutons ont été remplacés par un dispositif à clef ! Malgré le *gel des avoirs, le KIO est* libre de gérer ses affaires comme il l'entend. Le bon vieux pragmatisme britannique l'a emporté sur le traditionnel juridisme tatillon cher à ces îles. La Banque d'Angleterre s'est facilement accommodée des richesses du KIO. Tant que les fonds restent en Grande-Bretagne, vente de titres, spéculation sur les devises...

L'objectif des managers de ce supermarché de la finance – en majorité des Ecossais moulés à la prestigieuse école des *investment trusts* d'Edimbourg – est de garantir la liquidité du système bancaire koweïtien à Londres. Ils règlent aussi les traitements des diplomates de l'ambassade du 46 Queen's Gate et les notes d'hôtel des dignitaires descendus au « Churchill ». *« Une interview ? On vous rappellera... »* Inutile d'insister. L'attachée de presse, Duane Shepperd, est trop prise. *« Faire et se taire »* pourrait être la devise de cet Etat dans l'Etat qui se dérobe à tous.

« Il faut être stupide pour envahir le Koweït au mois d'août, quand toutes les huiles prennent leurs quartiers d'été en Europe. Lors de l'attaque irakienne, la plupart de nos directeurs étaient à Londres. Ça nous a permis de continuer le business » : le porte-parole de la filiale de la National Bank of Kuwait, *la première banque de* l'émirat, voudrait paraître tranquille, mais on le sent braqué, avec ce débit nerveux qui cache mal la peur de parler. Les Irakiens ont saisi une bonne moitié des avoirs de la banque et disposent des listes de clients et de tous les documents légaux.

En raison du caractère vague de la réglementation imposée par l'Institut d'émission de Threadneedle Street, les cadres d'Orchard Street sont en permanence pendus au téléphone. Les lignes mises en place par la Banque d'Angleterre sont perpétuellement occupées et les fonctionnaires difficiles à joindre. Pour permettre à la banque de faire face à une éventuelle vague de retraits de la part de clients koweïtiens affolés, le KIO a apporté 350 millions de livres à la trésorerie de la NBK. *« Voir M. Daboub ? On vous rappellera... »* L'anxiété et l'inquiétude de représailles irakiennes contre sa famille bloquée à Koweït-City l'incitent à fuir la presse. Comme tous les membres du *« comité Churchill »*, Ibrahim Daboub a reçu de la Special Branch de Scotland Yard un petit livre à la couverture bleu ciel : *Conseils pour votre sécurité personnelle.*

Par le truchement d'un téléviseur diffusant en permanence les images de la chaîne CNN, les bruits de botte dans le Golfe semblent bien proches au quatrième étage de la direction générale de la Kuwat Petroleum Company, la compagnie pétrolière nationale, blottie dans un immeuble banal de Bond Street, la rue la plus huppée du West End.

« La vieille dame permissive »

« Tout a été arrangé en une semaine ! Dès que notre président a été reconnu bona fide, *nous avons pu opérer comme n'importe quelle autre compagnie pétrolière. La seule limitation, c'est que l'on ne peut pas envoyer des fonds à Koweït, ce qui de toute évidence n'est pas notre intention »*, explique notre interlocuteur. Sur son bureau traîne un livre au titre révélateur, *Crisis Management* (gestion de crise). *Coupée de ses approvi*sionnements, la douzième compagnie mondiale compte acheter ses quatre cent mille barils quotidiens en Arabie saoudite ou dans les émirats voisins.

Le feu vert du ministère britannique du commerce et de l'industrie pour permettre à cette « major » de transférer des fonds entre ses diverses opérations européennes a été obtenu en un tour de main. Avec l'afflux des pétroliers réfugiés de la maison mère, le « 80 » Bond Street craque sous toutes ses coutures. *« Pour reconstituer la liste des détaillants qui se trouvait au QG de Koweït-City, nous avions repris les adresses de ceux à qui nous avions envoyé des cartes de Noël... pardon de vœux, pour l'année nouvelle. »* L'anecdote éclaire d'un bref sourire un visage mobile reflétant des préoccupations. Dans un coin, un magnétophone enregistre notre conversation. *« Surtout, ne me mentionnez pas... Je n'existe pas. »*

Comment expliquer l'essor en Grande-Bretagne de cette économie en exil ? *« Les Koweïtiens sont de parfaits anglophones. Ils ont le pedigree et les manières* upper class *de la haute banque locale. De culture anglo-saxonne, formés dans les* business schools *américaines ou anglaises, ils appliquent les mêmes critères que nous, la rentabilité sur capitaux investis plutôt que le prestige »*, répond, admiratif, un banquier du « Square Mile ».

Indifférents à la bonne vie, menant apparemment une existence austère, les hommes d'affaires koweïtiens sont en général plus jeunes que leurs collègues des autres pays arabes. Quarante ans est l'âge moyen du *top management* du KIO ou de la KPC. Par ailleurs, les méthodes de travail qui y sont en vigueur – absence de formalisme, recherche du consensus – ressemblent à s'y méprendre à celles de la *« vieille dame permissive »*, pour reprendre l'expression d'Anthony Sampson. Les Koweïtiens de Londres ne jouent pas aux chefs d'entreprise, ils se contentent d'en être.

Heureux comme un Koweïtien à Londres ?

Dans le hall du Churchill Hotel, un buste sévère de Winston Churchill rappelle la *special relationship* entre l'émirat et l'ex-puissance tutélaire qui lui accorda l'indépendance en 1964. *« J'ai appris l'invasion au petit déjeuner, en écoutant les informations à la BBC. Après le choc, j'ai pris mon carnet d'adresses et j'ai contacté mes nombreux amis dans la City. Le mouvement de solidarité a été tel que, pour vaincre Saddam Hussein, il ne nous reste plus qu'à nous assurer que Dieu est bien à nos côtés »*, déclare Najeeb Al Mulla.

Avec des marques comme Chrysler, Mitsubishi, Minolta, Zanussi, cet homme à la moustache conquérante était l'un des plus gros concessionnaires de l'émirat. Les soldats irakiens ont pillé ses entrepôts, emportant voitures, appareils électroménagers et chaînes hi-fi. Les faquins de service du grand magasin Harrod's refusent désormais ses cartes Platine et Gold émises à Koweït. Il ne peut retirer « que » 5 000 livres par jour de son compte courant auprès de la NBK et pas un penny de son carnet d'épargne.

L'agence d'Edgware Road refuse de lui changer ses dinars et ses rials. Il n'a aucune nouvelle de son fils, toujours bloqué sur place. Pas question *toutefois pour le patron* du Al Mulla Group de crier, étouffé par l'émotion, « Koweït ! Koweït ! » en s'agrippant à vous comme à une planche de salut. Il passe toutes ses journées enfermé dans une *majli* (salle de réunion) mise à sa disposition par sa banque pour lui permettre de poursuivre ses affaires.

« J'ai contacté tous les cabinets d'audit pour leur faire savoir que j'étais à la recherche d'une entreprise en difficulté qui a besoin d'un petit remontant financier. Je ne sais pas combien de temps cette histoire va durer. En attendant, il faut bien continuer à vivre », déclare, les yeux brillants d'excitation, ce fidèle d'une économie qui s'avance, masquée.

MARC ROCHE

هكذا من الأصل

PLUS QUE JAMAIS

ECONOMISONS L'ENERGIE

POUR VOUS C'EST IMPORTANT
POUR LA FRANCE C'EST ESSENTIEL

- CHEZ SOI
- EN VOITURE
- AU TRAVAIL

A CHACUN D'AGIR MAINTENANT



AGENCE FRANÇAISE
POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

POUR EN SAVOIR PLUS, APPELEZ AU 05.111.333 OU TAPEZ 36.15 AFME SUR MINITEL

COMM AFME - EXECO

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

En butte à la concurrence japonaise

IBM devrait annoncer prochainement une nouvelle gamme de grands ordinateurs

IBM serait sur le point de faire une « rentrée » en fanfare avec une série d'annonces de nouveaux ordinateurs. Selon le *Wall Street Journal*, il s'agirait de grands et moyens systèmes dont les caractéristiques devraient être officiellement présentées le 5 septembre prochain.

Les grands systèmes seraient les premiers modèles de la gamme répondant au nom de code de Summit, prévue par Big Blue pour assurer la relève de ses grands ordinateurs IBM 3090. Pressé par la concurrence des fabricants japonais, IBM aurait ainsi accéléré son plan d'annonces. Sa gamme Summit ne devait en effet être dévoilée que vers le milieu de 1991. Mais l'annonce récente d'une machine similaire par Hitachi aurait poussé IBM à forcer le pas.

Selon le Gartner Group, une société américaine de conseil et d'études de marché, IBM ne cesse en effet depuis *1987* de perdre des parts de marché au profit des constructeurs japonais : Hitachi, qui améliorait encore sa position en prenant il y a un an le contrôle de NAS (National Advanced System) ; et *Fujitsu, qui détient 46 %* du constructeur américain Amdahl et a pris en juin dernier le contrôle du britannique ICL.

Même si elle va en diminuant, la part d'IBM sur ce secteur serait encore néanmoins assez confortable, puisque, *selon le Gartner Group*, elle avoisinerait les 80 %. Il est vrai que pour y parvenir, IBM avait aussi dû accentuer sa politique de remise. Selon Marc Butlein, un analyste du Meta Group, cité par *le Monde Informatique* le 30 avril dernier, *« la moyenne des rabais qui se situait encore à 7 % en 1983 est désormais de 17 % »*.

La puissance de ces nouvelles machines pourrait être le double de celle des sytèmes actuels. Selon le Gartner Group, IBM annoncerait deux modèles dans un premier temps. Le premier doté de quatre processeurs aurait une puissance de 163 mips (millions d'instructions par seconde) et le second, doté de six processeurs, atteindrait les 230 mips. A titre de comparaison, la plus puissante machine IBM actuelle aurait une puissance de 112 mips. Ces machines ne devraient être disponibles que d'ici la fin de l'année ou même le début de l'an prochain.

Dans le domaine des ordinateurs de taille moyenne, IBM pourrait annoncer un successeur au 4381, qui serait plus de deux fois plus puissant.

A.K.

AGRICULTURE

La crise bovine

« Les milliards réclamés par les éleveurs ne sont pas disponibles dans le budget »

déclare M. Nallet

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a déclaré le 25 août à Tonnerre (Yonne) que *« les milliards de francs réclamés par les éleveurs de bovins »* en compensation des pertes subies depuis le début de l'année suite à la baisse des cours n'étaient *« pas disponibles dans le budget de l'Etat »*. Affirmant que l'Etat ferait un effort, le ministre, qui est aussi maire de Tonnerre, a toutefois précisé : *« C'est mon devoir de vous dire que pour accéder à vos demandes de compensation de pertes* [chiffrées entre 5 et 7 milliards de francs], *il faudrait de nouvelles recettes budgétaires dans le budget de 1991, ce qui entraînerait probablement un débat au Parlement sur la loi de finances »*.

Différentes manifestations ont eu lieu au cours du week-end, en particulier à Cholet et à Angers, où les agriculteurs ont bloqué des ponts sur la Loire. Les organisations d'éleveurs devaient manifester le 27 août dans la ville de Poitiers. Plusieurs milliers d'exploitants agricoles devraient participer à un mouvement d'action nationale le 29 août à l'appel de leurs syndicats pour protester contre *« l'incompréhension des pouvoirs publics »*.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	16 août 1990
Total actif	637 589
dont	
Or	168 966
Disponibilités à vue à l'étranger	96 565
Ecus	48 681
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 498
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	61 083
Concours au Trésor public	38 520
Titres d'Etat (bons et obligations)	42 030
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	379
Effets privés	120 693
Effets en cours de recouvrement	32 589
Total passif	637 589
dont	
Billets en circulation	256 231
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	66 682
Compte courant du Trésor public	16 902
Reprises de liquidités	14 379
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 020
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	49 027
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	191 340

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,60 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10,25 %
– Taux des avances sur titres	12 %

TOKYO
Suspension de la règle des 30 %

Le ministère japonais des finances a annoncé vendredi 24 août aux maisons de titres que la règle des 30 % était suspendue pour une période indéterminée. Jusqu'alors, l'ensemble des transactions opérées par une firme de courtage sur un titre ne pouvait représenter plus de 30 % du total des échanges mensuels sur cette valeur. Cette règle avait pour but essentiellement d'empêcher les manipulations de cours.

La levée provisoire de cette mesure est destinée à soutenir le marché boursier japonais très éprouvé depuis huit mois. Après l'invasion du Koweït aux premiers jours d'août, le Kabuto-Cho a perdu près *de 20 % de sa capitalisation boursière*. Sur l'année, après le *« krach larvé »* enregistré entre février et avril et la crise du Golfe, l'érosion atteint les 35 %.

PARIS, 27 août ↑
Poursuite d'une vive reprise

Le mouvement de vive reprise observé dès vendredi, premier jour du nouveau mois boursier de septembre, s'est poursuivi lundi 27 août en s'amplifiant même sensiblement. Dès l'ouverture, l'indice CAC 40 s'appréciait de 4,66 %. Il maintenait *ensuite sa progression* à 4,39 % à 14 heures dépassant ainsi encore légèrement le niveau enregistré à la veille du week-end (+ 4,12 %). Le ressaisissement de Tokyo quelques heures auparavant a permis de soutenir le mouvement, et la fermeture de la Bourse de Londres en raison de la célébration du Bank Holiday a peu pesé sur le marché.

Pour de nombreux intervenants, la baisse de ce dernier mois a été jugée excessive d'où la correction observée actuellement. Toutefois, ce mouvement de reprise s'effectuait sans emballement aucun, et provenait surtout d'un arrêt du flux d'ordres de vente. Les experts et la presse financière spécialisée n'ont eu de cesse depuis quel*ques jours de rappeler les excès* de cette dégringolade. Ainsi, par exemple, de nombreuses grandes valeurs françaises ont un cours aujourd'hui inférieur à leur valeurs d'actifs... Ce regain de confiance, intervenant au moment où l'activité diplomatique se déploie pour résoudre la crise du Golfe, était illustré par un sondage publié lundi matin par *la Tribune de l'Expansion*. Sur les 181 professionnels de la Bourse interrogés par la Sofres, 41 % se déclarent acheteurs et croient donc à une reprise, alors que 10 % se disent vendeurs. Les 48 % restants entendent quant à eux conserver leurs titres. Dans ces conditions, les quinze plus fortes progressions de la séance oscillaient entre 20 et *10 % avec toutefois des* échanges peu fournis pour la plupart de ces valeurs. Dans ce palmarès figuraient la Scoa, Bail Equipement, Métrologie International et Mételeurop.

TOKYO, 27 août ↑
+ 4,04 %
Vive reprise

La Bourse de Tokyo a clôturé la séance de lundi en vive hausse sur des achats techniques et dans un marché peu actif. L'indice Nikkei s'est apprécié de 976,00 yens, soit + 4,04 %, à 25 141,76 yens. Il avait progressé de 428,13 yens *vendredi (+ 1,8 %) au lendemain* d'un plongeon de 5,8 %. Les investisseurs étaient en quête de valeurs sous-évaluées ou survendues, mais, en raison de la crise du Golfe, beaucoup sont restés sur la touche. *« Le marché devrait rebondir bientôt, puisqu'il a absorbé tous les facteurs négatifs »*, a affirmé l'un des intervenants. A la mi-séance, l'indice Nikkei terminait sur un gain de 398,89 yens (+ 1,65 %) à 24 564,65 yens dans un marché où les échanges atteignaient les *170 millions de titres contre* 300 millions d'actions vendredi matin.

VALEURS	Cours du 24 août	Cours du 27 août
Akai	600	620
Bridgestone	1 180	1 210
Canon	1 670	1 740
Fuji Bank	2 270	2 400
Honda Motors	1 490	1 550
Matsushita Electric	1 800	1 840
Mitsubishi Heavy	789	814
Sony Corp.	7 100	7 380
Toyota Motors	2 000	2 040

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Le suisse Hero acquiert les Vergers d'Alsace.** – La filiale française du groupe alimentaire suisse Hero va prendre une majorité dans la société française Les Vergers d'Alsace (LVA), a annoncé, samedi 25 août, le holding du groupe suisse. La transaction, qui doit prendre effet au 15 septembre, a été conclue avec la Banque fédérative du Crédit mutuel, à Strasbourg, *qui détient la majorité* de LVA, et doit encore être approuvée par le ministère français des finances, a précisé Hero. LVA, outre ses installations de Sarre-Union, dispose d'une usine à Colmar et de magasins dans la région parisienne et au nord de la France. L'entreprise *emploie 260 personnes et commer*cialise notamment, sous la marque Rea, des jus de fruits. Son chiffre d'affaires a été de quelque 400 millions de francs l'an dernier, en hausse de 13,5 % par rapport à 1988.

□ **Nixdorf : légère amélioration.** – M. Horst Nasko, PDG de la compagnie informatique ouest-allemande Nixdorf, a annoncé lors de la dernière assemblée générale qui s'est tenue le 23 août – la dernière avant la fusion avec Siemens effective le 1er octobre prochain – que les pertes pour le premier semestre 1990 s'élè*vent à 266 millions de deutsche*marks (877,8 millions de francs) contre 1,069 milliard de DM (3 527,7 millions de francs) en 1989. Pour l'ensemble de l'exercice 1989, les pertes de Nixdorf s'étaient en effet élevées à 20 % des ventes.

□ ***Petitjean : option de Barisart et de* la Compagnie Lebon.** – La société néerlandaise Barisart International BV et la Compagnie Lebon ont conclu des contrats optionnels d'achat portant au total sur 33,5 % du capital du leader mondial du poteau d'éclairage, le groupe Petitjean (basé à Troyes). Ces deux sociétés agissent dans le cadre d'une action concertée pour l'acquisition des titres Petitjean. Si les options étaient levées, leur participation passerait de 29,42 % (Cie Lebon) à 62,95 %, soit 58,1 % des droits de vote.

Ces quatre contrats optionnels, conclus au prix de 242 francs, por*tent sur 469 310 actions. Ils pour*ront être levés jusqu'au 30 septembre 1990. La société Barisart doit obtenir l'autorisation de la direction du Trésor au titre des investissements étrangers.

□ **Duménil-Leblé : 55,1 millions de *résultat social semestriel*.** – *La ban*que Duménil Leblé, filiale de Cerus (groupe De Benedetti), a enregistré un résultat social semestriel de 55,1 millions de francs, après impôts et provisions. Etabli sur des bases comparables, le résultat annuel de *1989 s'élevait à 67,2 millions de* francs, selon le communiqué de Duménil.

□ **Sony : progression de 47,1 % de l'activité au deuxième trimestre.** – Le chiffre d'affaires du groupe électronique Sony a fait un bond de 47,1 % au deuxième trimestre *1990* par rapport à la même période de 1989, à 841 milliards de yens (29,8 milliards de francs), alors que le bénéfice net consolidé a progressé de 5,7 % à 24,5 milliards de yens (850 millions de francs). Le chiffre d'affaires comprend désormais dans le périmètre de consolidation l'activité de la nouvelle filiale Columbia Pictures, acquise en 1989. Les ventes en Europe ont augmenté de 78 %, aux Etats-Unis de 54 % et au Japon de 15 %. Dans les autres zones les ventes ont gagné 57 %.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	405	405
Asystel	105	....
B.A.C.	189	185
Bque Tarneaud	174	....
B.I.C.M.	800	800
Boiron (Ly)	380	355
Boisset (Lyon)	231 60	205
Câbles de Lyon	2788	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	989	1028
Calberson	430	439
Cardif	479	498
C.E.E.	344	344
C.E.G.E.P.	244	250
C.F.P.I.	254	248 40
Ciments d'Origny	571	531 o
C.N.I.M.	1010	1050
Codetour	278 80	276
Comareg	282 80	....
Conforama	850	840
Creeks	325	288 20
Dafsa	210 50	....
Dauphin	560	575
Demachy Worms Cie	576	578
Desquenne et Giral	240	247
Devanlay	770	793
Deville	393 50	382
Dolisos	150	144
Editions Belfond	265	270
Elysée Invest.	12 20	12 55
Europ. Propulsion	342	....
Finacor	184 40	....
Garonor	865	789 o
GFF (group.fon.f.)	355	369
Grand Livre	424	424
Gravograph	194	185
Guintoli	840	864
I.C.C.	240	240
IDIA	315	315
Idianova	136	135
I.M.S.	1130	1110
IN2	280	280
I.P.B.M.	129	132
Loca Investis.	299 90	300
Locamic	109	100 10
Matra Comm.	137	....
Métall. Minière	164 90	....
Molex	180	180
Naxais-Delmas	816	840
Olivetti Logabax	590	599
Om. Gest. Fin.	585	583
Presbourg	90	90
Présence Assur.	350	312 90
Publ. Filipacchi	500	515
Razel	520	536
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	318 10	318
St-H. Matignon	225	222
S.C.G.P.M.	597	523 o
Segin (Ly)	278	285
Select Invest (Ly)	100	100
Serbo	405 50	417
S.M.T. Goupil	198 70	201
Sopra	189	190
Supra	160	165
TF1	229	240 50
Thermador H. (Ly)	240	230 40
Unilog	178	175
Union Fin. de Fr.	400	408
Vial et Cie	136	140
Y. St-Laurent Groupe	886	920

Marché des options négociables le 24 août 1990

Nombre de contrats : 20 472

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	520	–	–	60	–
CGE	600	3	18	90	100
Elf-Aquitaine	680	13	30	30	–
Eurotunnel SA-PLC	50	1,80	3,20	6,30	9,10
Euro Disneyland SC	90	–	5,60	–	–
Havas	487	23	67,50	20	–
Lafarge-Coppée	425	4,50	–	54	–
Michelin	70	–	11	5	5
Midi	960	30	–	–	–
Paribas	440	–	–	12,90	–
Pernod-Ricard	1 083	30	–	–	–
Peugeot SA	520	55	75	19	–
Rhône-Poulenc CI	280	–	–	15	–
Saint-Gobain	380	28	44	17	–
Source Perrier	1 500	4	27	[illegible]	220
Société générale	400	–	–	7,10	28
Suez Financière	340	15	32	15	–
Thomson-CSF	80	12,90	–	3	4

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 24 août 1990
Nombre de contrats : 72 065.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	97,54	97,54	97,26
Précédent	97,22	97,22	96,94

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
100	0,08	0,77	2,90	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,171 F ↓

Le dollar a clôturé en nette baisse, lundi 27 août, à Paris, cotant 5,171 F contre 5,2180 F vendredi à la cotation officielle. Les opérateurs réagissaient à la relative accalmie de la situation dans le Golfe. Les transactions étaient peu étoffées, en raison de la fermeture de la place de Londres. Le yen faisait l'objet d'un *courant d'achats important.*

FRANCFORT	24 août	27 août
Dollar (en DM)	1,5450	1,5410
TOKYO	**24 août**	**27 août**
Dollar (en yens)	145,70	144,80

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (27 août)	9 15/16 - 10 1/16 %
New-York (24 août)	8 1/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	23 août	24 août
Valeurs françaises	74,90	77,80
Valeurs étrangères	82,10	83
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	426,44	434,60
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 553,35	1 617,42

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	23 août	24 août
Industrielles	2 483,41	2 532,92

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	23 août	24 août
Industrielles	1 604,20	1 616,80
Mines d'or	219,90	285,20
Fonds d'Etat	77,20	77,66

TOKYO

	24 août	27 août
Nikkei Dow Jones	24 165,76	25 141,76
Indice général	1 845,72	1 904,59

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

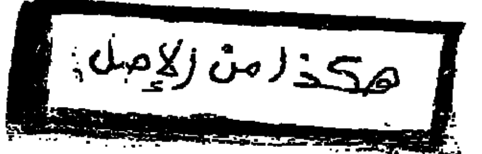
	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,1810	5,1830	+ 78	+ 88	+ 160	+ 180	+ 535	+ 595
$ can.	4,5567	4,5625	– 139	– 103	– 258	– 193	– 501	– 353
Yen (100)	3,5788	3,5819	+ 59	+ 76	+ 111	+ 132	+ 362	+ 419
DM	3,3556	3,3590	+ 40	+ 57	+ 86	+ 114	+ 270	+ 342
Florin	2,9759	2,9787	+ 38	+ 51	+ 80	+ 98	+ 245	+ 295
FB (100)	16,3335	16,3502	+ 40	+ 174	+ 92	+ 361	+ 550	+ 1098
FS	4,1021	4,1070	+ 46	+ 70	+ 101	+ 133	+ 322	+ 409
L (1 000)	4,5150	4,5207	– 62	– 30	– 131	– 87	– 373	– 284
£	10,1107	10,1198	– 408	– 363	– 795	– 730	– 2034	– 1863

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16
Yen	7 7/16	7 11/16	7 13/16	7 15/16	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2
DM	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 11/16	8 13/16
Florin	8	8 1/2	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 11/16	8 13/16
F.B. (100)	8 7/8	9 1/8	9 1/4	9 1/2	9 1/16	9 9/16	9 1/2	9 3/4
F.S.	8 7/8	7 1/8	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 5/8	8 11/16	8 13/16
L (1000)	9 1/2	10 1/2	10 7/8	11 3/8	11 1/8	11 5/8	11 3/4	12 1/4
£	14 7/8	15 1/8	14 15/16	15 1/16	14 7/8	15	14 7/8	15
F franç.	9 7/8	10 1/8	9 15/16	10 1/16	10 3/16	10 5/16	10 1/2	10 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 AOUT

Cours relevés à 14 h 26

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3760	C.N.E 3%	3760	3750	3750	- 0 27
960	B.N.P. T.P.	980	981	985	+ 0 51
1140	C.C.F. T.P.	1100	1200	1199	+ 9 00
1100	Cr.Lyon. T.P.	1100	1090	1090	- 0 91
1750	Renault T.P.	1720	1850	1840	+ 6 98
1900	Rhone Poul. T.P.	1883	1899	1880	- 0 16
1080	Saint Gobain T.P.	1114	1100	1111	- 0 27
1100	Thomson T.P.	1100	1120	1120	+ 1 82
765	ACCOR	789	835	834	+ 5 70
610	Air Liquide	645	705	692	+ 7 29
1400	Als.Superm.	1498	1495	1540	+ 2 80
370	A L S P I	395	410	430	+ 8 86
1570	Arjom. Prioux	1600	1702	1730	+ 8 13
860	AGF Sté Centrale	920	970	967	+ 5 11
925	Aux. Entrepr.	995	994	981	- 1 41
270	Avenir H. Média	270	275	288	+ 6 67
181	Axa Midi Ass.	186	190	203 80	+ 9 57
245	Bafip	247 40	249	249	+ 0 65
179	Bail-Equipem.	185	220	219	+ 18 3
895	Bail Investiss.	890	890	890	....
440	Bancaire	436	450	450 80	+ 3 39
560	Bazar H.-V.	550	560	595	+ 8 18
710	Beghin-Say	770	800	796	+ 3 38
1030	Berger (M)	1005	1020	1100	+ 9 45
490	Bic	491	496	539	+ 9 78
760	B.I.P.	770	....	....	....
420	BIS	460	460	469 90	+ 2 15
345	B N P (C)	332	349	345	+ 3 92
900	Bollore Tech	950	950	965	+ 1 58
2760	Bongrain	2800	2899	2899	+ 3 54
760	Bon-Marché	805	822	835	+ 3 73
470	Bouygues	479	490	502	+ 4 80
104	BP France	124 20	135	131 50	+ 5 88
720	B S N	781	810	811	+ 3 84
800	Canal Plus	848	864	874	+ 3 07
365	Cap Gem.S	408	427	415 50	+ 1 84
3200	Carrefour	3305	3425	3331	+ 0 79
106	Casino	118	129	128	+ 8 47
96	Casino ADP	99	103 90	101	+ 2 02
955	Castorama D.I.	950	950	982	+ 3 37
151	C.C.F.	163 90	180 20	175 40	+ 7 02
85	CCMC Ly	89 50	90 90	94	+ 5 03
340	C.D.M.E.	350	383	383	+ 9 43
410	C.E.G.I.D.	425	440	450	+ 5 88
250	Cetamet (Ny)	251	248	247	- 1 59
485	C.E.P. Comm.	496	529	533	+ 7 46
210	Cerus	218	237	238 50	+ 9 40
420	Cetelem	420	440	438	+ 4 29
410	C F A O	436	450	465	+ 6 65
375	CF Im.	376	395	377	+ 0 27
480	C G E	510	544	542	+ 6 27
315	CGI Info	321	345	341	+ 6 23
1000	C G I P	1000	1040	1042	+ 4 20
485	CGP	510	505	535	+ 4 90
750	Chargeurs S A	791	820	834	+ 5 44
675	C I C A (M)	670	699	670	....
1300	Ciments franc.	1319	1370	1363	+ 3 34
405	Club Méditer.	434	473	462 50	+ 6 57
120	CMB Packa.	138	143 30	139 60	+ 1 16
121	Codetel	120	122	122	+ 1 67
540	Colas	542	560	580	+ 7 01

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Etrangères

Hors-cote

SICAV (sélection) 24/8

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 218	5 171	5 080	5 550
Ecu	6 956	6 958	....	....
Allemagne (100 dm)	335 430	335 540	325	348
Belgique (100 F)	16 338	16 337	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	297 800	297 790	287 500	307 500
Italie (1000 lires)	4 511	4 519	4 300	4 850
Danemark (100 krd)	87 590	87 540	84 500	92 500
Gde-Bretagne (1 L)	10 142	10 094	9 600	10 400
Grèce (100 drachmes)	3 398	3 394	4 050	4 050
Suisse (100 f)	409 790	408 010	399	424
Suède (100 krs)	90 900	90 780	87 500	95 500
Norvège (100 k)	88 600	86 460	82 500	90 500
Autriche (100 sch)	47 680	47 685	46 150	49 400
Espagne (100 pes)	5 395	5 406	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 803	3 800	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 611	4 566	4 450	4 850
Japon (100 yens)	3 566	3 578	3 680	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/8
Or fin (kilo en barre)	69800	68000
Or fin (en lingot)	69650	68800
Napoléon (20f)	468	436
Pièce Fr (10 f)	400	.....
Pièce Suisse (20 f)	502	465
Pièce Latine (20 f)	433	409
Souverain	523	517
Pièce 20 dollars	2585	2460
Pièce 10 dollars	1250	1350
Pièce 5 dollars	825	.....
Pièce 50 pesos	2705	2590
Pièce 10 florins	428	418

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

YOUGOSLAVIE : en Bosnie-Herzégovine

Plus d'espoir de retrouver les 178 mineurs ensevelis au fond d'un puits

BELGRADE

de notre correspondant

A la suite d'une explosion de méthane, 178 mineurs sont, dimanche 26 août à l'aube, restés bloqués au fond du puits de Dobrnja, dans la mine de Kreka près de Tuzla, en Bosnie-Herzégovine. Toutes les galeries d'accès étant bouchées par les décombres, les équipes de sauveteurs n'avaient plus d'espoir, lundi matin, de retrouver des survivants. Huit corps ont été remontés à la surface.

Cette nouvelle catastrophe minière survient après celle de novembre 1989, à Aleksinac (Serbie), qui avait entraîné la mort de 90 mineurs et la fermeture définitive du puits, et c'est la plus importante qu'ait connue la Yougoslavie. Depuis le début du siècle, plus de neuf cents personnes ont trouvé la mort dans des accidents miniers. Selon les experts, l'usine de Kreka était pourtant la plus sûre de Yougoslavie. Elle bénéficiait d'un équipement moderne et produisait environ 2 000 tonnes de lignite par jour.

Le président yougoslave, M. Borisav Jovic, qui s'est rendu dimanche sur les lieux, a fait appel à la solidarité nationale. Une commission d'experts a été désignée par le gouvernement local de Sarajevo pour déterminer les causes de l'explosion. Suite à une grève, la mine avait été fermée du 6 au 22 août, mais toutes les inspections de sécurité avaient été effectuées avant la réouverture des installations. Les mineurs de Kreka réclamaient des augmentations de salaire. Ils avaient notamment manifesté devant le palais du gouvernement de Bosnie-Herzégovine et finalement obtenu un relèvement de100 % de leurs rémunérations. – *(Intérim.)*

La crise du Golfe

Paris exclut toute négociation avec M. Saddam Hussein

La France a exclu lundi 27 août des négociations avec le M. Saddam Hussein tant qu'il ne se sera pas retiré du Koweït. *« Il ne peut pas y avoir de négociations avec un homme qui a procédé comme il a procédé, qui a confisqué un pays (le Koweït), qui a mis fin à sa souveraineté et qui enferme des otages »*, a déclaré lundi le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas sur Europe 1.

« Nous entrons dans une phase d'activité diplomatique (...) Mais je ne vois pas de progrès dans l'immédiat. Saddam Hussein veut gagner du temps, il veut rompre l'encerclement (...). Mais il n'y aura pas de négociations sans que des gestes soient faits et le premier de ces gestes, c'est le respect des résolutions prises par les Nations unies », a-t-il ajouté.

M. Dumas a souligné qu'*« à partir du moment où un pays souverain est supprimé de la carte (...), est envahi, annexé, que les ambassades sont investies, fermées, que les gens sont pris en otages, on est dans une situation de pré-guerre »*. – *(Reuter)*

RFA

Le traité d'unification allemande bloqué par des divergences sur l'avortement

L'unité allemande entrera bien en vigueur le 3 octobre, mais la question de savoir si cette adhésion se fera sur la base d'un traité d'unification entre la RFA et la RDA ou en vertu d'une simple loi de transition reste encore ouverte. Une réunion au sommet, dimanche 26 août, entre les chefs des partis de la coalition au pouvoir à Bonn et ceux de l'opposition social-démocrate (SPD) n'a pas permis la réalisation d'un accord définitif sur ce point.

BONN

de notre correspondant

Le principal sujet de désaccord reste la réglementation de l'interruption de grossesse dans l'Allemagne unifiée. La solution de compromis adoptée la semaine dernière par les partis de la coalition (CDU, CSU et FDP), qui prévoit le maintien, pour une période de transition deux ans, des dispositions existantes dans les deux parties du pays – libérales en RDA et plus restrictives en RFA – n'a satisfait personne. Les Églises lui reprochent d'introduire dans l'Allemagne unie cette liberté pour les femmes d'interrompre sur leur seule décision leur grossesse pendant les douze premières semaines, et les sociaux-démocrates, rejoints par une bonne partie des libéraux trouvent absurde une réglementation qui établit deux poids, deux mesures selon que l'on habite d'un côté ou de l'autre d'une rue de Berlin.

Ce point de désaccord, s'il n'est pas rapidement écarté, risque de rendre impossible l'adoption par le Parlement ouest-allemand du traité d'unification laborieusement négocié cet été entre Bonn et Berlin-Est. Comme tous les textes impliquant une modification de la Constitution, ce traité doit être en effet approuvé par une majorité des deux tiers au Bundestag, donc avec l'accord du SPD.

Réunions d'experts

En RDA, le gouvernement, tout comme l'opposition, y compris les communistes rénovés de M. Gregor Gysi, souhaitent que l'unification se fasse sur la base d'un traité négocié, ce qui permet la prise en compte du point de vue est-allemand. Dans le cas d'une unification sans traité, les lois en vigueur en RFA s'appliqueraient automatiquement et sans condition au territoire de l'ex-RDA. Une autre solution évoquée est la réalisation de l'unité sur la base d'une simple « loi de transition », dont l'adoption ne nécessiterait qu'une majorité simple au Bundestag. Cette éventualité *« ne serait pas un malheur »* a déclaré dimanche le président du SPD, M. Hans Jochen Vogel. Elle permettrait en effet le vote séparé de chacun des articles constitutifs de cette loi, ce qui pourrait provoquer quelques déchirures au sein de la coalition : le FDP a, en effet, accordé, sur la question de la réglementation de l'IVG, la liberté de vote à ses députés qui sont nombreux à partager les vues du SPD sur ce point.

Les ponts ne sont pourtant pas entièrement rompus entre le chancelier Kohl et l'opposition. Une nouvelle rencontre au sommet est prévue pour mercredi prochain. Elle sera précédée de réunions d'experts qui vont tenter d'élaborer la solution-miracle qui éviterait que la fête prévue pour le 4 octobre ne soit ternie.

LUC ROSENZWEIG

L'attentat contre le DC-10 d'UTA

Un démenti de l'ambassade de Libye

L'ambassade de Libye à Paris a démenti, samedi 25 août, les informations parues dans l'hebdomadaire *le Point* daté 27 août selon lesquelles des spécialistes libyens auraient pris part à l'attentat contre le DC-10 d'UTA Brazzaville-Paris, qui avait explosé en vol au-dessus du désert du Ténéré, causant la mort de 170 personnes, le 19 septembre 1989. *« Niant formellement ces conclusions erronées et ces informations mensongères dénuées de tout fondement »*, l'ambassade affirme dans un communiqué que *« la Libye n'a aucun rapport avec cette catastrophe »*. Elle ajoute que *« la Libye a toujours, et à maintes reprises, condamné les actions terroristes visant la vie de civils innocents »*.

Selon l'hebdomadaire, l'attentat aurait été commis par trois Congolais opposés au régime de Brazzaville, équipés par des spécialistes libyens *(nos dernières éditions datées 26-27 août)*. Les enquêteurs français seraient parvenus à cette conclusion après avoir recueilli les aveux d'un suspect congolais, Bernard Yanga, interpellé au début de l'année par la sécurité militaire de son pays. Selon *le Point*, le chef de l'opposition libyenne en exil, Yusuf al Magariaf, aurait dû se trouver à bord du DC-10 mais avait reporté son voyage au dernier momentt

La situation à la prison des Baumettes

La chancellerie dénonce « l'agitation et le désordre en détention »

A la suite du bloquage, vendredi 24 août, par les surveillants des Baumettes à Marseille de la porte principale de la prison en guise d' *« avertissement »* à l'administration pénitentiaire, qu'ils accusent de laxisme lors des récents mouvements de détenus, la chancellerie répond, dans un communiqué, que *« les pouvoirs publics ont engagé des moyens importants pour améliorer la situation des institutions pénitentiaires »* et qu'elle *« ne saurait accepier, en aucun cas, l'agitation et le désordre en détention »*.

Par ailleurs, les détenus des Baumettes, qui avaient écrit le 1er août au garde des sceaux afin de protester contre *« la détention provisoire trop longue et banalisée »*, et *« le pouvoir sans contestation possible du juge d'instruction »*, se sont déclarés *« déçus »* de la réponse du directeur de l'administration pénitentiaire, qui faisait valoir la baisse générale de la population pénale (*le Monde* du 22 août). D'autant plus déçus qu'ils espéraient une lettre du ministre lui-même. *« Cette note de service est maladroite, provocatrice même car elle ne répond pas aux revendications et cite des statistiques que nous ne pouvons vérifier »*, écrivent-ils dans une lettre parvenue à la presse. *« Nous renouvelons notre désir de dialogue véritable avec vous (...). La tension est grande aux Baumettes et en l'absense de votre réponse il est prévisible qu'il y aurait des risques de réactions violentes »*, ajoutent-ils.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26-27 août 1990 a été tiré à 598 576 exemplaires.

□ **TCHAD-LIBYE : échec du sommet de Rabat.** – Les délégations libyenne et tchadienne, conduites par le colonel Kadhafi et par le président Hissène Habré, se sont séparées, vendredi 24 août à Rabat (Maroc), sans s'entendre. Le principal différend porte sur la bande d'Aouzou, que Tripoli et N'Djamena se disputent depuis son annexion, en 1973, par la Libye. – *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

□ **Le ministre belge des affaires étrangères critique la mission de M. Waldheim.** – M. Mark Eyskens, ministre belge des affaires étrangères, a critiqué la mission effectuée par le président autrichien Kurt Waldheim, estimant qu'elle brisait la solidarité internationale contre l'Irak. *« Je ne veux pas m'ingérer dans les affaires intérieures* [de l'Autriche] *mais j'aurais préféré une attitude de solidarité de la part de tous les pays »*, a-t-il dit samedi 25 août à la télévision belge. M. Eyskens a estimé que, si l'on veut *« vraiment contraindre un dictateur à respecter les lois internationales »*, il convient d'adopter un front uni. – *(Reuter.)*

□ **LIBÉRIA : expulsion de l'envoyé spécial du quotidien *Libération*.** – Stephen Smith, envoyé spécial du quotidien *Libération*, a été expulsé dimanche 26 août, sur ordre du président du Front national patriotique du Libéria (NPFL), Charles Taylor, après avoir vécu un simulacre d'exécution sommaire. Tous les journalistes occidentaux – sept Français et une Britannique, – qui couvraient le conflit depuis les zones contrôlées par le NPFL, ont décidé de quitter le Libéria après cet incident. – *(AFP.)*

Au conseil des ministres

M. Mitterrand insiste sur la prévention des incendies de forêt

Après les communications de MM. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, et Philippe Marchand, ministre délégué à la sécurité publique, sur les incendies de forêt au conseil des ministres du lundi 27 août, le président de la République a évoqué ces récents incendies pour souligner la *« mobilisation exceptionnelle des moyens et le dévouement total des sauveteurs »*.

M. Mitterrand a ajouté : *« La grave sécheresse que connaît notre pays impose de redoubler de prudence et de vigilance pour tenter d'éviter d'autres sinistres. Chacun doit en être conscient. Cette catastrophe impose à l'Etat, aux collectivités locales et aux habitants des régions concernées de conclure rapidement les réflexions engagées pour que la prévention redevienne l'instrument principal de protection de la nature. L'entretien de la végétation, la sauvegarde des espaces naturels contre les tentations de l'urbanisation sont les éléments principaux de cette politique. Elle doit être prochainement arrêtée. »*

M. Louis Le Pensec, porte-parole du gouvernement, a également indiqué que le président de la République et le premier ministre, *« conscients des besoins en Canadair »*, ont tenu à préciser que la mise au point du nouveau modèle de Canadair, *« souvent évoqué »*, n'est pas terminée.

Le porte-parole du gouvernement a aussi indiqué, sans divulguer la teneur de l'intervention, que M. Mitterrand s'est exprimé sur la crise du Golfe après les communications à ce propos de MM. Roland Dumas et Jean-Pierre Chevènement.

USAir licencie 3 600 salariés

USAir, qui se situe à la troisième ou à la quatrième place des compagnies aériennes américaines selon le mode de classement, annonce qu'elle licenciera, avant le début de l'année 1991, 3 600 de ses 50 660 salariés et non 1 500 comme il avait été annoncé. Selon un porte-parole de la compagnie, ces mesures de dégraissage sont destinées à prévenir *« une baisse du nombre des passagers due à une dégradation de l'environnement économique en général »* autant qu'à *« une flambée des coûts du carburant résultant de la crise du Golfe »*.

Cette explication circonstancielle tait le fait que USAir avait rejoint, depuis un an, les compagnies américaines en mauvaise santé, comme TWA, PanAm et Eastern. Son déficit a atteint 63 millions de dollars (330 millions de Francs)

□ **URSS : la Géorgie annule la proclamation de souveraineté abkhaze.** – Les autorités géorgiennes ont annulé, dimanche 26 août, la déclaration de souveraineté proclamée la veille par la république autonome d'Abkhazie. La Géorgie, qui refuse les velléités indépendantistes abkhazes, a décrété que cette déclaration était en contradiction avec la Constitution géorgienne. – *(AFP, Reuter.)*

Echecs

Marc Santo-Roman champion de France 1990

Le maître international Marc Santo-Roman, vingt-neuf ans, a remporté, samedi 25 août, à Angers, le titre de champion de France d'échecs 1990 en marquant 11,5 points sur 15 possibles.

Ignoré par les trois grands-maîtres français, Lautier, Renet et Kouatly, le championnat de France était, cette année, honoré par la présence (surprenante) de Boris Spassky. Ancien champion du monde, âgé de cinquante-trois ans, installé en France depuis 1976, quatre ans après avoir abandonné la couronne suprême à l'Américain Bobby Fischer, Spassky possède la double nationalité franco-soviétique.

On attendait de la part du seul grand-maître engagé dans le championnat sinon un cavalier seul du moins une victoire facile. Les 2 570 points ELO du nonchalant Spassky n'y ont rien fait, puisqu'il n'a pu que terminer quatrième (invaincu certes), mais derrière des joueurs dont le classement ELO est largement de plus cent points inférieur au sien, dont l'éternel espoir Santo-Roman (2 435), qui a décroché, à Angers, son premier titre national.

Classement. – 1. Santo-Roman, 11,5 points sur 15 possibles ; 2. Koch et Mirallès, 11 ; 4. Spassky, 10,5 ; 5. Prié, 9 ; 6. Apicella, 8 ; 7. Roos, 7,5 ; 8. Villeneuve, 7 ; 9. Andruet, Daillet, Seret et Vaisman, 6,5 ; 13. Bernard, 5,5 ; 14. Birmingham et Guyot, 5 ; 16. Mercier, 3,5.